

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE SOCIOHISTORIQUE DE LA DIMENSION INTERNATIONALE DE
LA RÉVOLUTION IRANIENNE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
JONATHAN VIGER

MAI 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens principalement à remercier mon directeur de mémoire, Frédérick Guillaume Dufour pour son support continu durant toutes les étapes de la rédaction de ce projet. Sa présence, son encouragement et son encadrement m'ont permis, au travers de ce mémoire, de joindre mes passions pour l'histoire, la sociologie et les relations internationales. Son support a permis à multiples reprises de me redonner confiance dans les moments creux et de me motiver à porter à terme ce processus sinueux. Je tiens également à remercier mes parents pour leur support technique, moral et financier sans lesquels la complétion de ce mémoire aurait été beaucoup plus ardue.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
LA FORMATION SOCIALE IRANIENNE PRÉCAPITALISTE	9
1.1. Le processus historique de formation de classe du bazar	11
1.2 Les relations de propriété du bazar et sa reproduction en tant que classe.....	16
1.2.1 Les relations sociales de propriété du bazar: l'unité entre le travail et le capital.....	16
1.2.2 Le bazar en tant qu'un espace de reproduction des relations sociales.....	18
1.3 Les oulémas: la construction d'une base autonome de pouvoir.....	20
1.4 L'opposition des oulémas et la politique de classes.....	23
1.5 La campagne iranienne avant 1960.....	26
1.5.1 Concentration et consolidation de la propriété privée	27
1.5.2 L'organisation de la vie rurale	29
1.5.3 La relation propriétaire-métayer et la reproduction de l'agriculture précapitaliste dans la campagne iranienne.....	32
1.6 La relation entre l'État et la société: l'évolution de l'État Kadjar à l'État Pahlavi.....	38
1.6.1 La dissolution de l'État féodal et le processus inégal de formation étatique moderne.	40
CHAPITRE 2	
LES RELATIONS INTERNATIONALES, LA THÉORIE DE LA MODERNISATION ET L'INTRODUCTION DE RÉFORME PAR LE HAUT : LE CARACTÈRE GÉOPOLITIQUEMENT MÉDIATISÉ DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN IRAN.	44
2.1 Endiguement et développement: la théorie de la modernisation au service de la politique étrangère américaine durant la Guerre froide	45
2.1.1 Le projet libéral américain et l'urgence de la Guerre froide.....	47

2.1.2 Le développement de la théorie de la modernisation en réponse aux enjeux politiques de la Guerre froide	51
2.1.4 La théorie de la modernisation et le projet libéral américain	61
2.2 Les relations États-Unis-Iran et la dimension géopolitique de la révolution blanche	63
2.2.1 La Guerre froide, le pétrole et le coup d'État: les débuts de l'implication stratégique des États-Unis en Iran	63
2.2.2 Dépendance externe et autonomie interne: la médiatisation géopolitique du processus de formation de l'État moderne iranien.....	66
2.2.3 Réforme agraire et relations internationales: la politique étrangère de l'administration Kennedy	72
2.3 Conclusion : L'introduction de la Révolution Blanche.....	81

CHAPITRE 3

D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE : LA TRAJECTOIRE DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME IRANIEN

3.1 La révolution blanche en tant que «révolution par le haut»	84
3.2 La réforme agraire et ses objectifs	86
3.2.1 La législation de la réforme agraire	86
3.2.2 Les principaux objectifs de la réforme agraire	88
3.3 Les effets de la réforme agraire sur les relations sociales de la campagne iranienne	91
3.3.1 Le caractère inégal de la répartition des terres	92
3.3.2 L'évolution des relations de propriété : un développement agricole à trois vitesses	96
3.3.2 Les coopératives et l'accès au crédit.....	99
3.3.3 L'échec du virage agroindustriel	101
3.4 Pauvreté, inégalité, chômage, expropriation et migration urbaine : les conséquences de la réforme agraire	104
3.4.1 Pauvreté et inégalité.....	104
3.4.2 Chômage rural.....	106
3.4.3 Migration urbaine	108
3.5 L'État, le développement industriel et les classes sociales urbaines	110

3.5.1 La politique d'industrialisation: la création «artificielle» d'une élite capitaliste industrielle	110
3.5.2 Industrialisation, emploi et précarité	114
3.6 L'aliénation des secteurs traditionnels de la société: le bazar et les oulémas .	115
3.6.1 L'aliénation des oulémas: réforme agraire et modernisme.....	117
3.6.2 L'aliénation du bazar: populisme et modernisme.....	120
3.7 Conclusion: l'alliance révolutionnaire de 1979	123

ANNEXE A

TABLEAUX STATISTIQUES	134
BIBLIOGRAPHIE	139

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose de mettre en lumière la dimension internationale des processus révolutionnaires par l'entremise d'une analyse sociohistorique de la Révolution iranienne de 1979. Suivant les développements théoriques de la discipline de la sociologie historique des relations internationales et du marxisme géopolitique, il vise à replacer les événements de la révolution à l'intérieur de processus de transformations sociaux globaux, soit le processus de formation étatique moderne et le processus de développement du capitalisme. C'est ainsi au travers de l'analyse de l'interaction entre ces deux processus que la trajectoire de développement de la formation sociale iranienne sera reconstituée. Il sera argumenté que c'est la nature inégale de ces processus, médiatisés par l'entremise des relations de pouvoirs politiques et géopolitiques et des luttes de classes sociales, qui explique que la trajectoire historique spécifique de l'Iran ait abouti dans le processus révolutionnaire de 1979. Le développement du capitalisme iranien prit la forme d'une révolution par le haut, soit l'imposition par les élites politiques de relations de propriété capitaliste en réponse à une combinaison de pressions géopolitiques et sociales. C'est au travers de ce concept et de sa contradiction entre la reproduction du pouvoir politique et la création de nouvelles forces sociales que sera analysée la trajectoire de développement de l'Iran moderne. Le résultat sera la superposition des relations de propriété capitalistes sur les formes traditionnelles d'organisation sociale, la création d'un large prolétariat rural et urbain et l'aliénation des forces sociales précapitalistes, facteurs qui se combineront pour entraîner la formation de la coalition révolutionnaire qui renversa le régime en 1979.

Mots clés : sociologie historique – marxisme politique – révolution – Iran – capitalisme – relations internationales – État – classes sociales

INTRODUCTION

Les révolutions représentent des phénomènes sociaux complexes. Elles représentent à la fois des phénomènes internationaux, de par leurs causes et leurs conséquences sur l'ordre international et des phénomènes locaux de par leurs effets sur les structures sociales et politiques des régions touchées. Toutefois, malgré ce fait, les révolutions ont été traitées différemment par les disciplines de la sociologie et des relations internationales. D'un côté, le traitement de la sociologie a souffert du nationalisme méthodologique que porte la discipline, les révolutions ont été analysées comme des phénomènes sociaux contenus à l'intérieur d'unités d'analyse étanches, que ce soit la «société» ou l'État-nation.¹ De l'autre côté, le traitement des relations internationales s'est limité aux conséquences externes des révolutions sur l'ordre international sans s'intéresser aux changements sociaux qui en sont la cause et la conséquence.² En ce sens, l'étude des révolutions démontre la fracture méthodologique divisant les disciplines de la sociologie et des relations internationales.

La conséquence de cette fracture méthodologique est une sous théorisation de la dimension internationale du changement social. Lorsque nous utilisons le terme de dimension internationale du changement social, nous ne cherchons pas à rendre compte des répercussions «externes» des phénomènes internationaux sur les processus sociaux «internes», mais à prendre acte des processus géopolitiques et intersociétaux comme des composantes internes d'une conception holiste du changement social. C'est en réponse à cette lacune se situant à l'intersection de la sociologie et des relations internationales que se forge notre problématique.

¹ Justin Rosenberg, 2006, «Why is there No International Historical Sociology?», *European Journal of International Relations*, vol. 12, no. 3, p. 310-313.

² Maryam Panah, 2002, «Social Revolution: The Elusive Emergence of an Agenda in International Relations», *Review of International Studies*, vol. 28, no. 2, p. 272-274.

Ainsi, au sens large, l'objet de notre projet de recherche sera la dimension internationale des processus révolutionnaires. Afin d'étudier cette question, nous nous tournerons vers la sociologie historique des relations internationales (SHRI). Ce champ, qui a émergé au début des années 80, a déjà connu plusieurs interactions avec le sujet des révolutions. Theda Skocpol, une figure principale de la première vague de SHRI³, s'est intéressée à la dimension géopolitique des révolutions dans son ouvrage *States and Social Revolutions*.⁴ Celle-ci offre un récit structurel des révolutions sociales reposant sur la prémisse que les États s'effondrent comme résultat des crises amenées par la combinaison de pressions internationales et domestiques.⁵ Toutefois, en mettant l'accent sur la structure anarchique du système interétatique comme cause de la pression géopolitique amenant la chute de l'État, Skocpol reproduit l'approche structuraliste réaliste et du même coup distance son analyse des processus sociaux globaux qui influencent le changement social.⁶

Fred Halliday a également fait beaucoup pour mettre l'étude des révolutions sur l'agenda des théoriciens des relations internationales. Non seulement ce dernier a mis en évidence l'importance des révolutions dans le façonnement de l'ordre international moderne, celui-ci peut également être reconnu comme le premier architecte d'une conception intersociétale des révolutions.⁷ Toutefois, si Halliday nous a légué un programme de recherche fécond, ses analyses des processus révolutionnaires nous

³ John M. Hobson, 2000, *The State and International Relations*, New York, Cambridge University Press; John M. Hobson, George Lawson et Justin Rosenberg, 2010, «Historical Sociology», dans Robert A. Denemark (ed.), *The International Studies Encyclopedia*, New Jersey, Wiley-Blackwell and International Studies Association.

⁴ Theda Skocpol, 1979, *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, New York, Cambridge University Press.

⁵ Maryam Panah, 2002, *op. cit.*, p. 280.

⁶ Frédéric Guillaume Dufour et Thierry Lapointe, 2010, «La sociologie historique néowébérienne», dans Dan O'meara et Alex Macleod (ed.), *Théories des Relations Internationales*, Athéna Éditions, p. 387-389; John M. Hobson, 2000, *op. cit.*; Maryam Panah, 2002, *op. cit.*, p. 280.

⁷ George Lawson, 2011, «Halliday's Revenge: Revolutions and International Relations», *International Affairs*, vol. 87, no. 5, p. 1075-1076; John M. Hobson, George Lawson et Justin Rosenberg, 2010, *op. cit.*

laissent très peu en ce qui a trait à un schéma théorique pour aborder celles-ci, s'intéressant plutôt à la description détaillée de cas individuels.⁸

Suivant l'évolution du champ, les travaux de la deuxième vague de la SHRI, notamment ceux de Michael Mann sur les processus de formation étatique⁹, peuvent représenter un bon point de départ afin de situer les révolutions à l'intérieur de processus globaux. La relation entre État et société est une dimension primordiale de l'étude des révolutions. En ce sens, l'analyse de la dimension géopolitique du processus de formation étatique exposée par Mann nous en apprend beaucoup sur les racines des processus révolutionnaires.¹⁰ Toutefois, l'analyse de Mann présente une lacune importante en analysant le processus de formation étatique moderne comme un phénomène essentiellement quantitatif (soit un développement progressif des capacités de l'État). Son analyse wébérienne de l'État en tant qu'un appareil territorial d'administration et de coercition l'empêche d'apprécier le changement qualitatif de l'État moderne en tant que structure sociale distincte régnant sur un nouveau mode de relations sociales, soit le capitalisme. Ainsi, ce qui manque à l'analyse de Mann, c'est une analyse plus large de l'évolution des relations sociales qui co-constitue l'émergence de l'État moderne, soit une transformation du régime social de propriété précapitaliste vers un régime social de propriété capitaliste.¹¹

⁸ Fred Halliday et Maxine Molyneux, 1982, *The Ethiopian Revolution*, Londres, Verso; Fred Halliday, 2002, *Revolution and Foreign Policy: The Case of South Yemen, 1967-1987*, Cambridge, Cambridge University Press.

⁹ Michael Mann, 1984, «The Autonomous Power of the State: Its Origins, Mechanism and Results», *Archives Européennes de Sociologie*, vol. 25, p. 185-213; Michael Mann, 1993, *The Sources of Social Power: The Rise of Classes and Nation-States, 1760 - 1914*, Cambridge, Cambridge University Press.

¹⁰ Toutefois, malgré l'élaboration de son modèle multicausal IEMP, l'essence centralisée et territoriale du pouvoir politique chez Mann tend à reproduire la dichotomie réaliste interne/externe, voir: Thierry Lapointe et Frédéric Guillaume Dufour, 2012, «Assessing the Historical Turn in IR : An Anatomy of Second Wave Historical Sociology», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 25, no. 1, p. 110-111.

¹¹ Simon Bromley, 1994, *Rethinking Middle East Politics*, Austin, First University of Texas Press, p. 101-103.

C'est ainsi que nous nous tournons vers le marxisme géopolitique, courant qui adapte l'édifice théorique du marxisme politique (celui-ci s'intéressant principalement à la transition capitaliste en Angleterre¹²) pour l'appliquer à la dimension internationale de la transition capitaliste.¹³ En contraste avec l'analyse de Mann, ce courant nous offre une combinaison de l'analyse du processus de formation étatique moderne en conjonction avec la transformation des relations de propriété.¹⁴ Cette combinaison complexifie l'analyse et explique l'unicité (et donc la multiplicité) des trajectoires de développement du capitalisme et de l'État moderne. Cette multiplicité des trajectoires émerge du caractère «inégal» du processus de transition, étant médiatisé au travers des luttes de classe spécifiques à chaque formation sociale.¹⁵

En ce sens, tout comme le marxisme politique rejette le récit libéral (ou commercial) de la transition capitaliste en Angleterre, récit selon lequel le capitalisme émerge de façon «naturelle» suivant le développement du commerce urbain et l'accumulation du capital marchand¹⁶, le marxisme géopolitique rejette le récit libéral du développement transnational du capitalisme comme résultat de la simple expansion du marché mondial.¹⁷ La logique transnationale du capital n'opère pas librement, mais est

¹² Robert Brenner, 1989, « Bourgeois Revolution and Transition to Capitalism », A. L. Beier et al. (dir.), *The First Modern Societies. Essays in English History in Honour of Lawrence Stone*, Cambridge, Cambridge University Press; Ellen M. Wood, 2009, *L'origine du Capitalisme : Une Étude Approfondie*, Montréal, Lux.

¹³ Ses principaux auteurs, Benno Teschke et Hannes Lacher, conservent toutefois le continent européen comme sujet d'étude, voir: Benno Teschke, 2003, *The Myth of 1648. Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*, Londres et New York, Verso; Hannes Lacher, 2006, *Beyond Globalization: Capitalism, territoriality and the international relations of modernity*, London: Routledge.

¹⁴ L'interaction entre les dimensions économiques et politiques du processus de formation étatique est sous-historicisé chez Mann puisqu'il les considère comme deux niveaux analytiques distincts, voir : Thierry Lapointe et Frédérick Guillaume Dufour, 2012, *op. cit.*, p. 112.

¹⁵ Le concept de développement inégal est emprunté à la théorie du développement inégal et combiné, voir : Jamie Allinson et Alexander Anievas, 2009, «The Uses and Misuses of Uneven and Combined Development: An Anatomy of a Concept», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, no.1, p. 47-67.

¹⁶ Pour plus de détails sur cette critique du modèle libéral, voir: Robert Brenner, 1989, *op. cit.*, p. 274-279.

¹⁷ Benno Teschke, 2003, *op. cit.*, p. 129-146.

médiatisée par l'entremise des relations géopolitiques associées à un système international composé d'entités politiques territorialement définies (de différentes formes et différentes tailles).¹⁸ Ainsi, comme le résume Teschke, cette conception demande une analyse historique complexe de la relation entre la sphère «politique» et «économique»:

«If capitalism is conceived not as a de-politicized and de-subjectified market economy, governed by 'economic laws', but as a set of socio-politically contested social relations, the implications of its rise cannot be conceived in terms of abstract logical derivations, but demand a radical historicization of its further, inter-state development. For the separation-argument is not conceived as an absolute, once-and-for-all insulation of spheres, but as an internal relation between states and markets whose degrees of de-politicization and re-politicization depend on historically concrete praxes. Capitalism is a relation of power. This also implies that capitalist social relations—once established in one country—do not automatically and transnationally replicate themselves across the components of the international system. The articulation of their international effects and implications requires a sharp move away from teleology, from a universalizing structural economism and a geopolitical functionalism; it demands a geopolitics as process, rather than superstructure.»¹⁹

Ce qui nous intéresse spécifiquement dans le marxisme géopolitique par rapport à notre objet des révolutions sociales, ce sont les contradictions qui émergent de la médiatisation géopolitique du développement du capitalisme et du caractère inégal du processus. Suivant cette réflexion, la forme principale par laquelle les relations de propriété capitalistes se diffusent au niveau international est la «révolution par le haut».²⁰ Ce concept est utilisé pour signifier l'imposition de relations capitalistes par les élites politiques en réponse à une combinaison de pressions géopolitiques et sociales. Une contradiction majeure émerge entre les deux objectifs de ce processus, soit d'un côté la reproduction d'un pouvoir politique dont la base se trouve dans les relations sociales de propriété précapitalistes, et de l'autre, le développement du

¹⁸ Benno Teschke et Hannes Lacher, 2007, «The Changing Logics of Capitalist Competition», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no. 4, p. 565-580.

¹⁹ Benno Teschke, 2011, «The Fetish of Geopolitics: Reply to Gopal Balakrishnan», *New left review*, no. 69, p.89.

²⁰ Benno Teschke, 2005, «Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International», *Historical Materialism*, vol. 13, no. 8, p. 8.

capitalisme qui libère de nouvelles forces sociales.²¹ C'est cette contradiction centrale et ses effets qui peuvent expliquer que des trajectoires de développement capitalistes peuvent culminer en révolutions sociales.

Toutefois, ces processus ne peuvent être suffisamment décrits en termes abstraits, comme mentionné antérieurement, ils sont dépendants des conditions historiques particulières à une formation sociale donnée. C'est pourquoi nous appliquerons les outils conceptuels fournis par le marxisme géopolitique au cas spécifique de la révolution iranienne de 1979. En ce faisant, nous tenterons de répondre à la question : Comment l'interaction des processus de formation étatique et de développement du capitalisme a-t-elle influencé la trajectoire de développement de la société iranienne dans la direction de la révolution de 1979? Nous verrons ainsi, par l'entremise d'une analyse sociohistorique remontant à la formation sociale iranienne prémoderne, comment les contradictions associées au processus de développement géopolitique du capitalisme peuvent aboutir en révolution sociale. Notre démarche visera donc l'exposition d'un récit historique empirique qui sera ponctué de réflexions théoriques inspirées par la sociologie historique de manière générale et le marxisme politique en particulier.

En tentant de fournir une réponse à cette interrogation, notre recherche visera un double objectif. Premièrement, nous tenterons de démontrer la pertinence de replacer des phénomènes sociaux à l'intérieur de processus de changements sociaux de nature globale. Non seulement est-ce que cette démarche peut améliorer notre

²¹ Les bases du concept de «révolution par le haut» furent premièrement mises en place par Trotsky et Gramsci: Antonio Gramsci, 1971, *Selections from the Prison Notebooks*, Londres, Lawrence and Wishart, p. 132-182; Leon Trotsky, 1961, *The History of the Russian Revolution*, New York, Pathfinder. Ce concept fut développé par plusieurs auteurs contemporains, voir, entre autres: Justin Rosenberg, 2005, « Globalisation Theory : A Post Mortem », *International Politics*, vol. 42, no 1, p. 2-74; Adam David Morton, 2007, « Disputing the Geopolitics of the States System and Global Capitalism », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no 4, p. 599-617 ; Sandra Halperin, 1997, *In the Mirror of the Third World : Capitalist Development in Modern Europe*, Londres et Ithaca, Cornell University Press; Benno Teschke, 2005, *op. cit.*, p. 8.

compréhension de certains phénomènes sociaux, mais elle peut également nous permettre de réaliser des comparaisons incorporées²², soit la comparaison de phénomènes à l'intérieur d'une perspective historique globale tout en conservant leurs caractères empiriques uniques. Deuxièmement, en appliquant les outils théoriques du marxisme géopolitique à un cas extra-européen, nous tenterons de contribuer à l'élargissement du champ d'analyse de cette approche et aux raffinements de son édifice conceptuel.²³

Notre mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre s'intéresse aux principales dynamiques de la formation sociale iranienne précapitaliste. Cette analyse est essentielle puisque c'est sur ces bases que se développeront les trajectoires de développement de l'État moderne et du capitalisme iranien. Ce chapitre présente les principales classes sociales et les fortes tendances reproductives du régime social de propriété précapitaliste. Ce chapitre met la table de deux façons pour la suite de l'argument, d'un côté, il vient réfuter la thèse libérale du développement commercial du capitalisme, de l'autre côté, il présente la crise géopolitique de l'État précapitaliste et l'initiation du processus de formation moderne de l'État iranien.

Notre deuxième chapitre analyse la dimension géopolitique du développement du capitalisme et de l'État iranien. Ce chapitre est centré autour de la relation entre les États-Unis et l'Iran. Nous débuterons premièrement en exposant le contexte géopolitique de la Guerre froide, la montée de la théorie de la modernisation et leurs

²² Pour plus de détails sur ce concept voir: Philip McMichael, 1990, «Incorporating Comparison Within a World-Historical Perspective : An Alternative Comparative Method», *American Sociological Review*, vol. 55, p. 385-397.

²³ Contribution qui est déjà entamée, entre autres, par Clemens Hoffman et Kamran Matin: Clemens Hoffmann, 2008, «The Balkanization of Ottoman Rule Premodern Origins of the Modern International System in Southeastern Europe», *Cooperation and Conflict*, vol. 43, no. 4, p. 373-396; Kamran Matin, 2007, «Uneven and Combined Development in World History: The International Relations of State Formation in Premodern Iran.», *European Journal of International Relations*, vol. 13, no. 3, p.419-447.

rôles dans la reformulation de la politique étrangère américaine autour du projet de reproduction et d'expansion du système capitaliste mondial. Nous verrons ensuite comment cette nouvelle politique fut mise en œuvre afin d'influencer le gouvernement iranien à enclencher un processus de modernisation. Comme toile de fond de ces événements, nous observerons également un changement fondamental dans la nature de l'État iranien. Celui-ci se désenchâssant de ses relations sociales domestiques pour se réenchâsser à l'intérieur des relations géopolitiques du système capitaliste mondial. Nous verrons finalement comment ces éléments se combinent pour enclencher le processus de développement du capitalisme iranien.

Finalement, le dernier chapitre s'intéressera à la trajectoire de développement du capitalisme iranien. Nous verrons, au travers du concept de révolution par le haut, comment les contradictions que nous associons à la médiatisation géopolitique du capitalisme s'opèrent pour faire aboutir le processus dans la révolution de 1979. Le chapitre sera divisé en deux sections, une première analysant l'évolution des relations de propriété agraire et une deuxième s'intéressera au processus d'industrialisation et aux relations entre l'État et les principales classes sociales.

CHAPITRE I

LA FORMATION SOCIALE IRANIENNE PRÉCAPITALISTE

Le concept de classe en est un avec de multiples connotations au sein de la tradition sociologique. L'utilisation la plus commune de ce concept est comme un indicateur de la stratification sociale d'une population. Cette stratification est quantifiée à partir de critères essentiellement économiques, comme le revenu ou l'occupation. Son utilisation en ce sens tend à véhiculer une conception compartimentée et statique de la société. Dans la tradition marxiste, celle à laquelle le concept de classe est plus fortement associé, celui-ci est parfois divisé en deux sous-concepts, soit celui de classe-en-soi et celui de classe-pour-soi.²⁴ Le premier sous-concept, souvent utilisé pour référer à une définition objective d'une classe sociale s'intéresse essentiellement à la position des individus à l'intérieur d'un mode de production. Par exemple, on pense à l'opposition de classes entre seigneur et serfs au sein du féodalisme ou à celle entre capitalistes et prolétaires au sein du capitalisme. Le concept de classe-pour-soi, quant à lui, s'intéresse plutôt au processus par lequel des individus ayant des intérêts communs (de leur position commune au sein du mode de production) se transforment en force historique au travers de leur regroupement autour d'une lutte et d'une expérience commune.²⁵

C'est dans le sens d'une stratification «objective», soit au travers d'un portrait fixe de la structure sociale, que la plupart des auteurs définissent la formation sociale iranienne du XIXe siècle. Il est donc possible, dans le contexte qui nous intéresse, de définir le bazar iranien en tant que classe «objective». L'utilisation du terme perse bazar, nous sert à identifier une classe moyenne de petits propriétaires, souvent

²⁴ Ellen Meiksins Wood, 1995, *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 76-78.

²⁵ *Ibid*

décrite comme une petite bourgeoisie réunissant un nombre de marchands, de boutiquiers et d'artisans propriétaires de petites manufactures. S'ajoute à ce groupe certains intermédiaires qui de par leur insertion au sein de ce réseau de production-circulation, ont un intérêt commun avec les groupes précédemment mentionnés. Le terme bazar uni c'est différents groupes, que nous nommerons à présent bazaris²⁶, puisqu'il désigne le marché, qui est un endroit central dans les villes de tradition islamique et regroupe la majorité des activités commerciales et de production durant l'ère précapitaliste.

Toutefois, si une telle définition «objective» peut avoir une certaine valeur heuristique, elle n'a pas de valeur historique puisqu'elle ne parvient qu'à offrir une image statique du rôle de chaque classe dans la société iranienne. Nous inspirant d'Ellen Wood, qui s'inspire de la conception de classe sur les travaux de E.P Thompson portant sur la classe ouvrière anglaise²⁷, nous considérons la formation d'une classe comme un phénomène processuel et relationnel. Cette définition produit deux exigences: premièrement, que soit analysé de façon historique le processus de formation de classe, et deuxièmement, que soit pris en compte autant les relations d'une classe avec les autres classes et avec l'État ainsi que les relations entre les membres d'une même classe, relations qui permettent sa reproduction en tant que groupe unifié.²⁸ C'est donc à la lumière de cette approche que nous définirons les principales classes présentes dans la société iranienne précapitaliste, débutant par celle du bazar. Nous terminerons le chapitre avec une discussion générale de la relation entre l'État et la société, mais les relations entre l'État et les classes prises spécifiquement seront traitées plus en détail dans le troisième chapitre. La période analysée porte principalement sur la dynastie Kadjar (1785-1925), mais comporte des

²⁶ Cette appellation est utilisée par plusieurs auteurs, voir entre autres: Nikki Keddie, 2006, *Modern Iran: Roots and Results of Revolution*, New Haven et Londres, Yale University Press; Guity Nashat, 1981, «From Bazar to Market: Foreign Trade and Economic Development in Nineteenth Century Iran», *Iranian Studies*, vol. 14, no.1-2.

²⁷ Thompson, E. P., 1991, *The Making of the English Working Class*, Toronto, Penguin Books.

²⁸ Ellen Meiksins Wood, 1995, *op. cit.*, pp. 93-100.

références à la dynastie Séfévide (1501-1736) ainsi qu'à la montée de Reza Chah et la création de la dynastie Pahlavi (1925-1946).

1.1. Le processus historique de formation de classe du bazar

Comme nous l'avons mentionné, les bazaris se retrouvèrent au centre de l'activité économique de la société iranienne précapitaliste. Cette position se solidifia durant le XVIII^e siècle. Cette période fut marquée par une série de bouleversements politiques et sociaux, incluant plusieurs guerres tribales, qui marquèrent la transition de la dynastie Séfévide (1501-1736) à la dynastie Kadjar (1786-1925). L'État de conflit périodique, jumelé à un faible réseau de transport et de communication, entraîna une diminution importante du commerce étranger, ce qui permit aux marchands et producteurs locaux de solidifier leur contrôle sur l'activité économique. De plus, la nouvelle dynastie Kadjar ne parvint jamais à atteindre le niveau de centralisation étatique obtenu par leurs prédécesseurs Séfévides²⁹, de sorte qu'elle ne parvint pas à établir un contrôle ferme sur l'activité économique du pays, notamment en ce qui a trait au pouvoir de taxation. C'est ainsi que cette période fut marquée par la prospérité ainsi que la consolidation de la position centrale du bazar dans la société iranienne de l'époque.³⁰

Toutefois, malgré leur position dominante, les bazaris ne constituèrent pas d'emblée une classe unie et capable d'action collective, du moins à un niveau national, compte tenu de multiples différences régionales, des différents conflits entre communautés ethniques et tribales et de l'absence d'un réseau de communication et de transport

²⁹ Incapable d'asseoir leur pouvoir sur les élites provinciales, la dynastie Qajar se maintient au pouvoir principalement en manipulant les rivalités locales. Voir: Ervand Abrahamian, 1974, «Oriental Despotism: The Case of Qajar Iran», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 5, p. 3-31; Colin Meredith, 1971, «Early Qajar Administration: An Analysis of its Development and Functions», *Iranian Studies*, vol.4, no.2-3, p. 59-84.

³⁰ Guity Nashat, 1981, *op. cit.*

capable de mettre en lien les différents bazars locaux.³¹ Toutefois, cette situation changea graduellement lors du XIXe siècle. Malgré l'échec de la plupart des tentatives de modernisation de l'État Kadjar, quelques avancées sur le plan des communications, dont l'introduction de lignes de télégraphe, l'amélioration d'anciennes et la construction de nouvelles routes, la publication de journaux ainsi que l'inauguration d'un réseau de poste, permirent la réduction des distances entre les principaux centres urbains. Ces changements, jumelés avec l'ouverture du canal de Suez ainsi que le développement du transport maritime et ferroviaire dans les régions avoisinantes suscitèrent un renouveau d'intérêt des puissances étrangères et de leurs marchands pour l'Iran.³²

C'est alors que s'ouvrit une période de pénétration étrangère sans précédent en Iran. Cette pénétration fut alimentée en grande partie par la compétition entre la Russie et la Grande-Bretagne. Si c'est cette rivalité qui permit à l'Iran d'éviter le traitement colonial, elle fut la cause des incursions répétées des deux puissances sur le territoire.³³ L'impact des puissances européennes prit premièrement la forme de conflit militaire. Les Russes furent les premiers à s'imposer à deux reprises grâce à leurs armements modernes, défaisant facilement les contingents tribaux iraniens divisés et indisciplinés, imposant coup sur coup les traités de Gulistan (1813) et de Turkomanchai (1828). Ces deux traités établirent des conditions très avantageuses pour les commerçants russes, soit un tarif à l'importation d'un maximum de 5%, une exemption sur les droits de douanes intérieurs et une exemption face aux lois iraniennes pour les sujets russes ainsi que les iraniens sous leur protection. Ces conditions s'étendirent à la Grande-Bretagne selon la clause de la nation la plus favorisée à la suite d'un traité de 1841.³⁴

³¹ Ervand Abrahamian, 1982, *Iran: Between Two Revolutions*, Princeton, Princeton University Press, p. 36.

³² Guity Nashat, *op. cit.*, p. 75.

³³ Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 34.

³⁴ *Ibid*, p. 41.

Alors que les bazaris avaient profité de la faiblesse de leur gouvernement pour encaisser d'importants profits, le côté négatif de cette faiblesse fut constaté lorsqu'ils furent forcés d'entrer en compétition avec les commerçants russes et britanniques qui, contrairement à eux, profitaient d'un support actif de leurs gouvernements. Loin de défendre les intérêts de leurs marchands et petits producteurs, la monarchie Kadjar collabora plutôt avec les puissances européennes dans une tentative de maintenir et d'augmenter son pouvoir sur sa propre société. L'impact économique des deux guerres avec la Russie ainsi que de l'invasion du sud par les britanniques en 1856 entraîna le gouvernement dans une crise économique, résultant principalement d'un système de taxation extrêmement inefficace. Dans cette optique, le monarque Nasser al-Din Chah dû se résoudre à la vente des terres de la couronne, de postes politiques et de *tuyuls*, soit des droits de collection de taxes sur les terres de la couronne.³⁵ S'ajouta à ces pratiques l'octroi de concessions et de monopoles aux puissances étrangères, notamment à la suite de deux voyages en Europe entrepris par le Chah en 1873 et 1878.³⁶ Si cette stratégie eut des effets négatifs à long terme, elle permit à court terme au gouvernement de renflouer ses coffres.

La pénétration économique résultant de ces développements eut des répercussions négatives sur l'activité des bazaris. Le nombre croissant des biens manufacturés importés d'Europe perturba l'activité de plusieurs sections de l'artisanat local. Le principal secteur manufacturier, celui du textile, fut spécialement touché. L'Iran produisait d'importantes quantités de textiles de toutes sortes, de soie ainsi que de laine de chèvre. L'arrivée de textiles produits à moindre coût dans les usines britanniques et russes réduisit drastiquement le nombre d'artisans produisant du textile. Plusieurs autres secteurs, spécialement ceux touchant aux biens ménagers,

³⁵ A. Reza Sheikholeslami, 1971, «The Sales of Offices in Qajar Iran, 1856-1896», *Iranian Studies*, vol. 4, no. 2-3.

³⁶ Ervand Abrahamian, 1982, *op. cit.*, p. 52-56.

furent affectés par la compétition étrangère. De plus, l'impossibilité d'imposer de tarifs protecteurs en raison des traités nuit au développement de nouvelles industries locales.³⁷

Les marchands furent également affectés en raison de la position inégale qu'ils occupaient face à leurs concurrents européens qui furent exemptés des tarifs et taxes internes. Cette situation fut renforcée par la mise aux enchères des postes de directeur des douanes des différentes régions de sorte que ceux-ci entrèrent en compétition pour attirer le plus de commerce en réduisant les tarifs sous le tarif officiel de 5%.³⁸ Mais tous les bazaris ne furent pas affectés de la même façon de sorte que le bazar se scinda suite au développement d'une bourgeoisie compradore, soit une petite fraction de marchands et de producteurs qui profita du commerce avec les européens et qui s'éloigna progressivement du bazar.³⁹

Des signes d'hostilité et de protestation face à la compétition étrangère et l'incapacité du gouvernement de protéger sa population émergèrent dès la décennie 1830, au travers de pétitions adressées au gouvernement et signées par plusieurs bazaris influents et refirent surface tout au long du XIXe siècle. Le mécontentement face à la politique des Kadjar atteint un premier point culminant en 1891 après que le Chah ait accordé un monopole sur la production, la vente et l'exportation de l'entièreté du tabac iranien à un sujet britannique, le major Talbot. Cette concession suscita une plus forte réaction que toutes autres puisqu'elle ne touchait pas à un domaine qui était alors inexploité par les commerçants iraniens, mais un produit largement cultivé et profitant à un ensemble de marchands et boutiquiers locaux. L'opposition mena à l'organisation d'un large mouvement protestataire et d'un boycott couronné de succès

³⁷ Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 42, 52-53.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Ervand Abrahamian, 1982, *op. cit.*, p. 60.

qui parvinrent à forcer la monarchie à mettre fin à l'entente, et ce, malgré le paiement de plusieurs indemnités.⁴⁰

Le deuxième point culminant de l'opposition du bazar face au gouvernement et aux puissances étrangères fut l'épisode de la révolution constitutionnelle qui débuta en 1905. Cet épisode débuta à la suite d'un incident où le gouverneur de Téhéran battit deux marchands de sucre après que ceux-ci aient refusé de baisser leur prix. Suite à cet événement, un grand nombre de bazaris, de 12 000 à 14 000, prirent sanctuaire à l'intérieur de la légation britannique en signe de protestation, le résultat fut que l'activité économique de Téhéran et d'une partie du pays fut immobilisée. La principale revendication du mouvement fut l'établissement d'une assemblée représentative (*maijles*), mais malgré la création du premier *maijles* ce mouvement fut un échec à long terme puisqu'il fut rapidement placé à l'arrière-plan et contrôlé par des partisans du régime.⁴¹

En résumé, l'augmentation des relations entre les puissances occidentales et l'Iran lors du XIXe siècle eut deux conséquences majeures. Premièrement, elle favorisa l'introduction partielle de l'Iran dans l'économie mondiale, augmentant le niveau d'activité commerciale et poussant le développement des réseaux de communication et de transport. Deuxièmement, elle entraîna la formation d'un mouvement d'opposition dont les principaux organisateurs furent les membres du bazar. Le résultat fut la formation progressive du bazar en tant que classe sociale ayant des expériences et des revendications communes. Comme l'affirme Abrahamian: «*In 1800, the middle class was sharply fragmented into small locally bound communities; by 1900, it was transformed into a broad statewide force conscious, for the first time, of its common political personality*».⁴²

⁴⁰ Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, pp. 61-62.

⁴¹ *Ibid*, pp. 66-68.

⁴² Ervand Abrahamian, 1982, *op. cit.*, p. 58.

1.2 Les relations de propriété du bazar et sa reproduction en tant que classe

Maintenant que nous avons analysé l'aspect processuel de la formation de classe du bazar, nous nous tournons vers son aspect relationnel. Nous nous intéresserons premièrement aux relations sociales de propriété et ensuite à la forte dynamique communautaire du bazar, deux facteurs qui ont permis sa reproduction en tant que classe à travers les années. En ce qui a trait avec les relations du bazar avec l'État et les autres classes sociales, nous analyserons en détail cet aspect dans notre troisième chapitre.

1.2.1 Les relations sociales de propriété du bazar: l'unité entre le travail et le capital

Les relations de propriété du bazar eurent une incidence importante sur son unité et son aspect corporatif. Suivant John Foran, le bazar est organisé autour d'un mode de production de petite production marchande (*petty-commodity production*).⁴³ L'aspect majeur de cette organisation de la production fut l'unité entre le capital et le travail.⁴⁴ Cette unité est incarnée dans la figure traditionnelle du *pishavar*⁴⁵, réunissant à la fois des artisans et petits commerçants (ou les deux combinés) opérant au travers de petites boutiques à aires ouvertes situées sur l'une des multiples artères du bazar. L'unité du capital et du travail vient du fait que ces artisans et petits commerçants possèdent (ou louent) leurs moyens de production, soit leurs outils ou leurs boutiques.

⁴³ John Foran, 1988, «The Modes of Production Approach to Seventeenth-Century Iran», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 20, no. 3, p. 353.

⁴⁴ Mohammad Reza Afshari, 1983, «The Pishavar and Merchants in Precapitalist Iranian Society: An Essay on the Background and Causes of the Constitutional Revolution», *Middle East Studies*, vol. 15, p. 135; Satyanda J. Gabriel, 2001, «A Class Analysis of the Iranian Revolution of 1979», dans J. K. Gibson-Graham, Stephen Resnick et Richard Wolff (eds.), *Re/presenting Class: Essays in Postmodern Marxism*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 216.

⁴⁵ Il est à noter que le terme *pishavar* exclut celui de *tujjar*, ce dernier désignant les riches marchands qui se détachèrent de leurs liens avec le bazar pour se rapprocher des classes dominantes, voir Mohammad Reza Afshari, 1983, op. cit, p. 136-137. Comme nous le verrons plus loin, plusieurs de ces marchands vont s'intégrer à la classe dominante au travers de l'acquisition de propriété terrienne.

Dans le cas des petits commerçants, ceux-ci travaillaient sans ou avec très peu d'aide de la part d'une main-d'œuvre salariée. Dans le cas des artisans, ceux-ci avaient recours à l'emploi d'apprentis, mais ne pouvait assurer leur substance sans prendre part eux-mêmes au processus de production. En ce sens, par le fait qu'ils travaillaient ensemble, malgré un degré d'exploitation, la relation entre artisans et apprentis ne fut pas comme celle entre propriétaires et paysans ou entre capitalistes et prolétaires, les deux partageant une vision du monde semblable et évitant l'opposition de classe fondamentale présente dans les régimes de propriété féodaux ou capitalistes.⁴⁶

C'est cette vision du monde commune qui permit le rassemblement des artisans et apprentis à l'intérieur de guildes, qui représentèrent la principale forme d'organisation de l'économie précapitaliste urbaine. Premièrement établies par la dynastie Séfévide comme moyen de contrôle et de taxation, celles-ci survirent à la période d'instabilité du XVIIIe siècle et en sortirent en tant qu'organisations autonomes face à l'incapacité des Kadjars d'étendre leur pouvoir sur l'ensemble de la société.⁴⁷ Ainsi, dans la majorité des villes d'importance, les artisans et apprentis d'un même domaine purent déterminer des représentants qui menèrent les affaires quotidiennes avec le gouvernement ainsi qu'avec les autres guildes. Les commerçants (ceux qui ne furent pas à la fois artisans) ne formèrent pas d'organisation formelle telle que les guildes, mais se regroupèrent plutôt au travers d'associations informelles. Toutefois, comme nous le verrons dans la section suivante, ce manque de formalité fut compensé par la forte dimension communautaire du bazar.⁴⁸

⁴⁶ *Ibid*, p. 135-136.

⁴⁷ Hossein Bashiriye, 2011, *The State and Revolution in Iran*, New York, Routledge, p. 7-8.

⁴⁸ John Foran, 1992, *Fragile Resistance: Social Transformation in Iran from 1500 to the Revolution*, Boulder, Westview Press, p. 32.

1.2.2 Le bazar en tant qu'espace de reproduction des relations sociales

Nous avons premièrement vu comment les relations de propriété du bazar furent source d'unité, notamment au travers de la formation de guildes. Toutefois, ces facteurs ne furent pas les seuls responsables de la reproduction du bazar comme classe sociale, le bazar fut marqué par une dynamique communautaire forte en tant qu'un ensemble de relations sociales contenues à l'intérieur d'un espace physique bien délimité et mis en lien les unes les autres au travers d'un réseau économique de production et de circulation. Le résultat de cette dynamique particulière fut la création de relations stables, à long terme et qui portent sur multiples dimensions, autant sociales, politiques, commerciales, religieuses ou familiales, contrairement à de simples interactions économiques.⁴⁹ Cette définition nous permet d'analyser un vaste ensemble de relations sociales sans toutefois nier la centralité du lien économique unissant le bazar.

Cette dynamique communautaire est produite par différentes caractéristiques du bazar iranien. L'une de ces caractéristiques centrales est l'organisation spatiale du bazar qui produit un espace défini dans lesquels les relations sociales s'opèrent. Les limites physiques du bazar permettent généralement de délimiter les activités économiques à l'intérieur et à l'extérieur du bazar. Il est important de noter qu'autant chez les bazaris que dans la société iranienne en général, il existe une différence marquée entre l'activité du bazar et celle des *khiyaban*, soit celle des rues extérieures au bazar. Cette distinction renforce l'appartenance au bazar en tant que location physique et en tant que réseau socioéconomique distinct.⁵⁰

L'organisation spatiale du bazar a également des conséquences sur la proximité, la fréquence et la stabilisation des relations sociales à l'intérieur du bazar.

⁴⁹ Arang Keshavarzian, 2007, *Bazar and the State in Iran: The politics of the Tehran Marketplace*, New York, Cambridge University Press, p. 16-17.

⁵⁰ *Ibid*, p. 96.

Premièrement, la division du bazar selon les biens produits et échangés, de sorte que chaque allée correspond plus ou moins à un type de marchandise, réduit la distance et intensifie la fréquence des relations entre les bazaris de même occupation, ce qui facilite grandement la coordination entre les membres d'une même guilde.⁵¹ La proximité et fréquence des relations ne touche pas uniquement les membres d'une même occupation, mais également les partenaires de commerce. La dimension spatiale du bazar possède en ce sens une qualité de transparence permettant à chacun d'observer les autres et la récurrence quotidienne d'interactions face à face joue un important rôle dans la création des relations stables et à long terme précédemment mentionnées.⁵²

Deuxièmement, les liens familiaux furent un autre élément important unifiant les bazaris de divers secteurs. Les relations commerciales en virent rapidement à être renforcées et stabilisées par des alliances familiales.⁵³ Troisièmement, les pratiques religieuses des membres du bazar eurent également un rôle important dans le renforcement des relations intra-bazar. En tant que place publique centrale de la ville islamique, le bazar contenait plusieurs mosquées et sanctuaires religieux qui accueillirent les *heyyats*, soit des rassemblements religieux qui ne furent pas seulement une occasion de prière, mais des occasions régulières pour les membres du bazar de se rencontrer et d'échanger informations et rumeurs.⁵⁴ Finalement, la proximité des relations du bazar et le suivi constant des actions des uns par les autres imposa une pression constante au conformisme et au maintien d'une bonne réputation

⁵¹ Guity Nashat, *op. cit.*, p. 66.

⁵² Arang Keshavarzian, 2007, *op. cit.*, p. 96-98.

⁵³ Gustav Thaïss, 1971, «The Bazar as a Case Study of Religion and Social Change,» dans Yar-Shater (ed.), *Iran Faces from the Seventies*, New York, Praeger Publishers, p. 199.

⁵⁴ Gustav Thaïss, 1972, «Religious Symbolism and Social Change: The Drama of Husain», dans Nikki Keddie (ed.), *Scholars, Saints, and Sufis: Muslim Religious Institutions in the Middle East since 1500*, Berkeley, University of California Press, p.352-55

comme élément nécessaire au bon commerce.⁵⁵ Cette pression constante permit une grande fluidité dans les relations intra-bazar, permettant ainsi aux partenaires de prévoir le comportement de chacun.

En résumé, c'est la nature des relations sociales de propriété ainsi que la juxtaposition des multiples relations sociales du bazar à l'intérieur d'un espace spatial bien défini qui a permis la reproduction du bazar en tant que classe au travers de la création d'un sentiment d'expérience commune pour emprunter les termes d'E.P. Thompson.⁵⁶ Malgré que les multiples réseaux créés au sein du bazar eurent initialement comme objectif de promouvoir et de faciliter les interactions entre les membres à des fins économiques, ce sont ces mêmes réseaux qui vont jouer un rôle central dans la mobilisation qui mènera ultimement à la chute du régime⁵⁷, ce que nous analyserons en détail au troisième chapitre.

1.3 Les oulémas: la construction d'une base autonome de pouvoir

Nous nous intéresserons maintenant à une autre section importante de la société iranienne, soit l'établissement religieux chiite. L'émergence d'une branche particulière du chiisme, soit le chiisme duodécimain, comme religion dominante en Iran ainsi que la subséquente institutionnalisation de l'ouléma⁵⁸ chiite en tant que groupe social organisé et influant remonte à la dynastie Séfévide. Dans une tentative de centralisation du pouvoir, les Séfévides adoptèrent le chiisme duodécimain comme

⁵⁵ Benjamin Smith, 2004, «Collective Action With and Without Islam: Mobilizing the Bazar in Iran.», dans, Quintan Wiktorowicz (ed.), *Islamic Activism: A Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, p. 191.

⁵⁶ Thompson, E. P., 1991, *op. cit.*

⁵⁷ Satyanda J. Gabriel, 2001, *op. cit.*, p. 216.

⁵⁸ Le terme ouléma ne peut qu'être inadéquatement traduit par celui de «clergé», les oulémas possédaient en fait un rôle plus large que celui du clergé catholique occidental, ne se positionnant pas entre les personnes et Dieu, mais assurant le respect de la loi islamique, l'éducation et plusieurs activités charitables. Voir, Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 4.

base idéologique de leur pouvoir, cherchant du même coup à se démarquer de leurs rivaux ottomans sunnites. De sorte qu'à leur formation, les oulémas, terme que nous utiliserons maintenant pour identifier les membres du clergé chiite, furent dépendants financièrement et politiquement de la monarchie, ils constituèrent une partie de la bureaucratie de l'État Séfévide.⁵⁹

Toutefois, cette situation va évoluer au cours des siècles suivants. Premièrement, afin de faire exemple de sa piété, la dynastie Séfévide fit plusieurs dons à l'établissement religieux chiite. Ces dons prirent la forme de *waqfs*, soit la cession de terres dont l'administration fut prise en charge par les oulémas et dont les profits furent utilisés pour financer les institutions religieuses. Cette source de revenu inaliénable permis non seulement à l'établissement chiite de prendre de l'expansion, mais représenta par-dessus tout une forte base économique indépendante lui permettant de se défaire progressivement de sa dépendance envers l'État.⁶⁰

Un autre facteur central du processus d'autonomisation des oulémas face à l'État fut leur capacité de maintenir un contrôle direct sur certaines taxes religieuses, soit le *khums* et la *zakat*⁶¹, sans que celle-ci ne doivent transiger par les mains de l'État. Ainsi, les oulémas furent capables d'extraire directement cette source de revenu, au moyen d'une pression morale, auprès des fidèles. Ces revenus furent destinés en premier lieu à des activités charitables, mais des sommes importantes furent utilisées afin de supporter la formation d'hommes de foi et payer les salaires des employés d'institutions religieuses, de sorte que ces taxes jouèrent un rôle important dans la reproduction et le développement de l'établissement religieux.⁶²

⁵⁹ Kamran Matin, 2008, *The Refractory Transformation: The International Relations of The Iranian Revolution*, Thèse de doctorat, Brighton, University of Sussex, p. 52.

⁶⁰ Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 15.

⁶¹ Selon la tradition chiite, ces taxes représentent l'obligation de payer un cinquième de ses gains annuels sous forme d'aumône, voir : *Ibid*, p. 15.

⁶² *Ibid*, p. 16.

Ce processus d'autonomisation créa une division au sein des rangs des oulémas. D'un côté, différents postes religieux officiels demeuraient dépendants de l'État au niveau de la nomination et de la rémunération. D'un autre côté, plusieurs oulémas n'occupaient pas de fonctions officielles, mais s'adonnaient plutôt à l'enseignement, à la prédication et au jugement au sein de l'établissement religieux autonome, recevant leur salaire à partir des revenus des *waqfs* et des donations des fidèles. Certains de ses individus, ceux ayant atteint un niveau supérieur dans leurs études des textes sacrés, pouvaient acquérir une grande influence leur permettant d'attirer une foule de disciples et d'atteindre le statut de *mujtahids*, leur accordant l'autorité morale leur permettant d'interpréter les lois religieuses. Le développement de l'établissement religieux mena à la multiplication de tels honneurs et éventuellement à la naissance d'un statut plus élevé, réunissant les plus influents *mujtahids*, soit celui d'*ayatollah*.⁶³ Ainsi, cette section des oulémas développa une immense influence morale auprès des fidèles.

Vers le crépuscule de la dynastie Séfévide, certains *mujtahids* allèrent jusqu'à affirmer qu'ils détenaient plus le droit de régner que le Chah lui-même. Ces revendications politiques progressèrent au cours du XVIII^e siècle. À la suite de l'effondrement de l'empire Séfévide, les oulémas furent obligés de subsister de façon totalement indépendante de l'État. Cette période fut également marquée par une lutte entre deux écoles de pensée au sein de l'établissement chiite. Premièrement, les *akhbaris* souhaitaient un retrait du rôle des oulémas en interdisant tout jugement indépendant allant au-delà des traditions du prophète et des imams. Deuxièmement, les *usulis* soulignaient au contraire que seuls les *mujtahids* furent compétents dans l'interprétation et le jugement de la loi islamique.⁶⁴ La victoire des *usulis* dans cette

⁶³ Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 17.

⁶⁴ Mansoor Moaddel, 1986, «The Shi'i Ulama and the State in Iran», *Theory and Society*, vol. 15, p. 522.

opposition idéologique donna encore plus de légitimité aux revendications politiques des oulémas sur les questions islamiques.

Encore une fois, la précarité du pouvoir de la nouvelle dynastie Kadjar ouvrit la porte pour un renforcement de l'autorité des oulémas. Dénué de la légitimité religieuse dont jouissait leurs prédécesseurs, la dynastie Kadjar s'appuya de façon importante sur les oulémas dans son processus de formation étatique. Ainsi, la majorité des fonctions éducatives et judiciaires de l'État furent contrôlées par l'établissement religieux. Les oulémas eurent le monopole sur le contrôle de l'appareil d'enseignement. Pour ce qui est du judiciaire, les oulémas contrôlèrent les cours civiles et criminelles.⁶⁵

1.4 L'opposition des oulémas et la politique de classes

L'un des facteurs principaux mobilisés par les analystes afin de comprendre le comportement politique des oulémas, et du même coup celui des bazaris, est le concept d'alliance bazar-mosquée. Cet argument affirme qu'une alliance traditionnelle entre les bazaris et les oulémas se serait forgée durant le tournant du XVIII^e siècle, principalement durant les événements du boycott du tabac en 1891 et de la révolution constitutionnelle de 1905. Ainsi une alliance durable se serait formée et aurait par la suite joué un rôle central dans tous les mouvements de protestation majeurs du XX^e siècle jusqu'à la révolution de 1979.⁶⁶ Nous rejetons cette conception puisqu'elle propose un concept sans valider sa réalité historique et du même coup tend à ignorer plusieurs variations dans les revendications politiques autant des oulémas que des bazaris.

⁶⁵ Said Amir Arjomand, 1981, «Shi'ite Islam and the Revolution in Iran», *Government and Opposition*, vol. 6, no.3, p. 296.

⁶⁶ Ahmad Ashraf, 1988, «Bazar-Mosque Alliance: The Social Basis of Revolts and Revolutions», *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 1, p. 538–567; Theda Skocpol, 1982, «Rentier State and Shi'a Islam in the Iranian Revolution», *Theory and Society*, vol. 11, p. 265–83; Said Amir Arjomand, 1981, *op. cit.*; Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*

Il y a définitivement plusieurs liens qui unissent les représentants du bazar et de la mosquée. Premièrement, il existe une proximité physique, bazar et mosquée se retrouvant historiquement au cœur des villes iraniennes, entraînant un contact quotidien. Cette proximité physique est doublée de relation de parenté et de l'éducation de plusieurs bazaris dans les écoles religieuses. Les oulémas, de par leur expertise juridique et du fait qu'ils forment un large pourcentage de la population instruite, furent également engagés par les bazaris en tant que commis de bureau, comptables ou notaires. Les pratiques religieuses favorisèrent aussi le tissage de lien, l'établissement chiite fournissant les différents services religieux, notamment les *heyyats* quotidiens auquel assistaient des bazaris de toutes occupations. Finalement, le lien le plus cité est le lien économique puisque ce sont les bazaris qui furent les principaux supporteurs financiers de l'établissement chiite (à l'extérieur des revenus des *waqfs*) au travers des taxes mentionnés plus haut ainsi que de donations spontanées. La piété religieuse fut un élément central de la bonne réputation d'un bazari, démontrant la générosité, le détachement face aux biens matériels et servant à «purifier» la fortune face au regard divin.⁶⁷

Toutefois, ces facteurs ne sont pas suffisants pour supposer une alliance durable qui aurait tenu pendant près d'un siècle. Il est nécessaire de faire un retour historique sur les principaux mouvements de contestation des XIXe et XXe siècles afin de bien cerner les comportements politiques des oulémas et du bazar. Il est vrai que durant les deux événements mentionnés plus haut, soit le boycott du tabac et la révolution constitutionnelle, les deux groupes ont coopérés dans leur opposition face au gouvernement et à la menace étrangère. La pénétration occidentale représentait également une menace aux fondements islamiques de la société. Mais dans les deux instances, les oulémas ne représentèrent pas un bloc homogène, de sorte que plusieurs

⁶⁷ Arang Keshavarzian, 2007, *op. cit.*, p. 232-233.

se rangèrent du côté de l'État.⁶⁸ Durant la révolution constitutionnelle, c'est en grande partie le retrait du support des oulémas, causé par l'alliance du bazar avec des intellectuels radicaux jugés anti-islamiques, qui voua celle-ci à l'échec.⁶⁹

L'épisode du gouvernement Mossadeq et de la nationalisation du pétrole de 1951-1953 vient également mettre un bémol sur la thèse de l'alliance bazar - mosquée. Le bazar fut l'un des principaux alliés du gouvernement Mossadeq en raison de l'accent mis par celui-ci sur la création d'une économie nationale qui serait centrée sur le capital domestique. Dès le début de l'ère Mossadeq, le bazar démontra plusieurs signes de support envers le nouveau premier ministre. Encore une fois, les oulémas furent divisés sur la question, émettant notamment des réserves sur les visées séculaires du mouvement nationaliste. Même Abol-Ghasem Kashani, qui fut le principal ouléma supportant Mossadeq, quitta ultimement la coalition nationaliste et joua même un rôle dans le coup d'État de 1953.⁷⁰

Ainsi, la thèse d'une alliance historique durable entre le bazar et la mosquée ne peut être utilisée pour expliquer les comportements politiques des bazaris et oulémas. Les bazaris se sont alliés et ont supporté différents groupes au travers des mouvements protestataires du XXe siècle. De plus, comme il a été question dans la section sur le bazar, celui-ci possède en soi une importante capacité de mobilisation et un ensemble de motivation à l'action politique qui sont indépendantes de la formation d'alliance.⁷¹

Du côté des oulémas, leur orientation politique est plus difficile à définir du fait qu'ils ne constituent pas une classe dans le même sens que nous avons défini le bazar. Malgré un ensemble de fonctions religieuses les ressemblant, la hiérarchie de l'établissement chiite, construite autour du statut comme celui de *mujtahids* et

⁶⁸ Mansoor Moaddel, 1986, *op. cit.*, p. 529-531.

⁶⁹ Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 70.

⁷⁰ Arang Keshavarzian, 2007, *op. cit.*, p 236-238.

⁷¹ Benjamin Smith, 2004, *op. cit.*, p. 185.

d'*ayatollahs*, représente une constellation de penseurs indépendants qui sont liés au travers de réseaux de patronage.⁷² Ainsi, différents oulémas peuvent entretenir des positions contradictoires selon la conjoncture historique en place. Ceux-ci peuvent également réaliser des alliances avec les autres sections de la société, comme il a souvent été le cas avec les bazaris. Certains membres des oulémas peuvent également se doubler en tant que marchand ou propriétaire terriens. Au fil du temps, les terres qui furent premièrement donnés à l'établissement chiite en tant que *waqf* se transformèrent en propriété privée, de sorte que dans certaines régions, les oulémas formaient une partie importante de la classe des propriétaires terriens.⁷³ C'est ainsi que tout au cours des mouvements de protestation du XXe siècle, les oulémas formèrent différentes factions dépendant des différents contextes sociopolitiques.

Le rejet de la thèse de l'alliance mosquée-bazar ne remet pas en question le rôle central que ces deux groupes ont joué dans le mouvement menant au renversement de la monarchie en 1979. Toutefois, au lieu de supposer une alliance déjà existante, nous devons analyser la conjoncture historique spécifique qui entraînera ces deux groupes à collaborer dans les moments cruciaux de la révolution, ce que nous ferons lors du troisième chapitre.

1.5 La campagne iranienne avant 1960

Nous avons jusqu'à présent présenté un portrait de la vie urbaine, toutefois, la société iranienne de l'époque fut majoritairement rurale, et c'est vers les relations sociales de la campagne iranienne précapitaliste que nous portons à présent notre attention. Dans les siècles précédents la réforme agraire de 1962, différentes formes de propriété terrienne ont coexisté dans la campagne iranienne: (a) les terres communales, (b) les

⁷² Arang Keshavarzian, 2007, *op. cit.*, p. 250.

⁷³ Mansoor Moaddel, 1986, *op. cit.*, p. 524.

terres appartenant à l'État, (c) des droits conditionnels à la terre, soit les *tuyuls*, au travers desquels les revenus de terres agricoles étaient donnés à des gouverneurs locaux ou des officiers militaires en tant que compensation pour leurs services, qui comprenait souvent la collection de la partie du surplus agricole revenant à l'État, (d) des droits inconditionnels à la terre (*soyurqal*) par lesquels les revenus agricoles étaient accordés comme récompenses pour des services précédemment rendus à l'État, (e) les propriétés privées, autant les larges domaines que les petits propriétaires, (f) les *waqfs*, (g) les pâturages tribaux.⁷⁴

1.5.1 Concentration et consolidation de la propriété privée

La fin du XVIIIe et de début du XIXe siècle fut marqué par un processus de concentration et de consolidation de la propriété terrienne qui perdura jusqu'à l'aube de la réforme agraire. Ce processus fut initié par la dynastie Kadjar qui, comme nous en avons discuté précédemment, eut massivement recours à la vente de charges étatiques, incluant les droits d'extraction du surplus agricole, afin de remédier à la crise financière de l'État dont la principale cause fut le poids des guerres entreprises contre les puissances occidentales. La vente aux enchères de tels privilèges mena graduellement les récipiendaires à traiter ces droits comme patrimoine familial et propriété privée, de sorte que ces droits se passèrent de père en fils. De plus, les besoins monétaires criant poussèrent également la monarchie à vendre une partie des terres royales. Ces pratiques initièrent du même coup une tendance vers la marchandisation des terres, qui furent de plus en plus considérées comme une propriété privée qui fut possible de vendre et acheter.⁷⁵

⁷⁴ Farhad Sadat Khamisi, 1968, *The Development of Capitalism in Rural Iran*, Mémoire de maîtrise, Université Columbia, p. 14-19.

⁷⁵ Ann K. S. Lambton, 1969, *The Persian Land Reform, 1962-1969*, Oxford, Clarendon Press, p. 129-193.

Ce mouvement de concentration de la propriété terrienne fut également renforcé par l'intérêt grandissant des familles marchandes et autres riches familles dans l'acquisition de terres agricoles. Comme nous l'avons déjà mentionné, la compétition des biens manufacturés en provenance d'Angleterre et de Russie, jumelée aux conditions défavorables des traités et à l'incapacité du gouvernement iranien de protéger l'industrie locale, découragea l'investissement du capital marchand dans les activités manufacturières. De l'autre côté, l'introduction de l'Iran dans le marché mondial favorisa plutôt la redirection du capital marchand vers l'acquisition de terres agricoles et la production de cultures commerciales tel que l'opium, le tabac, le riz, le coton, les fruits séchés et les épices.⁷⁶ Ainsi, la propriété terrienne représenta le principal investissement du capital marchand en Iran, menant à la fusion des rôles de marchands et propriétaires terriens et expliquant du même coup l'échec du développement du capitalisme industriel dans les villes.⁷⁷

Ce processus de concentration de la propriété terrienne fut consolidé durant le règne du premier monarque de la dynastie Pahlavi, Reza Chah. C'est lors de cette période que la propriété de facto⁷⁸ des terres agricoles fut confirmée de façon légale, le conseil des ministres décréta alors que toute terre qui fut en la possession continue d'un individu pour une période de plus de trente ans fut considérée comme propriété privée et dut être enregistrée auprès des autorités. C'est de cette façon que les détenteurs de bénéfices (*iqta*, *tuyul*, *soyurqal*) parvinrent à revendiquer la propriété

⁷⁶ Ann K. Lambton, 1953, *Landlord and Peasant*, Londres, Oxford University Press, p. 140.

⁷⁷ Paul Ward English, 1966, *City and Village in Iran : Settlement and Economy in the Kirman Basin*, Madison, University of Wisconsin Press, p. 73; Kazem Alamdari, 2005, *Why the Middle East Lagged Behind: The Case of Iran*, Lanham, University Press of America, p. 85.

⁷⁸ Plusieurs cas de ventes et acquisitions de propriété privée sont reportés avant cette période, voir: Ann K. S. Lambton, 1971, «The Case of Hajji Add-al-Karim: A Study on the Role of the Merchant in Mid-Nineteenth-Century», dans C. E. Bosworth (ed.), *Iran and Islam*, Édimbourg, Edinburgh University Press, p. 331-337; Homa Pakdaman et William Boyce, 1973, «Abbas Mirza's Will», *Iranian Studies*, vol. 6, p. 136-151.

privée des terres sur lesquelles ils avaient obtenu des droits spéciaux.⁷⁹ C'est ainsi qu'à l'aube de la réforme agraire de 1960, les statistiques recueillies pointent dans la direction d'un système dominé par les grands propriétaires terriens.⁸⁰

1.5.2 L'organisation de la vie rurale

Analysons maintenant de plus près les relations sociales au niveau du village iranien. La majorité des grands propriétaires terriens résidaient dans les villes et s'appuyaient sur un représentant afin de veiller à leurs intérêts au niveau du village. Ce représentant, nommé *mubashir*, se vit confier les affaires du propriétaire, notamment en ce qui a trait à la production agricole. En ce sens, il fut le gardien des profits du propriétaire et sa récompense fut en lien direct avec le succès de la récolte. Son salaire, souvent calculé comme une portion de la récolte, fut très généreux en comparaison avec celui des paysans.⁸¹ Également, à la suite de lois établies sous la gouverne de Reza Chah, le propriétaire étendit également son pouvoir sur la vie quotidienne du village en nommant le chef du village (*kadkhuda*), dont la fonction fut le maintien de l'ordre dans le village.⁸²

La principale forme d'organisation de la production agricole en Iran avant 1960 fut le métayage (*sharecropping*). Cette forme d'organisation découlait du fait que les paysans ne possédaient pas la terre sur laquelle ils travaillaient. Ceux-ci durent ainsi obtenir un droit de culture (*nasaq*) de la part des propriétaires terriens en échange d'une portion de la récolte. Cet échange fut stipulé dans un contrat qui fut la majorité

⁷⁹ Cyrus Yeganeh, 1985, «The Agrarian Structure of Iran: From Land Reform to Revolution», *State, Culture, and Society*, vol.1, no.3, p. 71.

⁸⁰ Ismail Ajami, 1976, «Land Reform and Modernization of the Farming Structure in Iran», dans Khodadad Farmanfarman (ed.), *The Social Sciences and Problems of Development*, Princeton, Princeton University Press, p. 190; Gideon Hadary, 1951, «The Agrarian Reform Problem in Iran», *Middle East Journal*, vol. 5, no. 2, p. 185; Cyrus Salmanzadeh, 1980, *Agricultural Change and Rural Society in Southern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 58.

⁸¹ Eric Hooglund, 1982, *Land and Revolution in Iran 1960-80*, Austin, University of Texas Press, p. 14.

⁸² Cyrus Yeganeh, 1985, *op. cit.*, p. 71.

du temps verbal. Le *nasaq* conférait à son détenteur le droit de cultiver une portion des terres du propriétaire ainsi que l'accès à une quantité d'eau suffisante afin d'irriguer la surface cultivée. Un paysan fut généralement considéré comme ayant mérité son *nasaq* après avoir travaillé comme métayer durant deux saisons agricoles consécutives. Une fois un *nasaq* acquit, un paysan conservait généralement celui-ci aussi longtemps qu'il était capable d'effectuer l'ensemble des travaux liés à la production. De plus, un paysan âgé fut généralement permit de transmettre son *nasaq* à l'un de ses fils, beau-fils ou neveu. Ce dernier vu son droit confirmer après avoir cultivé la terre pour un autre deux à trois saisons.⁸³ Toutefois, les droits de culture d'un métayer ne furent jamais complètement assurés et demeurèrent sujet au pouvoir arbitraire des propriétaires.

Le *nasaq* ne fut pas associé à un lopin de terre spécifique, mais plutôt à une portion variable de la terre cultivable. Ce fut une pratique commune au travers de la campagne iranienne que de redistribuer annuellement les terres arables de chaque village entre les paysans. Cette pratique permis aux propriétaires d'éviter toutes revendications de propriété de la part des paysans. Cette pratique alla main dans la main avec l'organisation de la production en unités cultivés de façon coopérative par des équipes de métayers. Ces équipes, nommées *bunehs*, furent structurées de sorte que leurs membres eurent des rôles bien définis. L'organisation des *bunehs*, même si sa principale fonction fut la production, joua un rôle important dans la hiérarchisation de la société rurale, donnant ainsi un statut particulier aux paysans dépendant du rôle occupé.⁸⁴

Ainsi, chaque *buneh* fut pris en charge par un paysan qui prit le nom de *sarbuneh*. Chaque *sarbuneh* fut également nommé par le propriétaire ou son représentant et fut

⁸³ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 22.

⁸⁴ Afsaneh Najmabadi, 1987, *Land Reform and Social Change in Iran*, Salt Lake City. University of Utah Press, p. 49.

entièrement responsable du travail et de la production sur les terres en leur supervision. Normalement, un *sarbuneh* compétent put maintenir sa position pour la vie, et une fois l'âge atteint, il fut pratique commune pour celui-ci de préparer son fils aîné à prendre son rôle. Cette distinction mena à une distribution inéquitable du travail au sein des unités de production, puisque le travail de supervision fut considérablement plus facile que celui fait par les autres paysans faisant partie du *buneh*. Cette relation inégale se fit également sentir lors de la distribution du produit de la récolte. Alors que dans certains villages, une fois la part du propriétaire soustraite, le produit restant fut séparé également entre chaque membre du *buneh*, il fut commun pour le *sarbuneh* de recevoir une portion plus grande de la récolte que les autres paysans. De plus, ce dernier pouvait également recevoir un bonus de la part du propriétaire, de sorte que les *sarbuneh* se démarquèrent en quelque sorte comme une classe supérieure de paysans.⁸⁵

Finalement, tous les paysans ne jouirent pas de *nasag* leur conférant un droit de cultiver et une portion de la récolte. Près du tiers de la population rurale fut constitué de *kushnishins*, paysans sans terres dont le seul moyen de subsistance fut le travail agricole saisonnier. L'insécurité économique constante de cette population les obligea à accepter tout travail, peu importe les conditions. Pour les propriétaires et leur représentant, cette population représentait une source de travail à faible coût et flexible qui pouvait être engagée comme main d'œuvre supplémentaire en temps de récolte ou pour entreprendre des travaux de maintenance.⁸⁶

⁸⁵ Javad Safi-nezhad, 1972, *Boneh*, Téhéran, Institute for Social Studies and Research.

⁸⁶ *Ibid*, pp. 32-34.

1.5.3 La relation propriétaire-métayer et la reproduction de l'agriculture précapitaliste dans la campagne iranienne

Une foule d'études et de modèles économiques ont été produits afin de rendre compte de la propension à l'investissement ainsi que de la productivité associée au système de métayage.⁸⁷ Toutefois, en accord avec la théorie des relations sociales de propriété brièvement présentée dans notre cadre d'analyse, le fonctionnement et la reproduction de relations de métayage dépendent de plus qu'un simple calcul économique de la part des deux parties, soit les propriétaires et les paysans. Ainsi, nous analyserons plus en profondeur la relation propriétaire-métayers en mettant en lumière les logiques sociopolitiques ainsi que les facteurs extra-économiques qui la sous-tendent et qui assuraient du même coup la reproduction du système agricole iranien pré-réforme.

Historiquement, les ententes de métayage inclurent l'identification de cinq moyens de production: la terre, l'eau, les animaux de trait, les semences et le travail. Selon la tradition inscrite dans la charria, l'apport de chacun de ses moyens de production fut associé à une portion égale du produit de la récolte.⁸⁸ En théorie, si le système de métayage avait fonctionné de cette façon, celui-ci aurait pu représenter un catalyseur du développement capitaliste de l'agriculture iranienne.⁸⁹ Toutefois, en pratique, le produit fut rarement divisé de cette façon. Premièrement, le propriétaire déduisait normalement le coût des semences nécessaires pour la prochaine récolte avant la division du produit. De plus, la position du métayer fut encore plus affaiblie par le paiement de diverses obligations qui lui furent imposées par le propriétaire et qui

⁸⁷ Steven N. S. Cheung, 1968, «Private Property Rights and Sharecropping», *Journal of Political Economy*, vol. 76, p. 1107-1122; Clive Bell et Pinhas Zusman, 1976, «A Bargaining Theoretic Approach to Crop Sharing Contracts», *American Economic Review*, vol 66, p. 578-588; Joseph D. Reid, 1976, «Sharecropping and Agricultural Uncertainty», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 24, p. 549-576.

⁸⁸ Abbas Vali, 1993, *Pre-capitalist Iran: A Theoretical History*, New York, New York University Press, p. 197.

⁸⁹ Farshad A. Araghi, 1987, «Agrarian Class Structure and Obstacles to Capitalist Development in Iran», *Journal of Contemporary Asia*, vol. 17, no. 3, p. 295.

furent tirées à même la portion de la récolte revenant au métayer. Ainsi, la position forte du propriétaire et son contrôle quasi total sur la production lui permis de diviser le produit à sa propre discrétion.⁹⁰

Ce contrôle quasi total du propriétaire sur le processus de production démontre que les cinq principaux moyens de production n'eurent pas un poids égal dans la balance. La source du pouvoir disproportionné du propriétaire fut le résultat de son contrôle des deux moyens de production les plus importants, soit la terre et l'eau. Le contrôle des moyens d'irrigation fut une importante source de pouvoir dans la campagne iranienne principalement en raison du climat aride. Ainsi le contrôle par les propriétaires de l'accès à l'eau au travers des canaux d'irrigation fut un facteur primordial dans la capacité de celui-ci à imposer sa volonté sur le processus de production.⁹¹

Toutefois, la séparation du paysan de la terre et de l'eau ne fut pas l'unique source de pouvoir du propriétaire. L'insécurité des droits de culture permis également au propriétaire d'imposer son pouvoir. La pratique de redistribution annuelle des terres que nous avons mentionné précédemment ne permis pas uniquement d'empêcher toute revendication de propriété de la part des paysans, elle permis également au propriétaire de conserver la grandeur des lots accordés au-dessous de celle qui permettrait aux paysans d'acquérir moyens de production, c'est ainsi que les propriétaires parvinrent à maintenir le lien de dépendance des paysans envers lui.

Ce lien de dépendance fut d'autant plus renforcé par le manque de revenus disponibles aux paysans, ce qui fut la principale cause de leur endettement chronique qui consumma une part importante de leur part de la récolte. En ce sens, il y eu dans

⁹⁰ Charles Issawi, 1971, *The Economic History of the Middle East 1800-1914*, Chicago, The University Of Chicago Press, p. 222-223.

⁹¹ Abbas Vali, 1993, *op. cit.*, p. 199.

les villages une classe de petit-bourgeois, composée des marchands et boutiquiers, qui représentèrent la source principale des crédits ruraux. Cette classe s'inscrivait dans une relation symbiotique avec la classe propriétaire en tant qu'elle contribua à maintenir les métayers dans une situation d'endettement, les empêchant du même coup d'améliorer leur condition et d'acquérir un rapport de force face aux propriétaires.⁹² Dans plusieurs cas, la portion du produit agricole revenant aux paysans fut insuffisante ou à peine suffisante pour rembourser leurs dettes. Le poids important de ces dettes, outre les hauts taux d'intérêt, fut essentiellement le résultat du fait que les avances furent données par les créditeurs durant l'hiver, alors que les prix étaient à leur sommet, tandis que le remboursement se fit au moment de la récolte, où les prix étaient à leur plus bas. Le résultat de ce phénomène fut l'endettement perpétuel des paysans, ce qui maintenait leur relation de dépendance envers les propriétaires et la terre.⁹³

Finalement, peut-être le facteur le plus important expliquant la relation asymétrique entre paysans et propriétaire fut l'existence d'une importante population de paysans sans terres et sans droits de culture, les *kushnishins*, prête à tout moment à prendre la place des détenteurs de *nasaq* et de se plier aux exigences du propriétaire. C'est la présence de cette population, et la possibilité pour le propriétaire de retirer le *nasaq* d'un paysan non accommodant pour le donner à un autre, qui força les paysans à accepter les conditions inégales de distribution de la récolte et les taux d'intérêt élevés imposés par les propriétaires et les créditeurs dans le but d'assurer le maintien de leurs droits de culture.

Cette division et cette mise en compétition des paysans entre eux contribuèrent beaucoup à l'absence d'une contestation du pouvoir arbitraire des propriétaires. Cette

⁹² Farshad A. Araghi, 1987, *op. cit.*, p. 300.

⁹³ H. S. K. Lodi, 1965, «Preharvest Sale of Agricultural Produce in Iran», *Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics*, vol. 14, no. 6, p. 1-4.

soumission de la paysannerie en est pour beaucoup dans la reproduction de la relation propriétaire-métayers. La campagne iranienne fut ainsi marquée par l'absence de résistance significative de la part des paysans au delà de quelques incidents isolés.⁹⁴ De plus, en raison de la logique de subsistance de la production paysanne, chaque village représentait une unité socio-économique indépendante des autres, de sorte que les liens entre ceux-ci furent très limités. Les propriétaires s'efforcèrent également à reproduire cette situation qui leur permettait de renforcer leur pouvoir face aux paysans.⁹⁵

C'est essentiellement la nature de cette relation entre propriétaire et paysans qui permit la reproduction du caractère précapitaliste de la campagne iranienne avant la réforme agraire de 1960. Suivant les travaux de Robert Brenner, le système de métayage présent en Iran représentait une barrière au développement du capitalisme. En ce sens, le maintien par le paysan de son droit de culture, donc de son accès à son moyen de subsistance, ne dépendait pas de la vente de ses surplus sur le marché, mais plutôt de sa soumission à l'autorité du propriétaire.⁹⁶ En fait, la combinaison de l'inégalité de la division des produits agricoles avec les hauts taux d'intérêt laissa les paysans sans surplus capable d'être marchandé.⁹⁷ La même situation fut vraie pour les propriétaires, dont la position dominante ne fut pas les résultats des lois du marché, mais de leur capacité à imposer leur domination sur les paysans. Ainsi, compte tenu du fait que la relation propriétaires-métayers se trouvait à l'extérieur du marché, aucune de ces deux classes ne fut obligée d'augmenter leur productivité dans le but

⁹⁴ Farhad Kazemi et Ervand Abrahamian, 1978, «The Non-revolutionary Peasantry of Modern Iran», *Iranian Studies*, vol. 11, p. 259-304; Fred Halliday, 1979, *Iran: Dictatorship and Development*, Harmondsworth, Penguin, p. 108-109.

⁹⁵ Ervand Abrahamian, 1982, *op. cit.*, p. 380.

⁹⁶ Robert Brenner, 1976, «Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe», *Past and Present*, no. 70, p. 30-75; Robert Brenner, 1977, «The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism», *New Left Review*, no. 104, p. 25-92.

⁹⁷ Abbas Vali, 1980, «The Character of the Organization of Production in Iranian Agriculture, 1891-1925», dans Georg Stauth, *Iran, Precapitalism, Capitalism and Revolution*, Fort Lauderdale, University of Florida Press, p. 48-49.

de se reproduire, l'une des conditions essentielles des relations de propriété capitalistes.⁹⁸

Dans la situation de domination extra-économique dans laquelle se trouvaient les propriétaires, ceux-ci n'avaient pas à modifier le processus de production afin d'augmenter le surplus extrait des paysans. Des revenus supplémentaires pouvaient plutôt être obtenus par une intensification de l'exploitation des paysans soit par l'augmentation de leur quantité de travail ou en accaparant une part encore plus grande de la récolte.⁹⁹ Cette organisation des relations de propriété agraire ne fut pas fondamentalement modifiée par l'insertion progressive de l'Iran au marché mondial. Contrairement à la théorie économique classique qui suppose que l'augmentation du commerce mène nécessairement à la production commerciale et au développement du capitalisme, l'analyse du cas iranien nous démontre plutôt que l'intégration au marché mondial, loin de dissoudre la relation propriétaire-métayer, l'a plutôt renforcé.¹⁰⁰

Ce fait s'explique principalement par la nature du capital marchand, qui ne se trouve pas dans la sphère de la production, mais plutôt dans la sphère de la circulation se trouvant entre les différents modes de production. Le capital marchand ne réalise pas ses profits au travers du processus de production sur lequel il a peu de contrôle, mais en exploitant le différentiel entre coûts et prix entre différents marchés, soit en vendant une marchandise plus cher que ce qu'il l'a payée.¹⁰¹ Ainsi, le capital marchand ne requiert pas, pour la réalisation de profits, une organisation capitaliste de la production de sorte que l'on ne peut pas conclure que l'expansion du commerce a entraîné une modification des relations de production dans la campagne

⁹⁸ Robert Brenner, 1976, *op. cit.*, p. 30-75; Robert Brenner, 1977, *op. cit.*, p. 25-92.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Farshad A. Araghi, 1999, «The Local in the Global: Agriculture, State and Revolution in Iran», *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, vol. 8, p. 111-125.

¹⁰¹ John Weeks et Elizabeth Dore, 1979, «International Exchange and the Causes of Backwardness», *Latin American Perspectives*, no.6, p. 82.

iranienne.¹⁰² Au contraire, la présence du capital marchand, en augmentant le volume du commerce, va plutôt contribuer à une intensification de la relation existante d'extraction du surplus, donc dans le cas de l'Iran, une augmentation de la domination des propriétaires sur les métayers.¹⁰³ Il n'est donc pas surprenant que plusieurs auteurs remarquent une intensification de l'exploitation des métayers durant la première moitié du XXe siècle suite à l'intégration de l'Iran au marché mondial, allant jusqu'à comparer cette situation avec celle du «second servage» en Europe de l'Est.¹⁰⁴

En conclusion, c'est ainsi que les relations sociales de propriété présentes dans la campagne favorisèrent la reproduction et la stagnation de l'agriculture iranienne précapitaliste. Cette situation explique qu'à l'exception de certains outils rudimentaires, la majorité des activités de production agricoles furent performedes à la main.¹⁰⁵ Compte tenu de la rareté des données, il est difficile de juger de la productivité agricole de cette période, toutefois, Farhad Khamisi estime que durant la période de 1935 à 1961, la production agricole iranienne augmenta si lentement que la production par habitant subit une baisse.¹⁰⁶ Comme nous le verrons plus tard, une intervention politique sera nécessaire afin de briser le cycle de stagnation du système de métayage précapitaliste.

¹⁰² Abbas Vali, 1989, «Theoretical Remarks on the Development of Commodity Relations and the Integration of Iranian Economy into the Capitalist World Market», *Studia Kurdica*, no. 2., p.78-105; Rodney Hilton (ed.), 1976, *The Transition from Feudalism to Capitalism*, Londres, New Left Books; Farshad A. Araghi, 1989, *op. cit.*, p. 313.

¹⁰³ Farshad A., Araghi, 1999, *op. cit.*, p. 116-117.

¹⁰⁴ Peter Avery, 1965, *Modern Iran*, New York, Praeger Publishers, p. 78-96 ; Robert A. McDaniel, 1971, «Economic Change and Economic Resiliency in 19th century Persia», *Iranian Studies*, vol.4, no.1, p. 40-41; Keddie, 1980, *op.cit.*, p. 164; Ann K. S. Lambton, 1953, *op. cit.*, p. 143; Massoud Karshenas, 1990, *Oil, State and Industrialisation in Iran*, New York, Cambridge University Press, p. 53-54.

¹⁰⁵ Hans E. Wulff, 1966, *The Traditional Crafts of Persia*, Cambridge, MIT Press, p. 260-277; Ann K. S. Lambton, 1953, *op. cit.*, p. 358.

¹⁰⁶ Farhad Khamisi, 1969, «Land Reform in Iran», *Monthly Review*, vol. 21. no. 2, p. 21.

1.6 La relation entre l'État et la société: l'évolution de l'État Kadjar à l'État Pahlavi

Nous concluons ce chapitre avec une discussion de l'évolution de la nature de l'État et de sa relation avec la société. Plusieurs auteurs ont défini l'Iran prémoderne à la lumière du concept de mode de production asiatique.¹⁰⁷ La base de ce concept se trouve dans l'absence de propriété privée, la propriété des terres étant monopolisée par un État central tirant sa puissance du contrôle d'une ressource stratégique, spécialement dans le climat aride du Moyen-Orient, soit l'eau et les canaux d'irrigation.¹⁰⁸ Cette conception émerge d'une vision eurocentrée du développement social dans laquelle l'absence de propriété privée dans les sociétés extra-européennes serait le facteur expliquant leur caractère statique en comparaison au dynamisme européen.¹⁰⁹ Une exposition exhaustive du débat sur la nature de l'Iran précapitaliste est hors de portée de notre analyse¹¹⁰, il est toutefois important de noter qu'à la lumière de notre réflexion, nous rejetons le concept de mode de production asiatique dans l'étude de l'Iran prémoderne.

Une telle conception émerge d'une surestimation de la centralisation du pouvoir étatique de la Perse précapitaliste, souvent encapsulé dans le concept de despotisme oriental.¹¹¹ Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les relations sociales de la campagne iranienne furent marquées par une domination des propriétaires terriens sur des unités économiques (villages) relativement indépendantes. Ainsi, l'existence de pôles de pouvoirs autonomes eu une incidence importante sur la forme

¹⁰⁷ Ce concept fut premièrement défini par Marx, voir: Karl Marx, 1971, *The Grundrisse*, New York, Harper Torchbooks.

¹⁰⁸ Karl A. Wittfogel, 1957, *Oriental Despotism: A Comparative Study of Power*, New Haven, Yale University Press; Kazem Alamdari, 2005, *op. cit.*

¹⁰⁹ Bryan S. Turner, 1980, «Capitalism and Feudalism in Iran», dans Georg Stauth, *Iran, Precapitalism, Capitalism and Revolution*, Fort Lauderdale, University of Florida Press, p. 62-74.

¹¹⁰ Pour une présentation plus complète de ce débat, voir: Jairus Banaji, 2010, *Theory as History: Essays on Modes of Production and Exploitation*, Boston, Brill, p. 1-44; Kazem Alamdari, 2005, *op. cit.*; Bryan S. Turner, 1980, *op. cit.*; Massoud Karshenas, 1990, *op. cit.*, p. 30-37.

¹¹¹ Ervand Abrahamian, 1974, *op. cit.*; Homa Katouzian, 2012, *Iranian History and Politics: The Dialectic of State and Society*, Londres, Routledge.

d'organisation étatique. Comme mentionné précédemment, dans l'absence d'un appareil bureaucratique-militaire centralisé, le principal moyen pour l'État d'accumuler des revenus fut au travers du système des *tuyuls*¹¹², soit la dévolution des charges administratives de l'État en échange d'un droit de collection de surplus sur des terres.¹¹³ C'est sur les bases de ce système que naquit une conception de propriété privée en Iran, même si «en théorie» ces droits furent conditionnels et la propriété des terres demeurait *de jure* en la possession de l'État, les terres et les charges administratives furent progressivement considérées comme un patrimoine inaliénable dont il fut possible de transmettre de manière héréditaire.¹¹⁴

Ainsi, la combinaison du système de *tuyuls* et du régime social de propriété entraîna la naissance d'un système social où les pouvoirs économiques et politiques furent concentrés dans les mains de ce que nous pouvons décrire comme une noblesse provinciale.¹¹⁵ De plus, le contrôle de forces armées locales, entretenues par l'entremise du surplus extrait et leur donnant l'habileté de maintenir l'ordre et de collecter les taxes, leur permit d'atteindre un niveau encore plus élevé d'autonomie.¹¹⁶ Suivant cette logique, malgré l'ambiguïté associée au concept de

¹¹² Ce système est également nommé *iqta*, voir : Ann K. S. Lambton, 1969, *op. cit.*, p. 21-22.

¹¹³ Vahid F. Nowshirvani, 1981, «The Beginnings of Commercialized Agriculture in Iran», dans Avram L. Udovitch (ed.), *The Islamic Middle East, 700-1900: Studies in Economic and Social History*, Princeton, The Darwin Press, p. 560; Roger T. Olson, 1981, «Persian Gulf Trade and the Agricultural Economy of Southern Iran in the Nineteenth Century», dans Nikki Keddie et Michael Bonine (ed.), *Modern Iran: The Dialectics of Continuity and Change*, Albany, State University of New York Press, p. 176-179.

¹¹⁴ Si le caractère de propriété privée des charges administratives fluctua au travers de l'histoire iranienne selon le niveau de centralisation étatique, on peut toutefois noter une tendance générale vers sa consolidation, notamment à la suite de l'effondrement des Séfévides et de la montée des Qajars. Voir: Bryan S. Turner, 1980, *op. cit.*, p. 78; Roger T. Olson, 1981, *op. cit.*, p. 176; Ann K. S. Lambton, 1969, *op. cit.*, p. 21-22.

¹¹⁵ Vahid F. Nowshirvani, 1981, *op. cit.*, p. 560; Roger T. Olson, 1981, *op. cit.*, p. 176.

¹¹⁶ Pour des analyses plus détaillées des élites provinciales iraniennes. voir: Mary-Jo DelVecchio Good, 1981, «The Changing Status and Composition of an Iranian Provincial Elite», dans Nikki Keddie et Michael Bonine (ed.), *op. cit.*, p. 269-288; William R. Royce, «The Shirazi Provincial Elite: Status Maintenance and Change», dans Nikki Keddie et Michael Bonine (ed.), *op. cit.*, p. 289-300.

féodalisme¹¹⁷, il semble que la nature du système précapitaliste iranien à partir du XVIIe siècle s'apparente plus au concept de féodalisme qu'à celui de mode de production asiatique, compte tenu de l'indépendance politique et économique des pouvoirs locaux ainsi qu'au développement d'une conception de la propriété privée.¹¹⁸

1.6.1 La dissolution de l'État féodal et le processus inégal de formation étatique moderne.

Comme nous l'avons vu au début du chapitre, la deuxième moitié du XIXe siècle représenta une crise financière de l'État Kadjar à la suite des défaites militaires infligées par la Russie et la Grande-Bretagne. Suite à notre analyse, le système politico-économique représentait un cul-de-sac en termes de développement économique et les tentatives de réformes fiscales et militaires de l'État central échouèrent en raison de la résistance des pouvoirs locaux.¹¹⁹ Face à cette crise, la réponse de l'État afin de renflouer ses coffres fut une intensification de la vente des charges administratives ainsi que la vente de concessions commerciales aux puissances étrangères. Cette crise aboutie avec la révolution constitutionnelle de 1905 à 1911. Celle-ci représenta la tentative de mettre en place un État moderne où le pouvoir ne reposerait plus dans la figure personnelle du Chah, mais dans un parlement. En ce sens, la révolution constitutionnelle représenta une tentative de «révolution bourgeoise» dans le sens que l'entendent Colin Mooers et Heide Gerstenberger.¹²⁰

¹¹⁷ Le principal problème associé à ce concept est qu'il est défini de manière trop large et peut être associé à presque tous les types de société précapitaliste. Pour une critique du concept en ce sens, voir: George C. Comninel, 2000, « English Feudalism and the Origins of Capitalism », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 27, no 4, p. 9-15. Pour remédier à ce problème, Jairus Banaji propose le concept de mode de production tributaire, voir : Jairus Banaji, 2010, *op. cit.*, p. 1-44.

¹¹⁸ Bryan S. Turner, 1980, *op. cit.*, p. 75-86.

¹¹⁹ Vahid F. Nowshirvani, 1981, *op. cit.*, p. 560.

¹²⁰ Ce concept est compris dans le sens d'une révolution politique menée par une bourgeoisie non capitaliste. Voir : Heide Gerstenberger, 2007, *Impersonal Power: History and Theory of the Bourgeois*

En raison de la faiblesse de la coalition constitutionnaliste¹²¹, l'État Kadjar surviva à cette période notamment grâce à l'intervention de la Russie. Toutefois, le précieux support du Tzar s'estompa à la suite de la Première Guerre mondiale et de la révolution russe de 1917, ce qui précipita l'effondrement du régime. Cette période fut marquée par l'intrusion des forces soviétiques, britanniques, allemandes et ottomanes ainsi que l'apparition de mouvements révolutionnaires autonomistes dans les provinces de l'Azerbaïdjan et du Gilan. C'est alors qu'émergea Reza Khan, un officier dans une brigade de cosaques, qui organisa un coup d'État avec l'aide de quelques officiers et diplomates britanniques qui le considéraient comme la seule solution au chaos dans lequel le pays était plongé.¹²² Face à l'échec de la voie constitutionnelle qui mena le pays sur le bord de l'éclatement, c'est la voie autoritaire de formation étatique qui prit le dessus en Iran.¹²³

Malgré le fait que Reza Khan devint en 1925 Reza Chah et fonda la dynastie Pahlavi qui régna sur l'Iran jusqu'à l'aube de la révolution de 1979, la continuation du régime monarchique cache une discontinuité cruciale entre l'État Kadjar et l'État Pahlavi.¹²⁴ La consolidation de ce dernier marque la fin de ce que nous avons associé à l'État «féodal» et le commencement d'une tentative de formation d'un État moderne. La voie entreprise par Reza Chah peut être comprise comme une forme de «modernisation défensive» visant à empêcher la dissolution de l'État.¹²⁶ Les réformes

State, Boston, Brill, p. 662-687; Colin Mooers, 1991, *The Making of Bourgeois Europe*, Londres et New York, Verso, p. 1-4 et 33-40.

¹²¹ John Foran, 1991, «The Strengths and Weaknesses of Iran's Populist Alliance», *Theory and Society*, vol. 20, no.6, p. 795-823.

¹²² Homa Katouzian, «Riza Shah's Political Legitimacy and Social Base, 1921-1941», dans Stephanie Cronin (ed.), *The Making of Modern Iran: State and Society under Riza Shah, 1921-1941*, Londres et New York, Routledge, p. 15-17.

¹²³ Simon Bromley, 1994, *op. cit.*, p. 103.

¹²⁴ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 24-30; Bryan S. Turner, 1980, *op. cit.*, p. 90-96.

¹²⁶ Le concept de modernisation défensive nous vient de Clemens Hoffmann, qui remarque un processus similaire dans le cas de l'empire ottoman, voir : Clemens Hoffmann, 2007, «Capitalism and the Post-Ottoman States System: Theoretical Lessons from the History of Modern State Formation in

qui furent introduites par Reza Chah visèrent l'unification politique du pays par l'entremise de la création d'un État central puissant s'appuyant sur une bureaucratie et une armée qui seraient autonomes face aux pouvoirs locaux, plusieurs efforts furent également entrepris dans le sens d'une modernisation et d'une sécularisation du système légal.¹²⁷

La clé dans la création de telles institutions fut le contrôle des ressources économiques (taxation). Deux avenues s'offraient à l'État dans l'atteinte de ces objectifs, soit la taxation directe, ce qui implique pour l'État la pénétration des structures de pouvoir locales afin de soumettre les élites à son pouvoir et extraire directement un surplus de la production, ou la taxation indirecte, soit la captation d'un surplus dans la sphère de la circulation, soit au travers de l'imposition de tarifs commerciaux. Ce fut sur la deuxième option que fut basée la formation étatique sous Reza Chah, avec environ 80% des recettes étatiques émanant des taxes commerciales.¹²⁸ L'utilisation de cette forme de taxation démontre toutefois la faiblesse du premier État Pahlavi et la nature inégale du processus de développement de l'État moderne iranien. Cette faiblesse s'explique par l'incapacité de l'État à confronter les pouvoirs locaux afin de taxer directement la production agricole.¹²⁹

Ainsi, malgré la tentative de former un État moderne, l'État de Reza Chah demeura dépendant du pouvoir des propriétaires terriens. L'abolition du système de *tuyuls* fut confirmée par l'introduction de mesures légales assurant la propriété privée. De cette manière, la «noblesse provinciale», se vit renforcer son pouvoir économique par la confirmation de leur propriété privée, et en contrepartie, vu une partie de son pouvoir

the Middle East», présenté à la *Sixth Pan-European Conference on International Relations*, Université de Turin.

¹²⁷ Massoud Karshenas, 1990, *op. cit.*, p. 64-87.

¹²⁸ Vahid F. Nowshirvani, 1981, *op. cit.*, p. 580; Simon Bromley, 1994, *op. cit.*, p. 150.

¹²⁹ Pour une analyse plus développée du lien entre la forme de taxation et l'autonomie de l'État, voir: John M. Hobson, 1997, *The Wealth of States: A Comparative Sociology of International Economic and Political Change*, Cambridge: Cambridge University Press.

politique formel diminué. Ce phénomène représenta une avancée du pouvoir du gouvernement central par rapport aux pouvoirs locaux. Toutefois, cette pénétration du gouvernement central ne modifia pas le monopole du pouvoir des propriétaires sur les relations sociales agraires. Le règne de Reza Chah représente ainsi un compromis de l'État central avec les propriétaires terriens.¹³⁰ Ce compromis fut renforcé par l'intégration progressive des hauts fonctionnaires de l'État, incluant le Chah lui-même, à la classe de propriétaires terriens par l'entremise de l'acquisition de terres.¹³¹ C'est en ce sens que nous parlons d'un processus inégal de formation étatique moderne, puisque malgré le développement quantitatif des capacités infrastructurelles de l'État central, le pouvoir étatique demeura associé très étroitement aux propriétaires terriens.

C'est dans ce contexte que le programme de modernisation mis en place par Reza Chah fut partiel, la proche association de Reza Chah avec les propriétaires terriens empêcha l'État d'initier un changement dans les relations sociales de propriété agraires.¹³² Malgré une tentative d'industrialisation, la rareté des capitaux disponibles et l'absence d'un marché de consommation national limitèrent les visées modernisatrices de l'État.¹³³ Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, ce n'est que dans l'environnement géopolitique de l'après-guerre, sous le règne du fils de Reza Chah, que l'État obtint la capacité de modifier en profondeur la nature des relations sociales iraniennes.

¹³⁰ Massoud Karshenas, 1990, *op. cit.*, p. 66.

¹³¹ À la fin de son règne, Reza Chah était devenu le plus grand propriétaire terrien du pays. Voir: Ann K. S. Lambton, 1953, *op. cit.*, p. 259-262.

¹³² Simon Bromley, 1994, *op. cit.*, p. 148-149.

¹³³ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 24-25.

CHAPITRE II

LES RELATIONS INTERNATIONALES, LA THÉORIE DE LA MODERNISATION ET L'INTRODUCTION DE RÉFORME PAR LE HAUT: LE CARACTÈRE GÉOPOLITIQUEMENT MÉDIATISÉ DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME EN IRAN.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le développement de relations capitalistes de propriété en Iran n'a pas résulté de son intégration progressive au sein du marché mondial depuis le milieu du XIXe siècle. Au contraire, l'intégration commerciale de l'Iran eut plutôt l'effet contraire, soit le renforcement des relations sociales de propriété précapitalistes.¹³⁴ En ce sens, il fallut une intervention (géo) politique afin de briser ce cycle de reproduction et imposer des relations sociales de propriété capitaliste. Le but de ce chapitre est de mettre de l'avant la dimension internationale de ce processus, en nous référant au concept de développement géopolitiquement médiatisé du capitalisme développé au sein de notre cadre théorique. Ainsi, comme l'affirme Benno Teschke, les processus de transition au capitalisme comportent généralement de fortes dimensions politiques (*revolutions from above*) et internationales (*revolutions from outside*):

«firstly, these transformations were not so much 'revolutions from above' as 'revolutions from outside', mediated through 'revolutions from above'. Secondly, these 'revolutions from above' were not reactions to the transnational expansion of the world market, but primarily geopolitical reactions to military and diplomatic pressure transmitted through the states-system.[...]Thirdly, whether and what form of capitalism was introduced, and what form of state was created, depended crucially on the conjunction of the timing and form of geopolitical pressure and the specific political strategies that state-classes were able to design, activate and implement in the face of domestic class resistance.»¹³⁵

La première section de ce chapitre porte sur le contexte géopolitique de la Guerre froide et le développement de la théorie de la modernisation. Cette dernière est

¹³⁴ Bryan S. Turner, 1984, *Capitalism and Class in the Middle East*, New Jersey, Humanities Press, p. 84, 106-107.

¹³⁵ Benno Teschke, 2005, *op. cit.*, p. 8.

cruciale puisqu'elle deviendra l'idéologie qui motivera l'action des États-Unis à l'endroit de l'Iran, spécialement au début des années 60. La deuxième section porte sur la relation entre les États-Unis et l'Iran. Elle explique comment l'enclenchement du processus de développement capitaliste de l'Iran résulta d'une combinaison de facteurs (géo) politiques.

2.1 Endiguement et développement: la théorie de la modernisation au service de la politique étrangère américaine durant la Guerre froide

Les principaux théoriciens réalistes de la politique étrangère américaine ont mis l'accent sur la dimension militaire en tant qu'enjeu décisif ayant façonné le conflit de la Guerre froide, la principale menace à la sécurité des États-Unis fut ainsi présentée comme la possible expansion du pouvoir soviétique sur le continent eurasiatique. Ainsi, selon ces auteurs, le point central de la politique étrangère américaine durant cette période fut la construction d'une stratégie militaire visant l'habileté à déployer et à projeter sa puissance à l'échelle globale.¹³⁶ Toutefois, en réponse à cet accent mis sur la dimension militaire du conflit, plusieurs historiens s'inscrivant dans la tradition révisionniste de la Guerre froide mettent en lumière le fait que la question sécuritaire pour les États-Unis ne peut être considérée uniquement en termes militaires, mais également en termes sociaux, au travers de l'incapacité du système capitaliste mondial à se reproduire économiquement, socialement et politiquement.¹³⁷

¹³⁶ Henry Kissinger, 1994, *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster; George Kennan, 1984, *American Diplomacy*, Chicago, University of Chicago Press; John Lewis Gaddis, 1997, *We Now Know: Rethinking Cold War History*, Oxford, Clarendon Press.

¹³⁷ Richard Saull, 2007, *The Cold War and After: Capitalism, Revolution and Superpower Politics*, Londres, Pluto; Richard Saull, 2011, «Social Conflict and the Global Cold War», *International Affairs*, vol. 87, no. 5, pp. 1123-1140; Fred Halliday, 1989 *From Kabul to Managua: Soviet-American Relations in the 1980s*, New York, Pantheon Books; William Appleman Williams, 1972, *The Tragedy of American Diplomacy*, New York, W. W. Norton; Melvin Leffler, 1994, «National Security and US Foreign Policy», dans David Painter (ed.), *Origins of the Cold War*, Londres, Routledge.

Suivant cette tradition, une des préoccupations essentielles de la conception américaine de l'ordre international d'après-guerre fut la quête d'une «sécurité économique». Elle se traduisit dans la tentative d'utiliser le pouvoir économique américain en conjonction avec la position asymétrique occupée par les États-Unis sur le marché mondial, afin de reconstruire un système économique international sur la base d'États indépendants de type libéral. Comme l'expérience des deux guerres mondiales l'avait illustré, l'intervention étatique dans la régulation des marchés avait comme risque d'entraîner des conflits sociaux sur les questions de politiques économiques chez les principales puissances capitalistes. De plus, l'intersection de la compétition économique et territoriale avait mené à l'éclatement de conflits entre les puissances impériales. Ainsi, la vision américaine d'un ordre libéral d'après-guerre fut celle d'un ensemble d'arrangements domestiques et internationaux qui permettraient aux investissements, à la production ainsi qu'au commerce d'opérer librement sans interférence directe du pouvoir politique. Dans les régions où le développement du capitalisme fut déjà établi, il fut nécessaire de travailler à la reconstruction des économies nationales et à leur insertion à l'intérieur du marché mondial. Dans la majorité du monde non occidental, ce projet requerra d'encourager le développement d'économies capitalistes arrimées à l'ordre capitaliste mondial.¹³⁸

Un des objectifs de ces nouveaux arrangements fut l'ouverture de nouveaux marchés pour les capitaux américains ainsi que de faire progresser la position des entreprises américaines sur les marchés mondiaux. Son but fondamental fut d'assurer la sécurité du système international en assurant la reproduction stable d'une économie mondiale et d'un système interétatique tous deux basés sur des principes libéraux. L'extension de ce projet impliquait l'imposition de relations de propriété capitalistes à l'ensemble du globe et leur institutionnalisation au travers des formes libérales du marché et de l'État-nation moderne. En ce sens, la reproduction ainsi que le développement du

¹³⁸ Simon Bromley, 2008, *op. cit.*, p. 15

système capitaliste international furent les éléments centraux de la politique d'endiguement du gouvernement américain durant la Guerre froide, et c'est essentiellement dans la poursuite de cet objectif que la puissance militaire fut déployée.¹³⁹

2.1.1 Le projet libéral américain et la Guerre froide

C'est ainsi que s'est construit le projet libéral international américain. Cette mise à l'avant-plan de l'aspect social de la Guerre froide nous entraîne à déplacer notre regard de l'Europe vers le tiers-monde. Alors que la priorité des États-Unis à la suite de conclusion de la Deuxième Guerre mondiale fut l'intégration de l'Europe à l'intérieur de leur projet libéral en construction, les succès du plan Marshall dans la reconstruction de l'Europe et dans sa réinsertion au sein du marché capitaliste mondial vont jouer un rôle important dans l'effacement du spectre révolutionnaire qui régnait sur l'Europe occidentale durant la période immédiate d'après-guerre de sorte que les partis communistes ouest européens vont graduellement perdre leur influence auprès des classes ouvrières.¹⁴⁰ La consolidation relativement rapide du bloc capitaliste nord-atlantique (incluant également le Japon) supervisée par l'occupation américaine ainsi que l'impasse militaire sur le continent européen à la suite de la militarisation des deux blocs au travers de l'OTAN et du Pacte de Varsovie va «geler» le front européen de la Guerre froide.¹⁴¹

La reproduction du système capitaliste assurée sur le continent européen, le centre d'attention de la Guerre froide se déplaça alors vers la périphérie. L'avenir de celle-ci semblait d'autant plus important considérant le fait que la fin de la Deuxième Guerre mondiale annonça l'ouverture d'une période charnière dans l'histoire globale. C'est à

¹³⁹ *Ibid*, p. 16

¹⁴⁰ Sandra Halperin, 2004, *War and Social Change in Modern Europe: The Great Transformation Revisited*, Cambridge, Cambridge university Press, pp. 235-267.

¹⁴¹ Richard Saull, 2011, *op. cit.*, p. 1128-1129.

ce moment que Robert W. Cox situe une transformation dans la structure de l'ordre international, la destruction entraînée par les deux grandes guerres va mettre fin à une ère de rivalités intercapitalistes dominée par les puissances coloniales européennes et du même coup mener à l'effondrement du colonialisme et au déclenchement d'un vaste mouvement de décolonisation dans la région du monde que nous nommons maintenant tiers-monde ou le Sud global.¹⁴²

Face à ce monde postcolonial en pleine ébullition, l'élément central de la politique étrangère américaine allait devenir la question de comment parvenir à gérer le processus de décolonisation de manière à entraîner le développement du capitalisme chez les nouveaux États indépendants et assurer leur insertion à l'intérieur du marché mondial¹⁴³. Toutefois, plusieurs défis attendaient les États-Unis dans leur projet de construction d'un ordre international capitaliste-libéral. Premièrement, l'Union soviétique représentait un adversaire redoutable, spécialement en ce qui a trait aux enjeux du monde postcolonial. Pour les gouvernements des nouveaux États indépendants du monde postcolonial, la suite logique du processus de décolonisation fut la question du développement. Ceux-ci devaient maintenant faire face aux aspirations grandissantes des mouvements nationalistes. Ainsi, la survie politique de ces derniers dépendait d'un développement économique et social, d'une augmentation du niveau de vie de la population dans la foulée du mouvement de décolonisation.¹⁴⁴

C'est dans ce contexte que le modèle de développement soviétique semblait occuper une place de choix en tant que voie à suivre pour les dirigeants postcoloniaux. Alors que durant les années 30, les principales puissances capitalistes languissaient sous le

¹⁴² Robert W. Cox, 1987, *Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, pp. 211-267.

¹⁴³ Simon Bromley, 2008, *op. cit.*, p. 16.

¹⁴⁴ Michael E. Latham, 2011, *The Right Kind of Revolution: Modernization, Development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca, Cornell University Press, p. 65-66.

poids de la dépression, les plans quinquennaux orchestrés par Staline avaient permis l'industrialisation de l'économie russe tout en garantissant la stabilité politique du régime. L'URSS représentait la preuve vivante qu'il existait une voie alternative à celle du modèle capitaliste occidental afin de transformer une économie agraire pauvre en une puissance industrielle, et ce, relativement rapidement. En d'autres mots, l'exemple soviétique proposait une sérieuse alternative au modèle de développement capitaliste occidental.¹⁴⁵ De plus, la mort de Staline en 1953 et l'arrivée au pouvoir de Kroutchev marquèrent un changement de cap dans la politique étrangère de l'URSS. Les stratégies soviétiques s'intéressèrent de plus en plus au processus de décolonisation, les États postcoloniaux furent progressivement considérés comme des parties intégrales d'une possible alliance progressiste.¹⁴⁶

Initialement, les États-Unis eurent peu de solutions face à la menace que représentait l'URSS en ce qui a trait à la construction d'un ordre libéral d'après-guerre dans la périphérie. Malgré une volonté initiale de l'administration Truman, de faire du développement de la périphérie une priorité de la politique étrangère américaine, annoncée dans le célèbre *Point Four Program* de son discours inaugural de 1949, l'arrivée au pouvoir de Dwight Eisenhower en 1953 entraîna un retour à une politique plus conservatrice se concentrant sur le commerce international plutôt que le développement. Les conseillers de l'administration Eisenhower œuvraient essentiellement à l'intérieur du cadre conceptuel des années 30 et 40, prônant une politique économique en continuité avec celle de *l'open door policy*. Sous le slogan «*Trade not Aid*», le gouvernement fit sa priorité d'encourager le commerce et les investissements privés comme source de développement des pays du Tiers-monde et d'expansion de la sphère capitaliste. Toutefois, devant l'initiative grandissante du bloc soviétique dans ses relations avec le monde colonial et devant les succès limités

¹⁴⁵ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 42-43.

¹⁴⁶ Micheal E. Latham, 2011, *op. cit.*, pp. 41-42.

des principaux partenaires internationaux des États-Unis, la Corée du Sud en étant un exemple probant, ce modèle de développement fut sérieusement remis en question¹⁴⁷.

De nouvelles voies vers la modernité semblaient s'ouvrir pour le monde postcolonial. En tant que pays s'étant relevé après avoir subi pendant plusieurs années les abus répétitifs des puissances impériales, la Chine communiste présentait alors un projet très attirant pour les sociétés récemment libérées du joug colonial. Les exemples se multiplièrent rapidement à la suite des révolutions victorieuses à Cuba et en Algérie. Ces voies avaient une résonance positive en comparaison au capitalisme prôné par les États-Unis puisque ce dernier fit partie d'un système international qui avait encouragé le colonialisme. Chez les dirigeants des nouveaux États indépendants, cela entraîna un ressentiment nationaliste et plusieurs doutes face à la voie libérale.¹⁴⁸

En ce sens, un élément paradoxal dans la stratégie américaine de support du développement dans le monde postcolonial fut que ce même développement, entrepris majoritairement sous la direction de gouvernements nationalistes et populistes, s'effectua en grande partie au travers d'un contrôle serré de l'État. L'État fut au centre du processus de développement dans le tiers-monde, la période coloniale n'avait pas permis le développement d'un marché national et d'une classe dominante domestique de sorte qu'une fois que la classe dirigeante coloniale fut déplacée, l'État fut la seule force sociale ayant la capacité de mener le processus de développement. Si la position prépondérante de l'État ne mena pas nécessairement à des modèles de développement communistes ou anticapitalistes, elle entraîna toutefois un degré significatif de nationalisation des entreprises, des niveaux importants de protection face aux marchés internationaux et des restrictions sur le contrôle étrangers des secteurs clés de l'économie. Ainsi, les conditions de développement dans le monde

¹⁴⁷ David Ekbladh, 2011, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, pp. 155-178.

¹⁴⁸ David Ekbladh, 2011, *op. cit.*, p. 182.

postcolonial semblaient plus ou moins incompatibles avec l'insertion à l'intérieur de l'ordre économique libéral qui, comme nous l'avons vu, représentait la pièce maîtresse de la vision américaine du monde d'après-guerre¹⁴⁹.

C'est dans ce contexte pressant que les lacunes de la stratégie économique de la politique étrangère de l'administration Eisenhower envers le Tiers-monde firent surface. Les succès limités du commerce et des investissements privés dans leur objectif d'entraîner un développement libéral des régions défavorisées du globe étaient en train de nuire au projet américain d'après-guerre. C'est également dans ce contexte que la théorie de la modernisation émergea comme élément de la redéfinition de la politique étrangère américaine.

2.1.2 Le développement de la théorie de la modernisation en réponse aux enjeux politiques de la Guerre froide

C'est donc en réponse aux principales préoccupations de la politique étrangère américaine d'après-guerre que la théorie de la modernisation va prendre une place de plus en plus importante dans l'esprit des décideurs politiques américains. Ce phénomène va s'inscrire à l'intérieur d'un mouvement plus large unissant le savoir scientifique et l'État. L'expérience de la Seconde Guerre mondiale, notamment au travers des succès du projet Manhattan, va démontrer les bénéfices de la coopération entre la science et l'État.¹⁵⁰ Toutefois, cette attitude du gouvernement fut initialement dirigée uniquement vers les sciences physiques de sorte que les sciences sociales furent laissées de côté en raison des nombreux doutes exprimés par les membres du gouvernement sur leur caractère concret et objectif. C'est face à cette situation que des travaux plus positivistes furent encouragés au sein des sciences sociales américaines. Les chercheurs en sciences sociales firent ainsi appel à deux stratégies

¹⁴⁹ Simon Bromley, 2008, *op. cit.*, p. 17-19.

¹⁵⁰ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 44.

afin de répondre au scepticisme exprimé envers leurs travaux. Premièrement, ils insistèrent sur le fait que leurs recherches étaient rigoureuses, objectives et possédant la même valeur scientifique que celles portant sur le monde naturel. En ce sens, ils prétendirent que les sciences sociales pouvaient décerner des lois universelles et les appliquer afin de produire un savoir qui serait indépendant du point de vue du scientifique. Deuxièmement, ils argumentèrent que la validité et la concrétude de leurs recherches produiraient d'importantes contributions politiques.¹⁵¹

Le déclenchement de la Guerre froide et ses nombreux défis pour la politique étrangère américaine contribuèrent au maintien par le gouvernement de son engagement dans le financement de la recherche scientifique et permirent aux chercheurs en sciences sociales armés du nouveau discours positiviste de se forger une place dans le réseau unissant université et État.¹⁵² Ces chercheurs prirent donc la question du développement comme le point central de leurs recherches.¹⁵³ De toutes les sciences sociales, ce fut d'abord l'économie qui attira l'attention des responsables de la politique américaine. Celle-ci avait une longueur d'avance puisqu'elle se considérait déjà comme une science au même titre que les sciences naturelles, présentant une théorie générale de l'action humaine basée sur le calcul rationnel coût-bénéfice. C'est en grande partie sous la forme d'une critique face à cette position initiale dominante de l'économie qu'est née la théorie de la modernisation. Dans un contexte où l'approche essentiellement économique de l'administration Eisenhower faisait défaut, les théoriciens de la modernisation saisirent l'occasion pour exposer les principales lacunes d'une conception strictement économique du développement. La question du développement économique demeura leur préoccupation centrale, mais

¹⁵¹ Michael E. Latham, 2000, *Modernization as Ideology: American Social Science and 'Nation Building' in the Kennedy Era*, Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press, p. 48.

¹⁵² *Ibid.*, p. 49-50.

¹⁵³ Talcott Parsons et Neil Smelser, 1956, *Economy and Society : A Study in the Integration of Economic and Social Theory*, Glencoe, Free Press; Lucian Pye, 1962, *Politics, Personality, and Nation-Building: Burma's Search for Identity*, New Haven, Yale University Press; Max Milikan et Donald Blackmer, 1961, *The Emerging Nations*, Boston, Little Brown.

ils se concentrèrent à démontrer les dimensions sociales et politiques de ce processus¹⁵⁴.

C'est premièrement en empruntant la théorie fonctionnaliste systémique de la modernité de Talcott Parsons que les représentants de la théorie de la modernisation construisirent leur critique de la conception économique du développement. Parsons produisit lui aussi sa propre critique de l'économie durant les années 40 en présentant la société comme un système intégré à l'intérieur duquel les secteurs économiques, sociaux et politiques étaient interreliés, impliquant que le changement social résultait ainsi d'une interaction entre ces différentes sphères de la structure sociale.¹⁵⁵ Toutefois, la contribution de Parsons qui aura la plus grande influence sur la théorie de la modernisation fut sa définition de «*pattern variables*». Nils Gilman définit cette contribution comme suit: «*The pattern variables were dichotomous pairings of value orientations that collectively constituted a system that allowed actors to determine the meaning of a situation*».¹⁵⁶ Dans certaines sociétés, les actions individuelles étaient influencées par un statut prédéfini, des valeurs particularistes, une orientation vers soi-même, des rôles sociaux peu définis et une dimension affective. Dans d'autres, les individus basaient leurs actions sur un statut social défini par le mérite, des valeurs universelles, une responsabilité envers la collectivité, une définition spécifique des rôles sociaux et une neutralité affective au travers d'une autodiscipline.¹⁵⁷

Les chercheurs qui adoptèrent le modèle de Parsons associèrent rapidement le premier type de société à un modèle de société traditionnelle et le second à un modèle de société moderne. Ils définirent le processus de modernisation comme un passage

¹⁵⁴ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 83.

¹⁵⁵ Michael E. Latham, 2000, *op. cit.*, p.38.

¹⁵⁶ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 86.

¹⁵⁷ Michael E. Latham, 2011, *op. cit.*, p.46.

du premier type au deuxième.¹⁵⁸ L'ampleur mise sur l'aspect culturel du changement social fut inspirée de la lecture parsonienne des travaux de Max Weber, de sorte que l'application des «valeurs occidentales» devint le facteur principal dans la tentative de générer un développement industriel dans les pays sous-développés.¹⁵⁹

L'analyse parsonienne fut la base sur laquelle la théorie de la modernisation chercha à atteindre ses visées positivistes en construisant une théorie générale visant la définition du processus de modernisation en tant que processus universel. En réponse à la réticence initiale de la communauté des sciences sociales en ce qui a trait à la formulation d'une telle théorie englobante, principalement en raison des variations régionales et des obstacles culturels trop importants, Gabriel Almond, l'un des chercheurs les plus enthousiastes envers la théorie de la modernisation, présenta la classification de Parsons comme un moyen de distinction entre les cultures et les idéologies des différents systèmes politiques. Un cadre d'analyse universel pouvait être construit en se penchant sur les fonctions des différentes structures politiques, culturelles et sociales¹⁶⁰. En partant du constat que tout système politique remplissait un ensemble de fonctions semblables, les chercheurs pouvaient par la suite identifier, comparer et ordonner les structures remplissant de telles fonctions de manière à faire un pas en avant dans la construction d'une théorie générale de la modernisation¹⁶¹. Ainsi, en comparant les différentes structures sur la base du rôle commun qu'elles occupaient, le développement de différentes sociétés pouvait être intégré en tant que parties d'un schéma conceptuel plus large. Une fois ordonnée sous la forme d'une séquence temporelle linéaire représentant le passage de la société traditionnelle vers

¹⁵⁸ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 87.

¹⁵⁹ Michael E. Latham, 2011, *op. cit.*, p.46.

¹⁶⁰ Gabriel A. Almond, 1956, «The Seminar on Comparative Politics, June 1956», *Social Science Research Council Items*, vol. 10, no. 4, pp. 46-47.

¹⁶¹ Gabriel A. Almond, 1960, «A Functional Approach to Comparative Politics», dans Gabriel A. Almond et James S. Coleman (ed.), *The Politics of Developing Areas*, Princeton, Princeton University Press, p. 4, 10.

la société moderne, il serait possible de déterminer le niveau de progrès des différentes sociétés le long de la trajectoire développementale.¹⁶²

Afin de définir cette trajectoire de développement universelle et en raison de l'association entre modernité et occident, les théoriciens de la modernisation se tournèrent vers l'histoire ouest-européenne. En se faisant, le processus de modernisation fut essentiellement présenté dans les termes d'un récit hautement simplifié et stylisé du développement de l'Europe de l'Ouest depuis la fin du XVIIIe siècle.¹⁶³ L'histoire américaine fut également une importante source d'inspiration pour la théorie de la modernisation. Suivant à nouveau l'influence parsonienne, la société américaine représentait l'exemple parfait d'un système social en équilibre consensuel, l'adhésion commune des Américains à des valeurs et des principes sociaux libéraux, principalement ceux de la justice et de la liberté, permit la reproduction d'un ordre social stable et démocratique capable de réduire la menace de bouleversements sociaux.¹⁶⁴ Cette conception fut grandement influencée par le courant historiographique américain de l'histoire consensuelle. Ce courant, associé à des auteurs comme Louis Hartz et Daniel Boorstin, eut tendance à diminuer l'importance de toutes traces de violence, de conflits idéologiques ou de luttes des classes au sein de l'histoire américaine et a présenté celle-ci comme un exemple de progrès sans conflit, dominé par des forces libérales et conservatrices tendant vers le consensus plutôt que la division.¹⁶⁵

S'inspirant de cette tradition, les États-Unis devinrent l'exemple par excellence mobilisé par les théoriciens de la modernisation afin de démontrer que la trajectoire

¹⁶² Lucian W. Pye, 1959, «Political Modernization and Research on the Process of Political Socialization», *Social Science Research Council Items*, vol. 13, no. 3, p. 26.

¹⁶³ Ce récit est inspiré par la tradition historiographique libérale, pour une analyse plus poussée de cette tradition, voir : Robert Brenner, 1989, *op. cit.*, p. 271-304.

¹⁶⁴ Talcott Parsons et Edward Shils, 1951, *Toward a General Theory of Action*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 3-29.

¹⁶⁵ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 63-65.

de développement libérale-capitaliste fut la seule «bonne» voie au travers du processus de transition entre la société traditionnelle et la société moderne, soit celle limitant les conflits sociaux et les aspirations radicales et révolutionnaires et permettant une croissance stable et soutenue.¹⁶⁶ Suivant cette logique, des figures de proue de la théorie de la modernisation tel que Gabriel Almond et Lucian Pye s'inspirèrent des travaux d'Harold Laswell pour présenter la dissidence politique comme une forme de déviance psychologique.¹⁶⁷ Ces travaux impliquèrent le fait que la voie «normale» du processus de modernisation fut la voie libérale américaine et que les voies radicales et communistes furent le résultat de déviances psychologiques liées à l'incertitude du processus de transition plutôt qu'une réaction légitime face à une exploitation économique et à une domination politique et militaire.¹⁶⁸

À la lumière de notre analyse, il n'est pas surprenant de voir que la théorie de la modernisation comportait une importante dimension interventionniste. L'enclenchement du processus de modernisation exigeait plus que des investissements étrangers et une aide économique, mais également une bonne dose de planification et d'ingénierie sociale. Dans cette optique, les théoriciens de la modernisation donnèrent une nouvelle vie à des idées de la tradition libérale. Les sociétés traditionnelles furent ainsi considérées comme statiques et incapable de changement par elles seules en raison d'une déficience technologique, une incapacité à générer des surplus agricoles et en capitaux ainsi qu'une attitude «prénewtonienne» dans sa relation avec la nature. Comme l'affirme la figure principale de la théorie de la modernisation, le processus de modernisation fut fréquemment enclenché par le contact des sociétés traditionnelles avec des sociétés plus avancées, celui-ci permettant de mettre en mouvement de nouvelles idées nécessaires afin d'atteindre le

¹⁶⁶ Michael E. Latham, 2000, *op. cit.*, p.64.

¹⁶⁷ Gabriel A. Almond, 1954, *The Appeals of Communism*, Princeton, Princeton University Press; Lucian Pye, 1956, *Guerrilla Communism in Malaya: Its Social and Political Meaning*, Princeton, Princeton University Press.

¹⁶⁸ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 170.

stade de «*take-off*», soit le seuil qui une fois atteint permettrait l'essor d'un processus de développement continu.¹⁶⁹ De cette façon, comme l'affirme Simon Bromley, la même tendance interventionniste, voire impérialiste, qui marqua le développement de la tradition libérale à la fin du XVIIIe siècle fut inscrite au sein de la théorie de la modernisation:

«The encounter of modernization theory with non-liberal societies and polities, both in theory and in practice, also contained an in-built tendency towards imperialism as had the earlier tradition of European liberalism from which American modernization theory itself descended. The dominant motif of development in modernization theory turned on seeing the south as different in the sense of historically anterior, situated at an earlier stage of development than the West had already left behind, and as requiring instruction, even tutelage, on how to emulate the achievements of the latter. Thus while modernization theory and the practiced it guided recognized the de jure sovereignty of developing states its practitioners were never overly bothered by the de facto requirements of gaining consents for their projects of change.»¹⁷⁰

2.1.3 La théorie de la modernisation comme politique étrangère

Comme nous l'avons vu plus haut, avec l'incertitude créée par le déclenchement de la Guerre froide, les chercheurs en sciences sociales visant un financement et une insertion au sein du réseau université-État ont tenté de présenter les résultats de leurs travaux comme ayant d'importantes répercussions politiques. Harold Laswell, par exemple, prêcha pour la création de «*policy sciences*» qui viseraient à influencer directement le processus décisionnel dans le contexte de crise sécuritaire auquel la politique étrangère américaine faisait face. En ce sens, les chercheurs en sciences sociales devaient diriger leurs énergies envers la formulation de savoirs pertinents touchant les principaux changements sociaux qui marquaient leur époque. Si les têtes dirigeantes de la politique étrangère américaine voulaient être en position de faire compétition aux voies de développement communistes et nationalistes, elles devaient être armées d'une bonne compréhension de la trajectoire historique du monde

¹⁶⁹ Walt Withman Rostow, 1960, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 4-16.

¹⁷⁰ Simon Bromley, 2008, *op. cit.*, p. 9.

postcolonial afin de savoir quels leviers sociaux et institutionnels allaient permettre d'accélérer le développement de cette région dans une direction compatible avec leur projet libéral d'après-guerre. En ce sens, la théorie de la modernisation ne représentait pas simplement un modèle théorique, mais un agenda politique, un ensemble de «munitions intellectuelles» aidant la classe politique américaine dans son objectif de création d'un ordre libéral international.¹⁷¹

C'est ainsi que plusieurs des travaux produits par les théoriciens de la modernisation furent des interventions directes au sein du débat sur la reformulation de la politique étrangère qui marqua la décennie 1950. C'est dans ce contexte qu'à l'automne 1954, Rostow et Milikan organisèrent une rencontre avec le directeur de la CIA Allen Dulles ainsi que des représentants de la Maison Blanche et des départements d'État, du Trésor et du Commerce afin d'exposer leur vision de la façon dont la stratégie américaine de développement du monde colonial pouvait relever le défi posé par l'ouverture de l'URSS par rapport aux États postcoloniaux¹⁷². Milikan et Rostow produisirent également un mémorandum qui circula auprès de l'administration Eisenhower exposant l'importance de la modernisation comme stratégie dans la lutte de la Guerre froide. La victoire face au communisme serait atteinte par l'entremise d'un changement structurel au sein de l'ordre international, entraînant le monde postcolonial au travers du déstabilisant processus transitionnel vers des stades supérieurs de développement dans lesquelles le communisme et les mouvements radicaux perdraient leur attrait. Si, à court terme, le communisme devait être combattu sur le plan militaire, sur le long terme, la stratégie américaine devait reposer

¹⁷¹ Harold D. Laswell, 1951, «The Policy Orientation», dans Daniel Lerner et Harold D. Laswell (ed.), *The Policy Sciences*, Stanford, Stanford University Press, p. 3, 11.

¹⁷² Michael E. Latham, 2011, *op. cit.*, p. 56.

sur le développement d'un environnement qui, selon la théorie de la modernisation, ne permettrait pas le développement d'ennemi de l'ordre libéral.¹⁷³

En 1957, avec la collaboration de Paul Rosenstein-Rodan, Rostow et Milikan publièrent une version étendue et déclassifiée du mémorandum sous le titre *A Proposal: Key to an Effective Foreign Policy*. Ils débutèrent en exposant la prémisse que depuis des siècles, la majorité de la population mondiale fut inerte au niveau politique, figé dans un mode de vie rural centré sur des communautés isolées et peu productives. Toutefois, les transformations associées au développement des moyens de communication et aux mouvements d'urbanisation et de décolonisation exposaient dorénavant des populations autrefois indifférentes aux possibilités de changement. Au point culminant de la Guerre froide, il fut devenu impératif pour les États-Unis de mobiliser son potentiel à diriger ce monde en ébullition dans une direction constructive. La clé afin d'atteindre cet objectif fut d'encourager les États postcoloniaux à formuler des plans de développement nationaux comprenant des dispositions pour le développement du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des services sociaux et de l'éducation. Les décideurs politiques américains pourraient ensuite fournir un soutien à long terme sous la forme de fonds de capitaux. Ces programmes de développement feraient plus qu'entraîner un développement économique. Puisque la modernisation fut un processus systémique et intégré, l'augmentation du niveau de vie entraînerait chez les citoyens un sentiment de progrès et de mobilité sociale sur la base duquel des institutions démocratiques pourraient être édifiées ainsi que de nouvelles valeurs promouvant l'entrepreneuriat ainsi que la participation dans la vie publique. Dans cette situation, les alternatives communistes et radicales disparaîtraient totalement.¹⁷⁴

¹⁷³ Une retranscription du mémorandum se retrouve dans: Christopher Simpson, 1998, *Universities and Empire: Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War*, New York, Free Press, p. 41-44.

¹⁷⁴ Max. F. Millikan et Walt W. Rostow, 1957, *op. cit.*

Le CIS produisit également en 1960 une étude pour le Sénat américain intitulée *Economic, Social, and Political Change in the Underdeveloped Countries and its Implications for United States Policy* qui reprit essentiellement le même message tout en mettant l'accent sur le caractère scientifique du cadre d'interprétation général d'où la théorie de la modernisation prenait source.¹⁷⁵ C'est également vers la fin de la décennie 1950 que Rostow produit son *magnum opus*, *The Stages of Economic Growth*, qui malgré le fait qu'il est souvent considéré comme l'ouvrage fondateur de la théorie de la modernisation, reprend plusieurs points qui furent mis de l'avant durant le dialogue sur la politique étrangère. Plus qu'un cadre théorique pour comprendre le changement social global, l'ouvrage s'adressa directement à la classe politique lorsqu'il souligna que l'évolution du monde postcolonial était la clé de la création d'un environnement international stable et que dans cette logique l'orientation de celui-ci le long de la voie libérale devait être la priorité du monde occidental.¹⁷⁶

Toutefois, la contribution de la théorie de la modernisation dans la sphère politique ne s'arrête pas à ses travaux. Membre du comité du Sénat sur les Relations étrangères devant lequel Rostow témoigna en 1958, John F. Kennedy fut séduit par l'approche de ce dernier de sorte qu'il en fit son conseiller lors de la campagne électorale de 1960. En plus de sa responsabilité dans la formulation de sa politique militaire, Rostow participa également à la formulation de slogans de Kennedy, dont la fameuse phrase annonçant que la décennie 1960 serait celle du développement.¹⁷⁷ À la suite de son élection, Kennedy nomma Rostow et son collègue Millikan sur son groupe de travail sur la politique économique étrangère. Par la suite Rostow accéda au poste d'adjoint au conseiller en sécurité nationale et ensuite au poste de directeur du conseil

¹⁷⁵ Walt Whitman Rostow et al., 1960, «Economic, Social, and Political Change in the Underdeveloped Countries and Its Implications for United States Policy», Étude préparée par le CIS pour le Comité du Sénat sur les Relations Étrangères.

¹⁷⁶ Walt Withman Rostow, 1960, *op. cit.*, pp. 130-136.

¹⁷⁷ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 198.

de planification politique du Département d'État. Millikan et Lucian Pye firent également partie du comité consultatif de l'Agence de Développement international.¹⁷⁸ Finalement, ce fut Rostow qui accéda au poste le plus influent lorsqu'il fut promu en 1966 comme conseiller en sécurité nationale par le nouveau président Johnson.¹⁷⁹

2.1.4 La théorie de la modernisation et le projet libéral américain

L'historien américain de renom, John Lewis Gaddis, a affirmé qu'une série de documents produits sous la direction de Rostow lors de son arrivée comme directeur du conseil de planification politique du Département d'État en 1961 intitulée *Basic National Security Policy*¹⁸⁰ pouvait être considéré comme le plan le plus détaillé sur lequel fut basé l'orientation internationale des administrations Kennedy et Johnson. Par contre, l'influence de la théorie de la modernisation sur la politique étrangère américaine ne peut être comprise uniquement au travers des postes gouvernementaux occupés par ses principaux porte-étendards. Ce qui constitua la véritable attraction de la théorie de la modernisation durant la période de la Guerre froide fut que celle-ci donna une nouvelle vie à des principes qui étaient profondément ancrés dans la culture américaine et partagés par une majeure partie de l'élite politique américaine.¹⁸²

Comme l'affirme Simon Bromley, le projet final de la théorie de la modernisation ne fut pas uniquement celui de la transformation intérieure des États postcoloniaux, mais une vision de la transformation de l'ordre international. L'étendue du processus de modernisation devait inaugurer une nouvelle phase irréversible dans l'histoire de

¹⁷⁸ Michael E. Latham, 2011, *op. cit.*, p. 57.

¹⁷⁹ Nils Gilman, 2003, *op. cit.*, p. 199.

¹⁸⁰ Department of State, «Foreign Relations of the United States, 1961–1963, volume VIII, National Security Policy, document 70». [En Ligne] <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v08/d70> Page consultée le 17 octobre 2013.

¹⁸² Michael E. Latham, 2011, *op. cit.*, p. 58.

l'humanité. Le développement technologique et institutionnel associé à la modernité allait réduire grandement la variation entre les structures sociales des différentes régions, de sorte que le système international serait progressivement marqué par une tendance à la convergence qui par la suite garantirait des relations intersociétales stables. Le développement du capitalisme et du marché mondial produirait ce que nous nommons aujourd'hui la globalisation, de sorte que les relations entre les sociétés deviendraient plus extensives. Cette situation entraînerait de fortes tendances à la diffusion des savoirs technologiques qui auraient comme résultat une diffusion du pouvoir économique et militaire.¹⁸³ Le stade final du processus global de modernisation fut donc essentiellement le même que celui promu par le projet américain d'après-guerre. La diffusion de la modernité libérale capitaliste mènerait ultimement vers ce que différents auteurs ont défini comme la paix démocratique, la paix capitaliste ou la paix libérale.¹⁸⁴

Ce que la théorie de la modernisation réussit à achever fut la reformulation de la tradition libérale internationaliste américaine tout en lui donnant un nouvel emballage scientifique, objectif, altruiste et humanitaire qui fut très populaire chez les décideurs politiques:

«Concepts of modernisation, in academia and government, lent social scientific credence to underlying cultural assumptions. Basing their knowledge claims on a supposedly impartial, objective 'view from nowhere', modernizers also considered the world from what they defined as the summit of modernity itself [...] modernization was not merely a model for social change for academic debate and discussion. It was also a vision of the United States and the nation's mission to transform a world eager to learn the lessons only America could teach. In the context of the Cold War, these qualities made modernization a theoretical source for Kennedy administration policy design. They also made it an ideology that reflected a new sense of Manifest Destiny and a refashioned imperial ideal in which the strategic and material goals of

¹⁸³ Simon Bromley, 2008, *op. cit.*, p. 9, 35-36.

¹⁸⁴ Bruce Russett, 1993, *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*, Princeton: Princeton University Press; 294; Michael Doyle, 1983, «Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs», *Philosophy and Public Affairs*, vol. 12, p. 205-235, 323-353.

the United States appeared to mesh seamlessly with the nation's idealistic, moral mission to promote democracy, alleviate poverty and developed a benighted world.»¹⁸⁵

2.2 Les relations États-Unis-Iran et la dimension géopolitique de la révolution blanche

C'est ainsi à la suite de la montée de la théorie de la modernisation dans les milieux académiques et politiques américains que la politique étrangère américaine fut reformulée au tournant de la décennie 1960. C'est cette nouvelle politique interventionniste qui façonnera les relations politiques entre les États-Unis et l'Iran à la suite du coup d'État de 1953. La modernisation de l'Iran (c'est-à-dire son développement capitaliste) devint l'un des objectifs principaux de la politique étrangère américaine dans la région du Moyen-Orient. Cela assurerait l'intégration à long terme de l'Iran à l'ordre capitaliste international et du même coup constituerait un pilier central de la stratégie américaine de stabilisation de la région. Maintenant que nous avons exposé clairement les intentions de la politique américaine, nous analyserons de plus près la relation États-Unis-Iran et son rôle dans le développement du capitalisme iranien.

2.2.1 La Guerre froide, le pétrole et le coup d'État: les débuts de l'implication stratégique des États-Unis en Iran

L'implication des États-Unis en Iran débute réellement lors de la Deuxième Guerre mondiale. Après l'effondrement du régime de Reza Chah, la présence alliée en Iran fut primordiale dans l'effort de guerre, permettant l'approvisionnement des forces soviétiques. La position géographique de l'Iran, aux frontières de l'URSS, en fit également un élément clé de la stratégie américaine d'après-guerre. Ayant traditionnellement été sous influence russe et britannique, l'objectif de l'implication grandissante des États-Unis en Iran fut de lui fournir les moyens d'asseoir sa

¹⁸⁵ Michael E. Latham, 2000, *op. cit.*, p. 58-59.

souveraineté de façon indépendante par rapport aux deux puissances mentionnées. C'est en ce sens que les missions américaines, principalement à vocation militaire, se multiplièrent en territoire iranien. L'Iran fut également l'objet de l'une des premières manifestations de la Guerre froide, alors que les États-Unis adoptèrent une position intransigeante exigeant le retrait des troupes soviétiques du nord de l'Iran. Les États-Unis jouèrent également un rôle actif dans la répression des mouvements communistes séparatistes qui étaient nés de l'occupation soviétique dans les provinces de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan.¹⁸⁶

Un autre des éléments stratégiques expliquant l'implication américaine fut les importantes réserves pétrolières iraniennes. En cherchant à remplacer la Grande-Bretagne comme principal allié occidental de l'Iran, les États-Unis cherchaient du même coup à briser le monopole de l'exploitation pétrolière iranienne détenu par la firme britannique *Anglo-Iranian Oil Company* (AIOC), d'où les multiples tentatives de compagnies pétrolières américaines d'y obtenir des concessions.¹⁸⁷ Ces tentatives échouèrent, mais un ensemble de développements au sein de la société iranienne ouvrit la porte à une implication américaine encore plus poussée.

S'inscrivant au sein de la vague nationaliste qui toucha le monde postcolonial durant la période d'après-guerre (voir la première section de ce chapitre), un important mouvement national, dont la revendication principale fut la nationalisation des ressources pétrolières, naquit au sein de la société iranienne. Il est à noter que la capitulation de Reza Chah et son remplacement par son jeune fils Mohammad Reza Chah avaient créé une rare brèche dans la continuité de la dictature monarchique iranienne et avait ouvert la porte à l'affirmation du *majlis*, soit le parlement. La montée en force de cette coalition nationaliste, nommée Front National, fut couronnée

¹⁸⁶ Bruce R. Kuniholm, 1980, *The Origins of the Cold War in the Near East: Great Power Conflict and Diplomacy in Iran, Turkey, and Greece*, Princeton, Princeton University Press.

¹⁸⁷ James A. Bill, 1988, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven et Londres: Yale University Press, p. 27-31.

par l'accession de son leader, Mohammad Mosaddeq, au poste de premier ministre en 1951 et la nationalisation subséquente de l'industrie pétrolière.¹⁸⁸

Cette situation entraîna un nouveau niveau d'implication américaine en Iran en réponse à la menace présentée par le mouvement national iranien. Comme il fut exposé plus en détail dans notre premier chapitre, le projet global de la politique étrangère américaine d'après-guerre fut d'assurer la reproduction et le développement du système capitaliste mondial. Or, le mouvement national iranien représentait un problème dans l'atteinte de cet objectif. Premièrement, la nationalisation des ressources pétrolières limitait la capacité d'extraction de profits de l'AIOC ainsi que des compagnies américaines qui tentaient alors d'obtenir des concessions. Deuxièmement, le mouvement présentait la menace d'un retrait encore plus poussé de l'économie iranienne face au marché capitaliste mondial. Troisièmement, malgré la posture anticommuniste de Mossaddeq, sa tolérance envers le parti communiste iranien, le Tudeh, ainsi que la montée en force de ce dernier et sa participation aux manifestations entourant la nationalisation du pétrole, présentait la menace d'augmentation de l'influence soviétique et éventuellement celle d'une révolution communiste. Finalement, les effets internationaux et transnationaux du mouvement pouvaient avoir des répercussions négatives sur les intérêts capitalistes de la région en général.¹⁸⁹

C'est en ce sens que les États-Unis intervinrent directement dans la politique intérieure iranienne dans le but de faire tomber le gouvernement nationaliste. Cette opération se fit en deux temps, premièrement un embargo fut imposé sur le pétrole iranien, cette situation plongea le pays dans une crise économique qui eut un effet considérable sur l'effritement de la coalition nationaliste supportant Mossadeq.

¹⁸⁸ Ervand Abrahamian, 2013, *The Coup: 1953, the CIA, and the Roots of Modern U.S.-Iranian Relations*, New York: The New Press.

¹⁸⁹ Maryam Panah, 2007, *op. cit.*, p. 19.

Deuxièmement, la CIA, en collaboration avec les services de renseignements britanniques, coordonna un coup d'État permettant aux opposants de Mossadeq de renverser le pouvoir et de rétablir le rôle central de la monarchie.¹⁹⁰ Cette intervention fut un tournant marquant le début d'une relation serrée entre les administrations successives de Washington et la monarchie Pahlavi qui durera presque trois décennies jusqu'à la révolution de 1979.

2.2.2 Dépendance externe et autonomie interne: la médiatisation géopolitique du processus de formation de l'État moderne iranien

La nouvelle relation qui naquit entre les États-Unis et le Chah d'Iran entraîna l'intégration rapide de l'Iran au système capitaliste international. Ce processus débuta avec la signature d'une nouvelle entente sur l'exploitation des ressources pétrolières entre le gouvernement et un consortium de compagnies pétrolières occidentales. Cette entente refléta le changement du rapport de force géopolitique en Iran puisque les pétrolières américaines réussirent à mettre fin au monopole de l'AIOC et obtinrent 40% des parts dans cette nouvelle configuration. Pour ce qui est de la position iranienne, malgré le fait que la nationalisation fut reconnue, les compagnies étrangères détinrent le contrôle de facto de la production. Celles-ci étaient chargées du fonctionnement des opérations, utilisant les installations qui étaient la propriété *de jure* de la *National Iranian Oil Company*. De plus, elles contrôlèrent la distribution et la vente du pétrole sur les marchés mondiaux. Toutefois, le régime de redevances fut ajusté à la hausse, reflétant alors le standard international de la division «50/50» des profits qui était appliqué à l'époque dans les cas notamment du Venezuela et de l'Arabie Saoudite.¹⁹¹

¹⁹⁰ Mark Gasioworski, 1987, «The 1953 Coup d'État in Iran», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 19, no. 3, p. 261-286.

¹⁹¹ James A. Bill, 1988, *op. cit.*, p. 108-109.

Cette nouvelle relation fut cimentée par l'administration Eisenhower au travers de l'octroi d'importants montants d'aide économique et militaire au gouvernement iranien, qui atteignirent des sommes de 567 millions en aide économique et 450 millions en aide militaire entre les années 1953 et 1960.¹⁹² Au travers de cette aide, le but de la politique étrangère américaine fut celui du «*regime building*», soit le renforcement du régime du Chah autant face aux menaces intérieures qu'aux menaces extérieures. Le renforcement des forces militaires, autant en tant que base politique de la monarchie qu'en tant que rempart contre les menaces externes, fut la clé de voûte de cette stratégie, comme en témoigne un rapport soumis au *National Security Agency* datant de 1953: «*Over the long run, the most effective instrument for maintaining Iran's orientation towards the West is the monarch, which in turn has the army as its only real power source. US military aid serves to improve army morale, cement army loyalty to the Shah, and thus consolidate the present regime and provide some assurance that Iran's current orientation toward the West will be perpetual.*»¹⁹³

Cette politique se traduisit par la suite par l'intégration de l'Iran au sein de l'alliance militaire occidentale, ce qui mena à la création en 1955 du Pacte de Bagdad. Cet accord de défense signé entre la Turquie, le Pakistan, l'Iran et l'Irak visait à lier de façon durable ces États clés du Moyen-Orient à la cause américaine et occidentale. De plus, en 1959, l'engagement militaire américain en Iran fut renforcé par la signature d'un traité de défense bilatéral.¹⁹⁴

L'orientation favorable de l'Iran envers les États-Unis et le monde occidental prit également forme sur le plan économique, par une insertion plus poussée à l'intérieur du marché mondial capitaliste et par la mise en place de conditions favorables à l'accumulation. Cette politique de «porte ouverte» du gouvernement iranien fut

¹⁹² Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, p. 146-148.

¹⁹³ Yonah Alexander et Allan Nanes, 1980, *The United States and Iran: A Documentary History*, Frederick, University Publications of America, p. 268.

¹⁹⁴ Maryam Panah, 2007, *op. cit.*, p. 20.

confirmée par la création en 1955 du Centre pour l'Attraction et la Promotion des Investissements dont le but fut d'attirer les capitaux étrangers par l'entremise d'une variété de bénéfices et d'incitatifs, incluant entre autres des congés fiscaux, des exemptions de douanes et des mesures permettant le rapatriement des profits.¹⁹⁵ Cette politique fut également doublée d'une dévaluation du rial afin de créer les conditions favorables aux investissements étrangers.¹⁹⁶

Ainsi, la reprise de la production pétrolière, l'affluence d'aide économique américaine ainsi que l'augmentation des investissements étrangers permirent une reprise de l'économie iranienne durant la deuxième moitié de la décennie 1950. C'est sur les bases de cette stabilité financière que le Chah Mohammad Reza Pahlavi entreprit de rétablir le pouvoir dictatorial de la monarchie et du même coup de renforcer et d'étendre le contrôle étatique sur la société. C'est ainsi que s'appuyant sur son contrôle des forces armées, hérité de son père et assuré à travers l'aide militaire américaine, le rôle central de la monarchie fut rétabli principalement au travers de la répression politique. Tout comme son père, Mohammad Reza Chah fut initialement appuyé dans son projet de rétablissement de l'ordre par les forces conservatrices de la société iranienne, les propriétaires terriens en premier lieu, qui avaient souffert de la crise économique entraînée par le boycott et qui percevaient de plus en plus la menace communiste au travers de la montée en force du parti Tudeh.¹⁹⁷

Ainsi, le rétablissement de la monarchie se fit au travers d'une répression politique, le premier objectif de cette répression fut d'éliminer le parti Tudeh, qui fut la cible d'une attaque de front qui vue ses leaders être arrêtés, jugés et parfois exécutés. Le

¹⁹⁵ Nikki Keddie, 1980, *Iran: Religion, Politics and Society*, Londres, Frank Cass, p. 219-225.

¹⁹⁶ Mohsen Milani, 1994, *The Making of Iran's Islamic Revolution: From Monarchy to Islamic Republic*, Colorado, Westview Press, p. 79. Les tableaux 1, 2 et 8 reproduits à l'annexe A donnent des statistiques sur le flux d'investissement entrants et sur l'intégration de l'Iran au marché mondial.

¹⁹⁷ Fatemeh E. Moghadam, 1996, *From Land Reform to Revolution: The Political Economy of Agricultural Development in Iran 1962-1979*, New York, I.B. Tauris, p. 201.

reste des principaux partisans quittèrent le pays de sorte que cette période marqua virtuellement la fin de l'influence du Tudeh, le parti ne réussira jamais à reformer une organisation à l'intérieur des frontières. Les actions entreprises contre le Front National furent moins draconiennes, plusieurs de ses dirigeants furent arrêtés, mais remis en liberté par la suite. Toutefois, le régime suivit de près les activités de ses membres, de sorte que sa capacité de mobilisation et de contestation fut handicapée. Finalement envers l'établissement religieux, qui avait été divisé dans le support du mouvement nationaliste, le Chah y alla plutôt avec une politique de tolérance et d'accommodation qui fut centrée autour du chef spirituel chiite, l'Ayatollah Burujedi, qui prêchait dans le sens d'une division des sphères politiques et religieuses.¹⁹⁸

De cette manière, l'intégration économique et politique de l'Iran au monde capitaliste occidental joua un rôle important dans la capacité de celui-ci à réimposer le pouvoir dictatorial de la monarchie sur la société iranienne. Au travers de cette intégration, la relation avec les États-Unis se démarqua, c'est elle qui permit la consolidation du rôle de l'armée et du même coup façonna le caractère répressif du régime iranien. Le support américain joua également un rôle clé dans le développement et la modernisation de l'appareil de contrôle de l'État, participant non seulement à la formation de la police, mais également au développement d'un puissant réseau d'informations et de surveillance. C'est sous la proche collaboration de la CIA (et du Mossad) que fut créé le SAVAK, le puissant service de renseignement qui devint rapidement un rouage primordial du pouvoir dictatorial.¹⁹⁹

De cette façon, le développement des relations géopolitiques durant la décennie 1950 eut des conséquences importantes sur la trajectoire de développement de la société iranienne. L'intégration au marché capitaliste mondial, l'augmentation de la rente pétrolière ainsi que le support économique et militaire de la première puissance

¹⁹⁸ James A. Bill, 1988, *op. cit.*, pp. 99-101.

¹⁹⁹ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 90-91.

capitaliste permirent d'assurer la reproduction et le renforcement interne et externe du régime Pahlavi. Conséquemment, cette dépendance de plus en plus grande du régime sur l'extérieur entraîna son désenchâssement progressif des relations sociales internes, processus que l'on peut définir comme une autonomisation et une internationalisation de l'État.

Résumé par différents chercheurs par le concept d'État rentier²⁰⁰, ce processus d'autonomisation est le résultat de la capacité de l'État à se reproduire et à influencer le développement de la société sans avoir à négocier de façon importante avec sa population. Ainsi, contrairement à un État dont la principale source de revenus provient de l'extraction d'un surplus sur sa population au travers d'une taxation directe des activités productives, le forçant ainsi à «négocier» avec sa population, les principales sources de revenus de l'État rentier proviennent de l'extérieur et sont monopolisées par ce dernier, lui permettant de court-circuiter l'étape de la «négociation» (voir le tableau 3 reproduit à l'annexe A pour des statistiques sur les revenus de l'État).²⁰¹ Cette autonomisation interne a toutefois sa contrepartie dans une dépendance externe de l'État face au marché mondial (commerce, investissements et rente pétrolière) et aux principales puissances capitalistes (aide économique et militaire, alliance géopolitique) pour ses revenus et sa reproduction.²⁰²

C'est ainsi que le processus de formation de l'État moderne iranien, qui avait débuté avec la montée au pouvoir de Reza Khan, fut médiatisé par l'entremise de son

²⁰⁰ Ce concept a initialement été formé autour du caractère spécial de la rente pétrolière, dont les revenus sont contrôlés par l'État. Voir, Theda Skocpol, «Rentier-state and Shi'a Islam in the Iranian Revolution», *Theory and Society*, vol. 2, no. 2, 1982; Hazem Al Beblawi et Giacomo Luciani, 1990 «The Rentier State in the Arab World», dans Giacomo Luciani, *The Arab State*, Londres, Routledge. Toutefois, notre conception de l'autonomisation de l'État inclut également l'aide économique fournie par les États puissants.

²⁰¹ Georg Stauth, 1980, «Functional Changes in the Political Power in Iran: An Hypothesis », dans Georg Stauth (ed.), *op. cit.*, p. 125-133; Charles Tilly, *Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 143-146.

²⁰² Matin, Kamran, 2008, *The Refractory Transformation: The International Relations of The Iranian Revolution*, Thèse de doctorat, Brighton, University of Sussex, p. 118-119

intégration dans le marché mondial et les relations géopolitiques du début de la Guerre froide. Cette situation de dépendance extérieure et d'autonomie intérieure aura un impact important sur le développement de la société iranienne.²⁰³ Contrairement à ce qui était avancé par les approches analysant l'histoire de l'Iran au travers du concept de mode de production asiatique (voir chapitre 1), le principal obstacle au développement capitaliste de l'Iran ne fut pas le caractère despotique de l'État, qui contracta le développement économique en lui imposant son contrôle absolu.²⁰⁴ La principale cause de l'échec du capitalisme se trouvait plutôt, au contraire, dans la faiblesse de l'État iranien autant face aux puissances étrangères qu'aux forces conservatrices, les propriétaires terriens en premier lieu (cette faiblesse se traduit autant dans la crise de l'État Kadjar face aux puissances étrangères, l'échec du mouvement constitutionnaliste et l'échec du programme de modernisation de Reza Chah). Suivant cette logique, ce n'est qu'avec la période de 1953 à 1960, au travers de l'alliance avec les États-Unis et la restauration et la consolidation du régime monarchique que l'État iranien acquérait la capacité de dissoudre les relations de propriété précapitalistes qui dominaient la société iranienne.²⁰⁵

Le processus d'internationalisation de l'État se traduit ainsi également par une transformation de l'alliance de classe de l'État Pahlavi, qui se détacha de plus en plus des forces sociales traditionnelles, principalement les propriétaires terriens, pour reformer une alliance se basant sur le capital étranger et sur une classe industrielle domestique naissante (la formation de cette nouvelle classe sera discutée plus en détail dans le prochain chapitre). C'est sur les bases de cette nouvelle alliance que le processus de modernisation s'enclencha. Les puissances étrangères eurent un rôle primordial dans ce processus, fournissant premièrement la technologie et l'expertise

²⁰³ Simon Bromley, 1994, *op. cit.*, p. 102-105; Kamran Matin, 2008, *op. cit.*, p. 119.

²⁰⁴ Pour une exposition de cette thèse, voir: Ahmad Ashraf, 1969, «Historical Obstacles to the Development of a Bourgeoisie in Iran», *Iranian Studies*, vol. 2, no. 2-3, p. 54-79; Kazem Alamdari, 2005, *op. cit.*

²⁰⁵ Georg Stauth, 1980, *op. cit.*, p. 132; Bryan S. Turner, 1980, *op. cit.*, p. 86-96; Simon Bromley, 1994, *op. cit.*, p. 147-153.

nécessaire, mais également en assurant la reproduction interne (aide économique et militaire) et externe (alliance géopolitique) du régime Pahlavi, spécialement dans la période immédiatement après le coup de 1953.²⁰⁶

2.2.3 Réforme agraire et relations internationales: la politique étrangère de l'administration Kennedy

L'un des éléments principaux de notre argumentaire est le fait que la réforme agraire de 1962, par la suite incluse à l'intérieur de l'important programme de modernisation lancé par le Chah en 1963 et intitulé la Révolution Blanche, représente l'élément déclencheur de la transformation des relations de propriété en Iran et un moment crucial afin de comprendre les développements qui menèrent à la révolution. Mais avant d'analyser les conséquences de cette réforme, ce qui se fera au troisième chapitre, nous replacerons cet événement dans le contexte international que nous avons développé jusqu'à présent afin de mieux comprendre sa dimension géopolitique.

Les mentions de réforme agraire par les dirigeants politiques et conseillers américains en regard au développement de l'Iran remontent à la période qui précède le coup d'État de 1953. Dans la foulée de la montée du mouvement nationaliste, l'importance de réformes économiques et sociales en Iran se fit sentir au sein de l'élite politique américaine.²⁰⁷ Avec la formation de la discipline de l'économie du développement, en plusieurs points l'ancêtre de la théorie de la modernisation, la réforme agraire prit une place centrale au sein de la question du développement en tant que phase initiale permettant le transfert de capital et le décollage économique.²⁰⁸

²⁰⁶ Mohsen Milani, 1988, *op. cit.*, p. 106.

²⁰⁷ United States Department of State, 1977, *Foreign Relations of the United States, 1949*, vol. 6: The Near East, South Asia, and Africa, Washington, D.C.; United States Department of State, 1978, *Foreign Relations of the United States, 1950*, vol. 5: The Near East, South Asia, and Africa, Washington, D.C.

²⁰⁸ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 65-66.

L'implication américaine dans ce domaine se fit principalement au travers du *Point Four Program* initié par le président Truman en 1949 dans l'objectif de fournir de l'aide économique et technique aux pays en développement. La plus grande influence de ce programme fut sa participation dans le processus de vente des terres de la couronne qui fut mis de l'avant par le Chah en 1951. Ainsi, tel qu'annoncé dans un communiqué de presse du Département d'État américain, le *Point Four Program* contribua à la moitié du capital initial afin de mettre sur pied une banque de développement rural, dont l'objectif était le réinvestissement dans l'agriculture des profits réalisés au travers de la vente des terres royales. Ceci représenta une première étape dans l'application de la stratégie américaine visant la coopération avec les pays du Moyen-Orient dans la mise sur pied de programmes de réformes agraires.²⁰⁹

Malgré le changement d'orientation de l'administration Eisenhower, qui recentra sa relation avec l'Iran sur l'aide militaire, les semences plantées par le *Point Four Program* continuèrent à faire germer le plan de réforme agraire en Iran principalement au travers des techniciens et consultants associés à l'*United States Operation Mission* (USOM). La vente des terres de la couronne fut considérée comme une première étape d'un processus de réforme agraire perçue comme nécessaire au développement économique (voire capitaliste) de l'Iran. Ainsi, durant la décennie 1950, plusieurs appels à la réforme agraire furent entrepris par des conseillers américains associés à l'USOM ainsi qu'à différentes organisations privées²¹⁰ œuvrant pour le développement économique, soit la *Ford Foundation* et la *Near East Foundation*.²¹¹

²⁰⁹ Yonah Alexander et Paul Nanes, 1980, *op. cit.*, p. 246-247.

²¹⁰ Ces institutions entretenaient toutefois plusieurs liens avec l'élite politique et académique américaine. Voir, Nils Gilman, 2003, *op. cit.*; Michael E. Latham, 2000, *op. cit.*

²¹¹ Ford Foundation, «The Paul Maris Reader: A Collection of His Writings and Related Papers on Rural Development and Land Reform in Iran, 1952-1954», report no. 003604, Ford Foundation Archives, New York; B. H. Kristjanson, 1960, «The Agrarian Based Development of Iran», *Land Economics*, vol. 35, no.1, p. 1-13.

Toutefois, en concordance avec la vision libérale du développement «naturel» de l'économie, les experts de l'époque envisageaient que l'exemple de la vente des terres de la couronne influencerait plusieurs propriétaires «éclairés» à vendre leurs terres et à rediriger leurs capitaux vers le secteur industriel. Ainsi, plusieurs avertissements furent émis au gouvernement de ne pas recourir à la redistribution forcée des terres agricoles. À la lumière de notre analyse du système agraire au premier chapitre, il est facile de comprendre que cette stratégie produisit très peu de résultats. Les propriétaires eurent peu d'incitatifs à vendre leurs terres compte tenu de l'important pouvoir socioéconomique que ceux-ci tiraient de leur relation avec les paysans. Cette stratégie fut modifiée en 1959, alors que le ministère de l'agriculture iranien demanda aux experts de la mission d'aide américaine de mettre sur pied un projet compréhensif de réforme agraire. Toutefois, un manque de volonté politique de la part du parlement dominé par les propriétaires terriens jumelé aux bouleversements politiques du tournant de la décennie fit en sorte que la législation ne fut jamais implémentée.²¹²

Toutefois, la question de la réforme agraire va rapidement réapparaître. Comme mentionné dans la première section de ce chapitre, le concept de réforme agraire va devenir un outil majeur de la politique étrangère américaine avec la montée de la théorie de la modernisation et les développements géopolitiques de la Guerre froide. La politique d'endiguement prit une direction beaucoup plus proactive par rapport à sa formulation originale réaliste et pragmatique de la part de son fondateur, George F. Kennan.²¹³

La réforme agraire fut ainsi considérée comme une «réforme par le haut» qui aurait comme objectif de prévenir l'éclatement de révolutions par le bas dans les pays alliés du tiers monde, évitant ainsi que ceux-ci se retirent du système capitaliste

²¹²Bizhan Jazani, 1980, *Capitalism and Revolution in Iran*, Londres, Zed.

²¹³ Simon Bromley, 2008, *op. cit.*

international. Dans les termes de la théorie de la modernisation, les réformes agraires furent considérées comme une étape cruciale qui permit aux pays en développement d'atteindre le stade de décollage qui enclencherait un processus de développement économique soutenu et éliminerait presque totalement la menace de révolution. La formulation la plus explicite de cette nouvelle orientation de la politique étrangère américaine fut la création en 1961 du programme *Alliance for Progress* visant les pays d'Amérique latine.²¹⁴

C'est une stratégie similaire qui fut employée par l'administration Kennedy dans sa relation avec l'Iran. L'Iran apparut sur le radar politique américain à la suite d'une période de turbulence domestique. Le début de la décennie 1960 vu la fin de la période d'expansion économique qui avait suivi le coup de 1953 et l'intégration de l'Iran à l'économie capitaliste mondiale. Le déficit du gouvernement augmenta radicalement, la situation de la balance des paiements internationaux se détériora et l'inflation bondit entraînant l'économie dans une dépression. Sous les pressions du Fond Monétaire International, l'Iran fut forcé d'implémenter un programme de stabilisation économique. Les résultats de l'application de ce programme furent une diminution du budget ainsi que des investissements de l'État, un gel des embauches gouvernementales, une baisse de salaire de 3% dans la fonction publique, une baisse des montants accordés en crédit au secteur privé et une baisse des importations. Ce contexte ouvrit la porte à une vague de protestations, marquée notamment par la grève des enseignants ainsi que la réémergence du Front National dans les manifestations contre les élections truquées de 1960.²¹⁵ Cette crise financière mit en évidence les limites structurelles au développement économique en Iran et le besoin des réformes. Le boom économique s'était basé uniquement sur une redistribution de

²¹⁴ James R. Petras et Robert LaPorte, 1971, *Cultivating Revolution: The United States and Agrarian Reform in Latin America*, New York, Random House.

²¹⁵ Mohsen Milani, 1994, *op. cit.*, p. 79-80.

la rente pétrolière sans une restructuration des relations de propriétés.²¹⁶

En réponse à cette situation de turbulences, une suite de rapports alarmants sur la situation iranienne atteignit les hauts cercles de la politique étrangère américaine. C'est alors que la relation entre Washington et Téhéran prit un ton différent. Suivant le *Foreign Assistance Act* de 1961, l'administration entendait utiliser l'aide économique et militaire comme moyen de pression diplomatique pour inciter un changement dans les pays alliés du tiers monde. La disponibilité de cette aide fut à l'avenir basée sur l'ouverture des gouvernements récipiendaires aux réformes proposées par l'administration américaine.²¹⁷ Pour les dirigeants américains, cette politique d'incitation à la réforme fut encore plus primordiale dans la situation iranienne où le régime du Chah semblait de plus en plus fragile face aux pressions populaires, comme le mentionne un rapport du *National Security Council*:

«In 1953 when the Shah led Iran away from its traditional neutralist position into the Western camp, he felt that he was henceforth entitled to virtually unlimited military support from the U.S. [...] The U.S problem, then, is one of giving the Shah strong moral support and reassurance while at the same time inducing him to turn his effort and thoughts towards the solution of the pressing problem of domestic unrest [...] He should be assured that U.S military and economic aid programs will continue, but with some change of emphasis and objectives.»²¹⁸

C'est en ce sens que l'administration Kennedy établit en 1962 un plan d'action concernant sa relation avec l'Iran. Ce plan visait à inciter le Chah à changer sa priorité de la sécurité militaire vers le progrès économique. Une limitation de l'aide militaire américaine fut considérée comme un moyen afin d'atteindre ce but. D'un autre côté, afin de susciter la collaboration du Chah, les États-Unis réaffirmeraient des garanties sécuritaires, promettaient une large contribution financière à tout plan

²¹⁶ Massoud Karshenas, 1990, *op. cit.*, p. 109-139.

²¹⁷ United States Department of State, 1965, *American Foreign Policy 1961*, Washington, D.C.

²¹⁸ United States National Security Council, 1961a, «Position Paper on Iran», National Security Files, box 115, Iran - 1/61 - 2/61file, John F. Kennedy Presidential Library, Boston, Massachusetts.

économique allant dans le sens de leurs recommandations et développeraient un plan de modernisation des forces armées iraniennes.²¹⁹

La nouvelle approche de l'administration américaine commença à transparaître dans les relations diplomatiques à partir de 1961, la livraison de certains montants d'aide économique fut d'ailleurs retardée dans le but de démontrer au Chah le sérieux de la position de Washington sur la question des réformes.²²⁰ Cette nouvelle attitude apporta un lot de tensions dans la relation entre Washington et Téhéran, qui culmina lors de la quatrième visite officielle de Mohammad Reza Chah en sol américain, en avril 1962, où le président Kennedy fit part au Chah en personne de sa nouvelle approche. Alors que le Chah mit agressivement de l'avant de nouvelles demandes en matière d'aide économique et militaire, le président et ses conseillers mirent plutôt l'accent sur des recommandations en terme de réforme économique et sociale.²²¹

C'est durant cette période que le Chah nomma un premier ministre réformateur, Ali Amini, et c'est peu de temps après sa visite à Washington que fut annoncée la mise en marche d'un programme de réforme agraire. Le pouvoir des propriétaires terriens fut contourné par la dissolution du parlement et la mise en exécution d'un décret royal donnant des pouvoirs extraordinaires au nouveau premier ministre, qui s'entoura rapidement des technocrates formés à l'occidentale, dont le plus important fut le ministre de l'agriculture, Hassan Arsajani.²²² Il est difficile de juger de l'impact direct des États-Unis dans ces développements, ce qui fait l'enjeu d'un débat entre différentes interprétations historiques. Mohammad Reza Pahlavi, dans ses mémoires

²¹⁹ National Security Council Action proposal 2447 and Rusk to Kennedy, "Proposed Approach to the Shah of Iran," March 8, 1962, and Rockwell to Rusk, May 14, 1962, John F. Kennedy Library, NSF: NSC Box 340.

²²⁰ James Goode, 1991, «Reforming Iran during the Kennedy Years», *Diplomatic History*, vol. 15, no. 1, p. 16.

²²¹ James A. Bill, 1988, *op. cit.*, p. 139.

²²² Ali Farazmand, 1989, *The State, Bureaucracy and Revolution in Modern Iran: Agrarian Reforms and Regime Politics*, New York, Preager, p. 97.

rédigés à la suite de l'effondrement de son régime et quelques jours avant sa mort en 1980, soulignait la pression qu'avait exercée l'administration Kennedy dans sa décision de nommer un premier ministre réformateur:

«The U.S. wanted [...] its own man in as Prime Minister. This man was Ali Amini, and in time the pressure became too strong for me to resist, especially after John F. Kennedy was elected president [...] I remember so well my first meetings with the Kennedys at the White House: Jacqueline Kennedy spoke of Amini's wonderfully flashing eyes and how much she hoped I would name him Prime Minister. Eventually I gave Amini the job.»²²³

Ce récit du Chah d'Iran est remis en question en raison du fait que la nomination d'Amini se fit réellement onze mois avant la visite du Chah à Washington. Toutefois, différents faits supportent la thèse selon laquelle Amini fut «*the U.S man*». Premièrement, Amini avait développé une bonne relation avec les décideurs politiques de Washington, incluant Kennedy en personne lorsqu'il était sénateur, notamment par sa participation aux négociations sur l'entente pétrolière de 1954 ainsi que l'occupation du poste d'ambassadeur à Washington entre 1956 et 1958.²²⁴ Deuxièmement, selon Armin Meyer, ancien ambassadeur des États-Unis à Téhéran, l'administration Kennedy eut un rôle direct dans la nomination d'Amini:

«The Kennedy administration was very concerned about Iran and immediately set up a task force. There was a fear that Iran's demise was about to take place. Some of us felt that Iran had been around for 2,500 years and it might last a few more. However, the general belief was that it was about to go down the drain, unless America took some drastic action. The result of the task force activity was to instruct our ambassador that we would provide 35 million in aid to Iran in return for which we would expect from the Iranians various steps which we considered necessary for progress, including even a suggestion as to the prime ministerial candidate we considered best qualified to administer the proposed reforms.»²²⁵

²²³ Mohammad Reza Pahlavi, 1980, *Answers to History*, New York, Stein and Day, p. 22-23.

²²⁴ Barry Rubin, 1980, *Paved with Good Intentions: The American Experience and Iran*, New York, Oxford University Press, p. 106.

²²⁵ Abbas Amirie et Hamilton A. Twitchell, 1978, *Iran in the 1980's*, Institute for International Political and Economic Studies, Téhéran, p. 382.

Ces propos furent également confirmés par William G. Miller, un ancien officier politique à l'ambassade américaine de Téhéran.²²⁶ Toutefois, le caractère de la relation entre les États-Unis et Amini demeure flou à la lumière de la nature peu concluante des documents officiels américains disponibles. Il semble, entre autres, que les archives de la *John F. Kennedy Library* furent édulcorées partout où il semble avoir une référence à cette relation.²²⁷ Si le processus est difficile à évaluer, la réponse du Conseil de Sécurité américain est par contre sans équivoque, un document datant du 15 mai 1961, seulement neuf jours après la nomination d'Amini, démontre un appui total au programme du nouveau premier ministre par le gouvernement américain: *«the goals which we envisage and which we believe to be in the long-term interests of Iran and Iranian people are wholly consistent and almost identical with those which the new Prime Minister has publicly declared as his program. It is recommended that our purpose be to give full encouragement and support to the Government of Iran in carrying out his program.»*²²⁸

Néanmoins, malgré tout le débat sur le rôle direct des États-Unis dans l'introduction de la réforme agraire de 1962, plusieurs chercheurs s'entendent sur la dimension géopolitique de cette décision.²²⁹ Comme mentionné dans la section précédente, l'Iran se retrouvait dans une situation de dépendance externe et d'autonomie interne. La situation géopolitique de l'Iran à l'intérieur du Moyen-Orient au début des années 1960 fut problématique, avec la révolution irakienne de 1958 et le retrait de l'Irak du

²²⁶ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 47-48.

²²⁷ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 74-75.

²²⁸ United States National Security Council, 1961b, «U.S. Political Policies in Iran», National Security Files, box 115, Iran- 5/15/61 file, John F. Kennedy Presidential Library, Boston, Massachusetts.

²²⁹ Adam Cooper, «American Foreign Policy in Iran: Development, Strategy, and the Rise of Anti-americanism», *The Center for U.S. Foreign Policy*, University of Birmingham [En Ligne] <http://www.libertas.bham.ac.uk/publications/articles/American%20Foreign%20Policy%20in%20Iran.pdf>. Page consultée le 18 juillet 2013; Gholam H. Kazemian, 1968, *Impact of U.S. Technical Aid on the Rural Development of Iran*, Brooklyn, Theo Gaus' Sons, p. 38; George Benedict Baldwin, 1967, *Planning and Development in Iran*, Baltimore, John Hopkins University Press, p. 93; Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*; Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*; James A. Bill, 1988, *op. cit.*; Maryam Panah, 2007, *op. cit.*; Kamran Matin, 2008, *op. cit.*

pacte de Bagdad ainsi que la relation difficile avec les pays arabes, notamment l'Égypte de Nasser qui coupa ses relations avec l'Iran en 1960 en réponse au soutien du Chah à Israël.²³⁰ Dans ce contexte, la dépendance externe face aux États-Unis et leur appui économique et militaire devint encore plus cruciale pour le Chah et la survie de son régime, d'où ses multiples plaidoyers auprès des autorités américaines pour une augmentation de l'aide économique et militaire.²³¹

Cette menace externe fut jumelée aux turbulences internes qui dénonçaient le manque de légitimité du Chah. Face à cette double pression, un changement fut nécessaire. Comme l'indique Helmut Richards, l'alliance avec la classe de propriétaires terriens fut insoutenable: « *[The Shah] and his U.S. and British advisors realized that continued confinement of his regime's support to the landlord-rentier class was undermining any possibility for broader popular appeal, sabotaging the country's prospects for economic development and therefore endangering the future of his regime.* »²³² De plus, grâce à son autonomie financière et politique, le Chah eut la capacité d'initier un changement social d'envergure. Il fut également encouragé dans cette voie par une partie de la classe dirigeante iranienne. L'approfondissement de l'intégration économique de l'Iran au système capitaliste qui s'opérait depuis le coup de 1953 et les nouvelles politiques de développement industriel du gouvernement permirent la création d'une classe de capitaliste iranien, quoique limité en nombre, qui poussa pour une nouvelle conception du développement économique, incluant un règlement du problème de la faible productivité agricole.²³³

Les liens développés avec le monde occidental participèrent également à la création d'une nouvelle strate de bureaucrates iraniens qui fut de plus en plus influencée par la

²³⁰ Barry Rubin, 1980, *op. cit.*, p. 102-103.

²³¹ Le Shah, inquiet de l'éventualité d'une retrait de l'aide militaire américaine, écrit une lettre directement à Kennedy défendant le légitimité de son régime et réitérant ses besoins militaires et financiers. Voir, James Goode, 1991, *op. cit.*, p. 16.

²³² Helmut Richards, 1975, «Land Reform and Agribusiness in Iran», *Merip Reports*, vol. 71, p. 6.

²³³ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 82-83.

vision moderniste des milieux académiques européens et américains, c'est durant cette période que la théorie de la modernisation atteint son apogée autant chez les universitaires que chez plusieurs décideurs politiques américains²³⁴. C'est ainsi qu'une vague de réformateurs iraniens considéra de plus en plus le développement capitaliste de l'agriculture comme une phase initiale clé d'un développement économique soutenue. L'augmentation de la productivité agricole, au travers de la transformation des paysans en propriétaires exploitants, aurait des effets bénéfiques sur le développement industriel et le développement économique en général. C'est ce que souligne un rapport émanant d'une conférence sur le développement agraire datant de 1959, réunissant des membres d'un nombre important d'institutions étatiques, notamment du ministère de l'agriculture, du commerce, de l'industrie ainsi que de l'organisation du plan:

«Economic development of the country is largely dependent on development of agriculture. [...] Agricultural and industrial developments are interdependent. Higher incomes of farmers will increase their purchasing power, providing a good market for domestic agricultural and manufacturing products. Increases in agricultural productivity will provide an incentive for farmers to release agricultural producers [...] from agriculture toward industries.»²³⁵

2.3 Conclusion : L'origine de la Révolution Blanche

C'est ainsi en réponse à une double pression, sociale (interne) et géopolitique (externe), que fut enclenché le processus de développement du capitalisme en Iran au travers du programme de la Révolution Blanche (ce programme sera présenté plus en détail au prochain chapitre). Ce programme fut envisagé comme permettant à la fois le règlement des problèmes internes et externes présentés dans ce chapitre. Premièrement, l'annonce de réformes permit de diminuer grandement les tensions avec l'administration Kennedy, renforçant ainsi la position sécuritaire de l'Iran face

²³⁴ Voir la première section de ce chapitre.

²³⁵ *Ibid*

aux menaces de la région. Le groupe de travail sur l'Iran mis sur pied par Kennedy conclut le 21 mai 1963, quelques mois à la suite de l'annonce de la Révolution Blanche : «*the Shah has substantially satisfied US pressure for reform by his unilateral program of January 1963.*»²³⁶ Autant à l'ambassade américaine de Téhéran qu'à Washington, la mise en place d'un programme de réformes vint confirmer aux yeux des décideurs de la politique étrangère américaine que l'appui au Chah était bel et bien la bonne voie à prendre, du moins la plus sûre, afin d'assurer les intérêts américains en Iran. Ce renouvellement de l'appui au Chah se fit notamment sentir à la suite des protestations anti-réforme de 1963²³⁷, qui furent immédiatement identifiés à Washington comme de manifestations réactionnaires face à la bonne voie modernisatrice du Chah.²³⁸

De l'autre côté, la Révolution Blanche semblait offrir une solution à la crise politique qui touchait l'Iran depuis 1960. Le processus d'autonomisation graduelle de l'État monarchique face à la société avait rendu celui-ci particulièrement vulnérable face aux pressions populaires, notamment en raison de son manque de légitimité et de liens avec plusieurs secteurs de la société. D'un autre côté, cette autonomisation fournissait également les ressources au Chah afin d'enclencher unilatéralement un processus de changement social qui aurait comme but d'assurer la reproduction et le renforcement de son pouvoir politique. Outre l'aide économique américaine, les revenus pétroliers furent la ressource clé sur laquelle l'État pouvait baser son projet de modernisation. Les revenus pétroliers augmentèrent quasiment de mille fois entre 1954 et 1977, soit de 22.5 millions à 20 milliards. La part jouée par ces revenus dans le financement des plans de développement passa de 50% dans les années 50, à 63%

²³⁶ United States National Security Council, 1963, «US Strategy for Iran», 21 May 1963, National Security Files, Meetings and Memoranda. NSAM 228. box 340.

²³⁷ Nous traiterons plus en détails de ces événements dans le quatrième chapitre.

²³⁸ April R. Summit, 2004, «For a White Revolution: John F. Kennedy and the Shah of Iran», *Middle East Journal*, vol. 58, no.4, p. 570-572.

en 1962 et atteint jusqu'à 80% en 1974.²³⁹ À l'aube de la révolution, les revenus pétroliers représentaient 38% de produit national brut, 77% des revenus de l'État et 87% du commerce extérieur.²⁴⁰

D'un côté, le Chah tentait de se donner une image de réformateur, visant principalement à gagner la sympathie des populations urbaines et spécialement des classes moyennes libérales qui avaient participé aux manifestations de 1961 sous la bannière du second Front National. De l'autre côté, par l'introduction de relations de propriété capitalistes, le but fut de créer une classe capitaliste agraire et industrielle dont la prospérité serait dépendante de l'État, favorisant ainsi la formation d'une base de support au régime par la distribution de privilèges économiques. Nous y reviendrons dans la deuxième partie du prochain chapitre.

²³⁹ Voir le tableau 3 reproduit dans l'annexe A pour des statistiques sur la rente pétrolière et les revenus de l'État

²⁴⁰ John Foran, 1993, *op. Cit.*, p. 312.

CHAPITRE III

D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE: LA TRAJECTOIRE DU DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME IRANIEN

3.1 La révolution blanche en tant que «révolution par le haut»

Nous entamerons ce chapitre en reprenant le concept de «révolution par le haut» à l'aide duquel nous tenterons de comprendre les différentes réformes introduites par le Chah en réponse au contexte (géo) politique discuté précédemment. Le concept de révolution par le haut réfère à l'imposition par les classes dominantes de relations de propriété capitalistes en réponse à des pressions géopolitiques et sociales. Contrairement à ce que postulent la tradition historiographique libérale et une bonne partie de l'historiographie marxiste, le développement international du capitalisme, spécialement dans les pays du monde postcolonial, ne se fait pas au travers du développement des bourgeoisies nationales qui vont éventuellement détruire les bases des régimes féodaux²⁴¹. Il est médiatisé par l'entremise de relations (géo) politiques.²⁴²

Dans ce cas, l'introduction forcée de relations de propriété capitalistes s'inscrit dans une stratégie des classes dominantes et des élites politiques qui vise essentiellement deux objectifs, soit le développement économique et l'accumulation de capitaux ainsi que la stabilisation et la reproduction de leur pouvoir politique, autant face aux menaces internes et externes. Toutefois, ce processus de développement du capitalisme comporte plusieurs contradictions du fait qu'il est mené par des classes

²⁴¹ Pour une critique de cette conception de la révolution bourgeoise, présente autant chez la tradition marxiste que la tradition libérale, voir George C. Comninel, 2003, « Historical Materialist Sociology and Revolutions », dans G. Delanty et E.F. Isin (dir.), *Handbook of Historical Sociology*, Londres, Sage.

²⁴² Benno Teschke, 2005, *op. cit.*, p. 8.

dont la base du pouvoir social provient d'un régime social de propriété non capitaliste, ce qui explique la multiplicité des trajectoires de développement sociétales dans de tels contextes. La notion de révolution par le haut émerge du caractère inégal du processus de développement de l'État moderne en Iran. Malgré le détachement de l'État face aux relations sociales qui reproduisaient le régime de propriété précapitaliste, celui-ci n'acquiert pas un caractère impersonnel, au contraire, son caractère personnel est renforcé avec la consolidation de la dictature monarchique sous Reza Chah et Mohammad Reza Chah. C'est en raison de la reproduction du caractère personnel de l'État que les nouvelles ressources de l'État seront soumises aux intérêts politiques étroits de la monarchie.

La Révolution Blanche fut le véhicule principal par lequel les élites politiques iraniennes tentèrent d'imposer des relations sociales de propriété capitalistes sur la société iranienne. Cette dernière comporta différents volets: réforme agraire, nationalisation des forêts et pâturages, la privatisation d'entreprises industrielles détenues par l'État, un régime de partage des profits industriels, l'introduction du droit de vote pour les femmes et la mise sur place de corps d'enseignement pour les campagnes.²⁴³ Même si ce ne fut pas une mesure officielle de la Révolution Blanche, cette dernière fut également accompagnée d'une nouvelle politique en matière d'industrialisation. Tous ces différents volets n'eurent pas le même poids dans la trajectoire de développement de la société iranienne, certains seront abordés plus loin, mais nous nous concentrerons ici principalement sur les objectifs de la réforme agraire et de la politique d'industrialisation.

²⁴³ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 44.

3.2 La réforme agraire et ses objectifs

3.2.1 La législation de la réforme agraire

Les points principaux de la législation de 1962 furent, premièrement, l'article 2, qui imposa une limite sur la propriété des terres agricoles à un village, choisi par le propriétaire parmi ses possessions. Le propriétaire pouvait choisir de retenir un village entier, ou, puisque chaque village fut traditionnellement divisé en six *dangs*, la propriété retenue pouvait être divisée entre différents villages sans toutefois dépasser la limite.²⁴⁴ Toutefois, suivant des amendements introduits en 1963 et 1964, les propriétaires eurent la possibilité de transférer des terres jusqu'à concurrence d'un village aux membres de leurs familles. De plus les vergers, les plantations de thé, les pépinières ainsi que toutes terres qui furent exploitées de façon mécanisée, signifiant qu'elles furent depuis au moins un an cultivées utilisant un tracteur et une main-d'œuvre salariée, furent tous exemptées de redistribution. Toutes les terres qui excédèrent la limite imposée et se trouvèrent à l'extérieur des exemptions durent être vendues au gouvernement qui par la suite devait les revendre aux paysans. Un nouveau département fut créé au gouvernement afin de mettre en œuvre ce processus de redistribution.²⁴⁵

Plusieurs articles additionnels furent introduits en 1963 et mis en application en 1964, de sorte qu'ils forment une seconde phase de la réforme agraire. Cette nouvelle législation réduit le plafond de propriété d'un village de 20 à 150 hectares dépendant de la région, de la qualité du terrain et des cultures produites. Toutefois, les propriétaires ne furent plus obligés de vendre les terres excédentaires au

²⁴⁴ Afin d'éviter d'avoir recours à une étude géographique, ce qui aurait de beaucoup rallongé le processus de réforme, la loi s'est plutôt basée sur les divisions traditionnelles qui étaient utilisées dans la campagne iranienne.

²⁴⁵ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 110.

gouvernement. Les propriétaires disposèrent plutôt de cinq options: (a) louer leurs terres sur la base d'un contrat de trente ans, les frais de location étant basé sur les revenus des trois dernières années; (b) vendre directement leurs terres aux paysans; (c) diviser les terres entre eux et les paysans en accord avec la division traditionnelle du produit sous le système de métayage, les paysans devant ensuite rembourser deux cinquièmes du prix de la terre en paiements égaux étendus sur dix ans; (d) propriétaires et paysans pouvaient se joindre et former des compagnies à actions à l'intérieur desquelles les actions seraient distribuées selon la part que chacun recevait dans le système de métayage; (e) sur les terres à l'intérieur de la limite permise, les propriétaires pouvaient acheter les droits de culture des paysans afin de cultiver eux-mêmes ces terres.²⁴⁶

La seconde phase de la réforme agraire toucha également les *waqfs*, soit les terres contrôlées par l'établissement chiite. Ces terres devaient être louées aux paysans sur la base de contrat de 99 ans, les rentes étant ajustées tous les cinq ans. La législation permit également au gouvernement d'acheter ces terres dans le but de les revendre aux paysans, quoique cette option fût peu utilisée.²⁴⁷

Finalement, une troisième phase fut introduite un peu plus tard, en 1968, visant à transformer certains arrangements de la seconde phase en propriété individuelle, étant donné que ceux-ci participaient à la perpétuation, sous une autre forme, du système de métayage. Ainsi, toutes les terres qui furent distribuées selon les points (a) et (d) de la phase précédente devaient être vendues aux paysans. Cette phase visa également à stimuler la productivité agricole à travers la mise en place d'énormes projets agroindustriels et de corporations agricoles.²⁴⁸

²⁴⁶ *Ibid*, p. 111-112

²⁴⁷ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 96.

²⁴⁸ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 112.

Il est également à noter qu'un réseau de coopératives agricoles fut mis en place et à laquelle l'adhésion fut obligatoire afin de profiter du programme de réformes. Les principaux objectifs de ces institutions furent la provision de crédit, l'achat des surplus, l'assistance dans le transport, l'entreposage et la marchandisation des produits et finalement assurer l'accessibilité aux engrais, pesticides et à la machinerie nécessaire à la production.²⁴⁹

3.2.2 Les principaux objectifs de la réforme agraire

Les objectifs de la réforme agraire peuvent se diviser en quatre points. Premièrement, l'élément principal fut de dissoudre la relation entre propriétaire et paysans qui était au centre de la reproduction du système de métayage précapitaliste et qui était la principale responsable des faibles taux de productivité agricole de l'Iran avant 1962 (voir le premier chapitre). Alors que sous le système de métayage, les paysans avaient très peu de motivation à produire au-delà du seuil de subsistance en raison de l'énorme proportion de la récolte qui était accaparée par les propriétaires, la réforme entendait encourager l'augmentation de la productivité agricole en créant une classe de propriétaires-opérateurs qui serait l'unique bénéficiaire des profits associés à la productivité. Ainsi, l'élimination du phénomène des propriétaires absents fut considérée comme la clé de voûte du développement agraire. Cette augmentation de la productivité aurait également une incidence sur le développement industriel, fournissant une quantité plus grande de nourriture pour une population urbaine en expansion. De plus, les profits grandissants de cette nouvelle classe pourraient fournir la base d'un marché de consommation national pour les biens produits en usine.²⁵⁰

Deuxièmement, la réforme agraire avait également comme but d'encourager le développement de l'industrie urbaine par la création d'une force de travail qui

²⁴⁹ Ann K. S. Lambton, 1969, *op. cit.*, p. 293-294.

²⁵⁰ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 25-27.

pourrait être utilisée par le secteur industriel naissant. Selon le recensement de 1956, 68,6% de la population iranienne vivait à la campagne²⁵¹, l'un des effets anticipés de la réforme fut de «libérer» une partie de cette population. Ce processus se fit essentiellement de trois façons. Premièrement, la répartition des terres ne touchait que les paysans possédant un droit de culture au moment de l'application de la réforme, excluant ainsi les paysans sans terres, les *kushnishins*, qui comme nous l'avons mentionné constituaient près du tiers de la population rurale. Deuxièmement, la transformation des paysans en propriétaires exploitants encouragea une transformation des méthodes d'agriculture, ne reposant plus sur une formule intensive en main-d'œuvre comme auparavant. Ainsi, la baisse de la demande de main d'œuvre rurale força plusieurs *kushnishins*, et également plusieurs anciens métayers qui n'avaient pas profité de la redistribution, à migrer vers les villes en recherche d'un emploi. Troisièmement, la distribution inégale des terres, processus que nous analyserons plus en détail au cours de ce chapitre, entraîna la faillite de plusieurs petits propriétaires sous la pression de la concurrence et des spéculateurs, de sorte que ceux-ci furent forcés de se trouver un emploi dans les villes. Finalement, il est également à noter que le volet comprenant la nationalisation des forêts et des terres communes avait pour but d'empêcher que la main d'œuvre «libérée» puisse se rétablir en campagne et continuer de subsister à partir de la terre.

Troisièmement, la réforme agraire visait l'introduction de la monnaie comme médiateur des relations sociales dans la campagne. Comme nous l'avons vu, la majorité des rapports sociaux à l'intérieur de l'ancien système de métayage se faisaient à l'extérieur des rapports monétaires, la majorité des différents paiements, incluant les intérêts sur les prêts, se faisaient «en nature», soit au travers d'une proportion des produits de la récolte. Le principal moyen pour l'État dans l'atteinte de ce but fut d'exiger un paiement en monnaie lors de la revente des terres aux paysans.

²⁵¹ Ferydoon Firoozi, 1970, «Iranian Censuses 1956 and 1966: A Comparative Analysis», *Middle East Journal*, vol. 24, no. 2, p. 221.

Ainsi, pour s'acquitter de ces paiements, les nouveaux propriétaires furent obligés de vendre une partie de leur récolte par l'entremise du marché, ainsi la monétarisation progressive de l'économie agricole avait également pour objectif sa marchandisation.

Finalement, contrairement à la rhétorique officielle du gouvernement, l'objectif de la Révolution Blanche ne fut jamais la redistribution équitable des terres et la destruction du pouvoir social de la classe des propriétaires terriens. Le Chah visait une transformation de la base sociale de son régime ce qui comportait une attaque au pouvoir politique de cette classe, toutefois, la réforme agraire ne visait pas à atteindre le pouvoir économique des propriétaires, mais plutôt à assurer leur reconstitution, leur renforcement et leur reproduction. Premièrement, en raison des nombreuses exemptions, un grand nombre de propriétaires fut capable de conserver la propriété de terres excédant la limite imposée par la première phase. De plus, ceux-ci furent encouragés à reconstituer leur pouvoir économique sur la base de relations sociales capitalistes. Deuxièmement, la réforme agraire ne visait pas l'expropriation des propriétaires, qui furent dédommagés par l'État pour leur perte. Au travers de cette compensation, l'État visait à encourager un transfert des capitaux de la campagne vers l'activité industrielle des villes. Ainsi, les compensations pouvaient être reçues sous la forme de parts dans des projets industriels initiés par l'État. Ainsi, loin de viser l'élimination de la classe des propriétaires terriens, la Révolution Blanche avait plutôt comme objectif la transformation de celle-ci en une classe capitaliste agraire et industrielle.²⁵²

En résumé, la réforme agraire visait à mettre en place des relations sociales de propriété capitalistes dans la campagne iranienne, soit (a) l'introduction du marché comme médiateur des relations sociales au travers de la monétarisation de l'économie rurale; (b) la multiplication de la propriété privée de type capitaliste, par l'entremise

²⁵² Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p, 116-122.

de la création d'une classe de propriétaires exploitants; (c) la création d'une force de travail «libre» pouvant s'engager dans des rapports capitalistes; (d) la conversion des anciens propriétaires terriens en capitalistes agricoles.

3.3 Les effets de la réforme agraire sur les relations sociales de la campagne iranienne

Comme nous l'avons mentionné brièvement plus haut, le concept de révolution par le haut comporte une contradiction inhérente qui résulte de la tension entre ses deux objectifs principaux, soit le développement d'une économie capitaliste et la reproduction du pouvoir des classes dominantes (dans ce cas-ci, l'élite politique). Le processus de développement capitaliste n'est pas un choix «économique» sans conséquences sociales, mais implique un réarrangement des relations sociales et une nouvelle logique gouvernant celles-ci.²⁵³ En ce sens, les élites qui mettent en marche ce processus doivent s'assurer de «contenir» le développement de nouvelles forces sociales afin d'éviter que celles-ci puissent remettre en cause leur domination politique.²⁵⁴ C'est en grande partie en raison de cette contradiction que le développement du capitalisme iranien ne s'est pas fait selon le modèle occidental comme l'entendaient les théoriciens de la modernisation, mais en fonction des rapports de force déjà présents dans la société iranienne. Nous verrons tout au long de ce chapitre comment cette contradiction influencera la trajectoire de développement de la société iranienne et aboutira finalement avec la révolution de 1979.

Le bilan des conséquences de la réforme agraire de 1962 et de ses différentes phases est mitigé. En ce qui a trait à son objectif principal, soit le remplacement du système de métayage par un système de capitalisme agraire, son succès fut partiel. D'un côté, la réforme est parvenue à dissoudre la relation entre propriétaire et métayer qui

²⁵³ Justin Rosenberg, 2005, *op. cit.*, p. 40.

²⁵⁴ Sandra Halperin, 2004, *op. cit.*, p. 19-47; Leon Trotsky, 1961, *op. cit.*, p. 25.

assurait la reproduction de l'agriculture de subsistance, toutefois, elle ne parvint pas à créer un système capitaliste dynamique dont le but était l'augmentation de la productivité agricole et la création d'une large classe de propriétaires exploitants qui représenterait une base de support politique au régime.

Mohammad Javad Amid présente deux idéaux types de réformes agraires, premièrement, une réforme bimodale qui ne vise pas une redistribution égale des terres et qui permet intentionnellement aux grands propriétaires terriens de conserver une importante partie de leurs terres. Le résultat d'une telle réforme est la création du système agraire défini essentiellement par une division entre une classe de grands fermiers utilisant des techniques modernes de production et produisant essentiellement pour le marché et une classe de petits fermiers dont la production demeure basée sur une logique de subsistance et des techniques de production traditionnelles. Le deuxième type est la réforme unimodale, où l'entière des terres agricoles est répartie de façon plus ou moins égale entre les paysans. Le résultat de ce type de réforme est la création d'un système agraire formé de «fermes familiales» de taille moyenne dont au moins une partie du surplus peut être marchandée.²⁵⁵ En construisant sur les bases de ces définitions, nous affirmerons que la réforme agraire iranienne fut «trimodale», au sens où son résultat fut un système agraire marqué essentiellement par trois formes de propriété.

3.3.1 Le caractère inégal de la répartition des terres

La cause principale de l'échec de la réforme agraire dans l'atteinte de ses objectifs fut la répartition très inégale des terres. Le premier facteur expliquant cette répartition inégale fut les différents amendements ajoutés à la loi de 1962 qui permirent aux anciens propriétaires de maintenir leur propriété sur d'importantes superficies,

²⁵⁵ Mohammad Javad Amad, 2011, *Agriculture, Poverty and Reform in Iran*, New York, Routledge, p. 53-67.

choisies parmi les meilleures terres à leur disposition. Ainsi, par l'exploitation des clauses échappatoires de la législation et certainement au travers de la corruption de plusieurs administrateurs, les propriétaires parvinrent à conserver près de la moitié des terres arables du pays. La période entre l'annonce de la législation et sa mise en marche sur le terrain permit aux propriétaires d'agir de façon préventive en transférant une partie de leurs propriétés à des proches, en mécanisant la production de leur terre, si ce n'est que l'achat d'un tracteur, et en évinçant des paysans jouissant d'un droit de culture.²⁵⁶

Les amendements associés à la deuxième phase démontrent le but réel derrière la réforme agraire, qui contrairement aux discours populistes du Chah, ne visait pas un changement sociopolitique radical et une destruction du pouvoir social de la classe des propriétaires terriens. D'un côté, seulement une partie des paysans ont pu profiter de la distribution des terres, de l'autre, les propriétaires qui ont été dépossédés ont reçu une compensation qui leur a permis de demeurer membres de la classe dominante, si ce n'est pas dans le secteur agricole, l'État encouragea la redirection des capitaux vers le secteur industriel en développement, de sorte que plusieurs propriétaires terriens se convertirent en industriels capitalistes. Si les propriétaires terriens ont dû abandonner une partie de leur pouvoir politique à l'État²⁵⁷, ils ne furent pas compromis d'abandonner leurs privilèges économiques.²⁵⁸

L'évolution de la réforme agraire peut paraître incohérente à première vue, l'enthousiasme de la première phase de la réforme étant rapidement remplacé par le conservatisme des phases subséquentes. Toutefois, l'évolution de la réforme s'explique par les luttes de pouvoir entre les différents acteurs impliqués dans le processus. La première phase représenta la lutte opposant l'État et son projet

²⁵⁶ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 95.

²⁵⁷ Pour une analyse détaillée de la perte de pouvoir politique des élites traditionnelles, voir: Mary-Jo DelVecchio Good, 1981, *op. cit.*

²⁵⁸ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 122-123.

modernisateur aux propriétaires terriens qui tiraient la source de leur pouvoir des relations sociales précapitalistes de la campagne. Au travers de cette lutte, le Chah s'allia avec l'aile libérale et réformiste de la classe politique, c'est ainsi que furent nommés le premier ministre Amini et son ministre de l'agriculture Hasan Arsajani, tous deux des réformateurs venant de familles de propriétaires terriens. C'est également dans cette logique que le Chah mobilisa directement les paysans, et se peignant comme le défenseur du peuple face aux propriétaires exploitants.²⁵⁹

Toutefois, cette alliance ne put durer. Une fois le premier coup porté aux propriétaires par la mise en application de la première phase, le Chah tenta de ralentir le processus de réforme. Celui-ci, comme l'élite politique américaine, trouvait qu'Arsanjani progressait de façon trop rapide et radicale.²⁶⁰ Ce dernier représentait une menace pour la stabilité du régime en raison de la popularité grandissante dont il jouissait auprès de la paysannerie. Son objectif semblait de plus en plus de mobiliser la population rurale au travers du réseau de coopératives qu'il était en train de mettre en place, et dont il prévoyait faire une institution de participation active des paysans. Ce processus culmina dans l'organisation d'une conférence en janvier 1963 réunissant à Téhéran quelque 4 700 membres de coopératives. Sous l'égide d'Arsajani, la paysannerie iranienne fut pour la première fois mobilisée à l'échelle nationale.²⁶¹ En même temps, dans différentes régions du pays, des paysans encouragés par l'élan de la réforme commençaient à occuper des terres sans l'approbation des autorités gouvernementales. C'est face à cette instabilité grandissante dans les campagnes que le Chah se débarrassa d'Amini et d'Arsajani et que la deuxième phase de la réforme fut enclenchée. C'est à partir de cet événement que le processus de réforme ralentit

²⁵⁹ *Ibid*, p. 124.

²⁶⁰ James Bill, 1988, *op. cit.*, p. 145.

²⁶¹ Marvin Zonis, 1971, *The Political Elite of Iran*, Princeton, Princeton University Press, p. 53-60.

considérablement. Elle visait à consolider la nouvelle position de l'ancienne classe de propriétaires et à contenir le développement d'une paysannerie active.²⁶²

Le deuxième facteur d'inégalité fut le fait que la redistribution de la terre se fit sur la base des rapports de force présents dans la campagne iranienne avant 1962. Ainsi, les membres de la classe supérieure de paysans, de par leurs liens avec les propriétaires et leur position dans les relations de production, soit les représentants du propriétaire, les chefs de villages (*kadhuka*), et les chefs d'équipe de production (*sarbuneh*), utilisèrent leur position stratégique dans l'organisation sociale de la campagne afin d'opérer une division inéquitable des terres redistribuées²⁶³. C'est en maintenant leur position d'intermédiaire, non plus entre le paysan et le propriétaire, mais entre le paysan et l'État, que ceux-ci purent exploiter la réforme en leur faveur.²⁶⁴ Ils se réservèrent une plus grande part des terres pour eux-mêmes, pour les membres de leurs familles et pour leurs alliés.

Le résultat de cette redistribution inéquitable fut que moins de 10% des anciens métayers obtinrent plus de 10 hectares de terres. En revanche, quatre fois ce nombre obtint moins d'un hectare. Dans l'ensemble, 72% de tous les anciens métayers acquirent moins de 6 hectares.²⁶⁵ Ce chiffre est important puisqu'il se trouve en dessous des 7 hectares qui sont généralement considérés comme le seuil de subsistance familiale par les experts agricoles iraniens.²⁶⁶ Ainsi, un peu moins de trois quarts de la nouvelle paysannerie créée par la réforme ne reçurent pas assez de terres pour assurer la reproduction de leurs familles compte tenu du climat aride de la région.

²⁶² Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 124.

²⁶³ Voir le chapitre 1.

²⁶⁴ Paul Vieille, 1972, «Les Paysans, la Petite Bourgeoisie Rurale et l'État Après la Réforme Agraire en Iran», *Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 27, no. 2, p. 356.

²⁶⁵ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 91.

²⁶⁶ Ce seuil varie évidemment selon la région, le climat, l'irrigation et les types de cultures, voir *Ibid*, p. 108.

Finalement, comme il fut mentionné précédemment, une large partie de la population rurale, soit près de 40%, constituée de *kushnishins* qui ne disposait pas de droits de culture avant 1962, fut exclue de la redistribution des terres.

3.3.2 L'évolution des relations de propriété : un développement agricole à trois vitesses

Le résultat de cette répartition inégale fut essentiellement le développement de trois formes de propriété agricole.²⁶⁸ En ce qui a trait aux terres qui ont été conservées dans les mains des anciens propriétaires terriens, celles-ci furent «libérées» des revendications en termes de droits de culture traditionnels.²⁶⁹ Comme mentionné plus haut, dès l'annonce de la législature, plusieurs propriétaires, avec l'appui tacite du régime, entreprirent d'expulser les paysans possédant des droits de culture, représentant ainsi une première phase d'expropriation et de transformation capitaliste des relations agraires.²⁷⁰

Par la suite, la plupart des propriétaires eurent premièrement tendance à transformer les relations de métayage en relations de location, notamment sur la base d'un loyer fixe et d'une échéance saisonnière. Toutefois, plusieurs auteurs remarquent une tendance progressive à partir des années 70 vers un abandon des relations de location. Pour des raisons de profitabilité, les propriétaires vont de plus en plus s'impliquer directement, ou du moins au travers de l'embauche d'un administrateur à temps plein, dans la supervision de la production agricole.²⁷¹ C'est donc le développement progressif de relations de production capitalistes, marqué notamment par une spécialisation dans la production de cultures commerciales, une mécanisation des

²⁶⁸ Le tableau 4 reproduit à l'annexe A pour la distribution des terres selon les trois formes de propriété présentées dans cette section.

²⁶⁹ R. T. Antoun, 1981, «The Complexity of the Lower Stratum: Sharecroppers and Wage-Laborers in an Iranian Village», *Iranian Studies*, vol. 14.

²⁷⁰ Bizhan Jazani, 1980, *op. cit.*, p. 84.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 105; Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 81-82.

techniques de production, l'utilisation de semences plus productives, et finalement, la transformation des locataires en main-d'œuvre salariée.²⁷² Si le développement de ce type de relations se fit premièrement principalement dans le cas des opérations à grande échelle, elles devinrent rapidement un exemple à suivre.²⁷³

Deuxièmement, en ce qui a trait aux paysans privilégiés qui parvinrent à obtenir des terres allant au-delà du seuil névralgique de 7 hectares, il se développa un type de propriété que l'on peut définir comme «l'exploitation familiale commerciale». Cette forme de propriété se base essentiellement sur le travail familial, s'appuyant sur le travail salarié que de façon limitée et sporadique.²⁷⁴ Elle fait appel à certaines techniques de production capitalistes mentionnées plus haut, mais de façon limitée. Toutefois, elle répond à la même dynamique de profitabilité que la propriété typiquement capitaliste puisqu'elle s'inscrit à l'intérieur des relations de marché qui se développent à la suite de la réforme agraire.²⁷⁵ Ainsi, les deux formes de propriété présentées jusqu'à présent, soit la propriété capitaliste et la «propriété familiale», répondent toutes deux à l'un des objectifs principaux de la réforme agraire, soit la soumission de l'agriculture à une dynamique de productivité capitaliste.²⁷⁶ Toutefois, ces deux catégories ne regroupèrent pas plus du quart du total des propriétés agricoles.

Le principal effet de la répartition inégale des terres durant la réforme agraire est que 72% des nouveaux paysans propriétaires obtinrent des terres en dessous du seuil de subsistance. Ils se situaient hors du marché compte tenu de leur incapacité à produire

²⁷² Voir les tableaux 5 et 7 reproduits à l'annexe A pour des statistiques sur la mécanisation et la main d'œuvre

²⁷³ Shoko Okazaki, 1968, *The Development of Large-Scale Farming in Iran: The Case of the Province of Gorgan*, Tokyo, Institute of Asian Economic Affairs, p. 14-21.

²⁷⁴ Voir le tableau 7 reproduit à l'annexe A pour des statistiques sur la main d'œuvre

²⁷⁵ Ces deux types de propriété représentent 80% du surplus marchandisé, voir le tableau 5 reproduit à l'annexe A

²⁷⁶ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 119-125.

un surplus marchandisable au-delà du seuil permettant le remboursement de leurs dettes et des paiements au gouvernement. Dans ce cas, comme nous le verrons plus en détail, la logique de subsistance demeura la principale logique de production pour une majorité de la population rurale. Les conditions de vie d'une majorité de la population rurale stagnèrent ou même régressèrent dans les années suivant la réforme agraire (nous détaillerons ce fait plus loin dans le chapitre). L'insuffisance de terres ne fut pas le seul problème touchant cette catégorie, une importante partie du système d'irrigation demeura entre les mains des anciens propriétaires. Pour les classes rurales plus aisées, l'investissement dans des canaux d'irrigation fut considéré comme profitable. Ainsi, les petits paysans furent à la merci des plus fortunés quant aux prix associés à l'irrigation. Si ces premiers n'avaient pas la capacité de payer, une partie des terres dut être laissée en jachère, dans certains cas, elle fut louée aux grands propriétaires.²⁷⁷

Ces tendances dans l'évolution des relations de propriété agraires furent renforcées durant les années suivant la réforme, de sorte que les inégalités se virent renforcées. Cette orientation prise par le développement agricole peut être expliquée par la répartition des nouvelles terres cultivées à partir de 1960. Des 5 millions d'hectares nouvellement cultivés entre 1960 et 1974, 84% fut concentré dans les mains des 20% des plus grands propriétaires, en contrepartie seulement 4.1% de cette augmentation se fit chez les 60% des plus petits propriétaires. On remarque une perte nette de 0.4% si l'on prend en compte les 40% des plus petites propriétés (voir le tableau 6 reproduit à l'annexe A pour l'évolution des propriétés entre 1960 et 1974).²⁷⁸ On constate donc une consolidation des deux premières formes de propriété aux dépens de la dernière.

²⁷⁷ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 93.

²⁷⁸ Massoud Karshenas, 1990, *op. cit.*, p. 159.

3.3.2 Les coopératives et l'accès au crédit

Nous avons brièvement présenté au troisième chapitre les objectifs officiels des coopératives lors de leur création en 1962. À cette époque, Arsanjani voyait les coopératives comme une institution qui permettraient aux paysans de gérer leurs affaires de façon indépendante du gouvernement. Toutefois, une fois Arsanjani congédié, les coopératives devinrent des instruments du pouvoir politique et administratif de l'État dans les campagnes. Leur nombre fut coupé et leur gestion centralisée.²⁷⁹ De plus, ce fut les paysans les plus aisés qui occupèrent les postes administratifs au sein des coopératives, et qui s'établirent comme intermédiaire entre le village et le gouvernement, de sorte que les opérations des coopératives ne reflétèrent pas les besoins d'une majorité de la population rurale.²⁸⁰

Suite à ces développements, le seul rôle que maintenu le réseau de coopératives dans le processus de production fut la provision de crédit, et même dans ce cas, les performances furent décevantes. La part du crédit agricole qui fut acheminée au travers des coopératives démontre clairement le biais du gouvernement pour les opérations capitalistes à grande échelle. Par exemple, pour la période de 1963 à 1972, les prêts venant des coopératives représentaient en moyenne seulement 9 % du total du crédit accordé au secteur agricole.²⁸¹ Ainsi, durant la période de 1962 à 1974, la moyenne des crédits fournis par les coopératives représentait environ 6 000 rials par membre, l'équivalent des dépenses correspondant environ à la production d'un hectare de blé durant l'hiver.²⁸²

²⁷⁹ Ali Farazmand, 1989, *op. cit.*, p. 118-121.

²⁸⁰ Paul Vieille, 1972, *op. cit.*

²⁸¹ Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 115.

²⁸² Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 109.

De plus, le format des prêts ne fut également pas adapté aux besoins des petits producteurs, tous les prêts furent accordés le même jour et tous les membres durent les rembourser à la même date, un an après. De plus, de nouveaux prêts ne purent être émis tant que tous les membres n'eurent pas remboursé le précédent. L'insuffisance et la courte échéance des prêts ne permirent pas d'investissements à long terme de la part des paysans, de sorte qu'une grande proportion fut utilisée à des fins de consommation directe. Enfin, une majorité de paysans demeurèrent dépendants des sources traditionnelles de crédit (usuriers, marchands, boutiquiers) et de leurs hauts taux d'intérêt.²⁸³

La Banque de Développement Agricole, propriété du gouvernement, ainsi que certaines banques commerciales fournirent des prêts à moyen et long terme. Toutefois, de tels prêts furent réservés aux fermes de plus de 100 hectares, de sorte que près de 88% des propriétaires furent incapables d'obtenir de tels prêts.²⁸⁴ L'inégalité dans le financement de l'agriculture fut encore plus accentuée par la politique agroindustrielle du gouvernement, qui sera l'objet de la prochaine section. Durant la période de 1968 à 1971, les paysans qui empruntaient par l'entremise des coopératives recevaient l'équivalent de 11 à 18% de la somme des prêts et subventions que les corporations agricoles recevaient par membre. Les prêts aux corporations furent également à plus long terme et à un taux d'intérêt de 1% en comparaison avec le taux de 6% offert par les coopératives.²⁸⁵ Malgré une hausse significative du support financier aux coopératives dans le milieu des années 70, le système à deux vitesses fut maintenu. Si l'on prend l'année 1976, le financement des projets à grande échelle représentait 19% du total des dépenses gouvernementales en

²⁸³ *Ibid*, p. 109-110.

²⁸⁴ Fatemeh E. Moghadam, 1996, *op. cit.*, p. 86.

²⁸⁵ Statistical Centre of Iran, 1976, *Statistical Yearbook 1973*, Téhéran, p. 184, 216.

agriculture alors que le financement des coopératives, qui représentait 90% de la population rurale, ne reçut que 16% du financement.²⁸⁶

3.3.3 L'échec du virage agroindustriel

Le résultat de la répartition inégale des terres fut donc une stagnation de la productivité agricole (voir section 4.4.1 pour une discussion de la productivité agricole). C'est face à ce constat d'échec que le gouvernement modifia sa politique agricole afin d'encourager de façon plus agressive la productivité. Le problème étant perçu comme émanant de la trop petite taille des fermes et de leur caractère «non-économique», la priorité de la politique agricole du gouvernement fut d'encourager la formation d'exploitations à grande échelle ainsi que de méthodes de production mécanisées suivant un modèle intensif en capitaux. L'État visait ainsi à éliminer un frein important au développement de relations de propriété capitalistes, soit la persistance d'une large population de paysans produisant pour leur subsistance.²⁸⁷ La nouvelle politique comprit six objectifs officiels: (1) mécaniser et augmenter l'échelle des opérations; (2) augmenter le revenu par tête des paysans; (3) familiariser ces derniers aux méthodes modernes d'agriculture; (4) de réduire le ratio d'habitant à la terre (*man-land ratio*); (5) mettre fin à la fragmentation de la propriété agricole; (6) étendre l'aire cultivée. Un important objectif non avoué fut également de renforcer le contrôle économique et politique de l'État sur l'activité agricole.²⁸⁸

C'est ainsi que furent créées les corporations agricoles. Vers la fin de l'année 1969, 19 corporations furent fondées malgré une résistance paysanne étendue. Ce nombre monta à 27 en 1971 et à 43 en 1973, leur taille variant de 80 membres à 1 200

²⁸⁶ Manoucher Parvin et Amir N. Zamani, 1979, «Political Economy of Growth and Destruction: A statistical Interpretation of the Iranian Case», *Iranian Studies*, vol. 12, no. 1-2, p. 56,

²⁸⁷ Ali Farazmand, 1989, *op. cit.*, p. 128; Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 145; Fred Halliday, 1979, *op. cit.*,

²⁸⁸ *Ibid*, p. 10.

membres.²⁸⁹ Celles-ci furent mises en place en regroupant ensemble les terres de plusieurs villages et tous les paysans qui s'y trouvèrent furent éligibles à devenir membres, regroupant ainsi grands et petits propriétaires ainsi que locataires. Chaque membre devait abandonner de façon permanente ses droits de propriété en échange de parts dans la corporation distribuée proportionnellement à la quantité de terres possédées. Les membres purent être par la suite engagés par la corporation en tant que travailleur salarié, mais ce ne fut pas le cas de tous les membres en raison des méthodes de production intensives en capitaux qui furent introduites et qui limitèrent le nombre d'emplois disponibles.²⁹⁰

Parallèlement à la création des corporations agricoles, le gouvernement misa également sur la mise en place de projets agroindustriels. Ces projets furent mis en place avec la collaboration de conseillers américains. L'un de ses conseillers fut David Lilienthal, l'un des pionniers de la mission modernisatrice américaine. Ce dernier fut le président de la *Tennessee Valley Authority* (TVA), un projet américain de l'ère du New Deal, qui avait permis, par l'entremise d'une coopération entre le secteur privé et public, la modernisation de l'une des régions les moins développées des États-Unis. Lilienthal fut convaincu que le modèle de la TVA représentait l'alternative modernisatrice libérale que les États-Unis devaient opposer au modèle communiste.²⁹¹

C'est sur ce modèle que fut basée la politique agroindustrielle du gouvernement iranien. Son objectif fut la création, sous l'égide de l'État, de coentreprises, réunissant des investisseurs domestiques et étrangers, auxquelles seraient vendues de larges étendues de terres irriguées au travers d'un système de barrages, variant de 5 000 à 20 000 hectares. Le gouvernement mit plusieurs mesures en place afin d'encourager les

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 84.

²⁹¹ Pour une analyse détaillée de la pensée modernisatrice de Lilienthal, voir David Ekbladh, 2011, *op. cit.*, p. 77-113.

investissements dans ces entreprises, accordant des congés fiscaux, des prêts à long terme et le partage des coûts de construction. L'État entreprit également de racheter les droits de propriété des paysans se trouvant dans les territoires désignés. Dans plusieurs cas, les villages furent nivelés au bulldozer et leurs habitants déplacés dans de nouvelles villes inadéquatement construites aux besoins des nouveaux habitants.²⁹² Encore une fois, en raison du caractère intensif en capital de ces entreprises, certains paysans expropriés furent engagés comme travailleurs salariés, mais plusieurs autres perdirent le contrôle de leurs moyens de subsistance.

Autant les corporations agricoles que les projets agroindustriels furent de retentissants échecs sur le plan de la productivité. Comparant leur productivité avec celle des propriétaires capitalistes et des «fermes familiales commerciales», Fatemeh E. Moghadam et Homa Katouzian en viennent à la conclusion que leur performance fut loin d'être remarquable.²⁹³ Malgré les investissements majeurs qui furent pompés dans ces entreprises, elles ne produisirent que 4 à 5 % du produit agricole iranien.²⁹⁴ Ces piètres performances furent premièrement le résultat de l'ignorance des administrateurs étrangers face aux conditions environnementales iraniennes. De plus, il y eut clairement un manque d'intérêt pour le développement à long terme de l'agriculture iranienne, les décisions furent basées sur l'espérance de profits rapides. Richards rapporte également que les multinationales qui investirent dans ces projets voyaient plutôt leurs investissements comme un tremplin vers une relation d'affaires lucrative avec le gouvernement du Chah.²⁹⁵

²⁹² Helmut Richards, 1975, *op. cit.*, p. 14.

²⁹³ Fatemeh E. Moghadam, 1985, «An Evaluation of the Productive Performance of Agribusinesses: An Iranian Case Study», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 33, no.4; Homa Katouzian, 1981, *The Political Economy of Modern Iran: Despotism and Pseudo-Modernism, 1926-1979*. New York, New York University Press, p. 310.

²⁹⁴ Helmut Richards, 1975, *op. cit.*, p. 16.

²⁹⁵ *Ibid*, p. 17.

Le virage agroindustriel marqua définitivement la négation de l'esprit redistributif de la première phase de réforme. Plusieurs paysans qui avaient obtenu des droits de propriété durant les phases précédentes furent dépossédés. Malgré le fait qu'au sein des corporations agricoles, leurs pertes furent compensées par l'obtention de parts dans l'entreprise, plusieurs petits paysans perdirent leur intérêt dans la performance des corporations une fois qu'ils furent forcés à faire du travail salarié sur les terres qui leurs avaient auparavant appartenues.²⁹⁶ Compte tenu également que pour plusieurs les dividendes obtenus ne furent pas suffisants pour assurer leur reproduction, plusieurs petits actionnaires vendirent tout simplement leur part. Ce fut d'ailleurs la politique générale des corporations d'encourager ceux-ci à vendre leurs parts aux plus grands actionnaires ou directement à la corporation.²⁹⁷ Ainsi, plusieurs paysans qui avaient récemment obtenu des terres les revendirent à leurs anciens propriétaires. Cette politique mena ainsi à une concentration de la propriété et l'augmentation du prolétariat rural.

3.4 Pauvreté, inégalité, chômage, expropriation et migration urbaine : les conséquences de la réforme agraire

3.4.1 Pauvreté et inégalité

La détermination du taux de croissance de la production agricole durant la période d'après-réforme est un sujet qui porte à débat. Plusieurs auteurs parlent d'une stagnation de l'agriculture alors que d'autres se montrent plus optimistes.²⁹⁸ La principale cause de cette difficulté est le fait que les statistiques officielles sont généralement considérées comme bonifiées afin de plaire aux élites politiques. Nous

²⁹⁶ Fatemeh H. Moghadam, 1985, *op. cit.*, p. 771.

²⁹⁷ Thierry Brun et René Dumont, 1978, «Iran: Imperial Pretensions and Agricultural Dependence», *MERIP reports*, vol. 8, p. 18.

²⁹⁸ Pour une idée du débat sur cette question, voir: Fatemeh E. Moghadam, 1996, *op. cit.*, p. 89; Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 121, Ervad Abrahamian, 1982, *op. cit.*, p. 492; Homa Katouzian, 1981, *op. cit.*, p. 304.

choisirons la route médiane en nous fiant à différents auteurs qui estiment prudemment le taux de croissance agricole post-réforme à environ 2 à 3 %.²⁹⁹ Toutefois, même dans ce cas, le taux est biaisé si l'on considère qu'une importante partie de cette hausse est due à l'augmentation de la productivité des cultures commerciales.³⁰⁰ Donc si on considère la productivité des principales cultures vivrières, soit le blé et l'orge, on peut en conclure qu'elle fut stagnante.³⁰¹ Cette distinction est importante puisque l'on peut croire que ce furent ces cultures vivrières qui furent principalement cultivées par la majorité des petits paysans visant la subsistance.

Ce constat de quasi-stagnation de la production agricole, jumelée au régime à trois vitesses que nous avons exposé plus haut sont des indicateurs du niveau de pauvreté et d'inégalité dans la campagne iranienne post-réforme. En 1963, les quatre déciles de la population rurale la plus pauvre furent responsables de 19,5% du total de la consommation rurale. En 1973, cette proportion avait chuté à 16% alors que les deux déciles de la population rurale la plus riche augmentaient sa part de la consommation de 41% à 48% durant la même période.³⁰² Étant donné que ces statistiques concernent la consommation et non le revenu, nous pouvons assumer que les inégalités de revenus devraient être encore plus accentuées si l'on considère l'endettement des petits paysans. H. T. Oshima affirme que la dette moyenne des ménages ruraux excédait leurs revenus. Ceci fait entrevoir un portrait encore plus clair des inégalités rurales, considérant que plusieurs ménages consommaient plus que ce qu'ils gagnaient.³⁰³ Cette statistique est confirmée par différentes études de terrain qui

²⁹⁹ Homa Katouzian, 1983, «The agrarian question in Iran», dans A.K. Ghose (ed.), *Agrarian Reform in Contemporary Developing Countries*, Londres, Croom Helm, p. 320-321; Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 126-127; Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 132.

³⁰⁰ Oddvar Aresvik, 1976, *The Agricultural Development of Iran*, New York, Praeger, p. 49-50.

³⁰¹ Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 130.

³⁰² Manoucher Parvin et Amir N. Zamani, 1979, *op. cit.*, p. 47.

³⁰³ H. T. Oshima, 1973, «Employment and Income Policies for Iran Income Distribution», *Mission Working Paper*, Genève, International Labor Organisation.

rapportent de multiples cas de déficit de revenus.³⁰⁴ Toutefois, il n'y eut pas seulement une augmentation des inégalités en terme de proportions, il y eut également diminution absolue des revenus réels des quatre premiers déciles de la population rurale. En 1963, ceux-ci entretenaient une consommation moyenne de 2 500 rials par mois, cette consommation chuta à 2 400 rials en 1973.³⁰⁵

3.4.2 Chômage rural

Comme mentionné plus haut, en réservant la redistribution des terres aux détenteurs de droits de culture traditionnels, la réforme agraire excluait environ 40% de la population rurale (les *kushnishins*), dont une importante majorité constitua une «armée de réserve» de travailleurs agricoles. C'est cette population qui fut la plus durement affectée par la politique de la réforme agraire, principalement en raison d'une baisse des opportunités d'emploi agricoles qui mena à une situation critique de chômage rural.

Différents facteurs peuvent être attribués à cette augmentation du chômage dans le secteur agricole, le premier étant l'amélioration progressive des techniques de production, principalement sur les moyennes et grandes propriétés. En plus de fournir du crédit et des investissements disponibles principalement aux propriétés à grande échelle, le gouvernement encouragea également l'investissement dans les méthodes de production intensives en capital en accordant des exemptions de tarifs pour l'importation de machinerie agricole.³⁰⁶ De plus, la politique concernant les projets agroindustriels et les corporations agricoles fut une tentative délibérée de réduire la proportion de main d'œuvre dans le processus de production. Il en résulta qu'en

³⁰⁴ R. T. Antoun, 1976, «The Gentry of a Traditional Peasant Community Undergoing Rapid Technological Change: An Iranian Case Study», *Iranian Studies*, vol. 9, p. 4. Plusieurs autres études en langue perse viennent corroborer ce point, voir: Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 141.

³⁰⁵ Manoucher Parvin et Amir N. Zamani, 1979, *op. cit.*, p. 49.

³⁰⁶ Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 123.

1973, alors que 15% des terres furent cultivées par ces projets à grande échelle, ceux-ci n'employèrent que 0,3% de la force de travail agricole.³⁰⁷

La transformation des relations de propriété dont nous avons traité plus haut est également un facteur qui a favorisé le chômage rural. Le développement des «fermes familiales commerciales» contribua de façon importante à la réduction des emplois agricoles puisque ces dernières reposaient essentiellement sur la main d'œuvre familiale. L'un des facteurs qui a permis l'exploitation de propriétés de plus en plus larges par le travail familial fut l'amélioration des techniques de production, mais également la dissolution des liens traditionnels, qui permirent en quelque sorte d'insuffler une motivation économique supplémentaire dans l'utilisation du travail.³⁰⁸ Selon Hooglund ce phénomène entraîna l'élimination des opportunités d'emploi sur plus de 25% des terres qui avant la réforme fournissaient de l'emploi aux *kushnishins*.³⁰⁹

La redistribution inégale des terres contribua également au sous-emploi dans le domaine agricole. Dans la plupart des cas, les paysans qui reçurent moins de 7 hectares de terres ne pouvaient produire assez afin d'assurer la reproduction de leur famille. Dans cette situation, la principale source alternative de revenus pour ces familles fut le travail salarié. C'est ainsi que les petits paysans entrèrent en compétition avec les *kushnishins* pour les emplois disponibles dans les champs détenus par les moyens et grands propriétaires.³¹⁰ Amid estime qu'environ 65% de la population rurale soit près de 80 % des petits paysans devaient travailler à l'extérieur de leurs terres afin d'assurer leur subsistance.³¹¹

³⁰⁷ Helmut Richards, 1975, *op. cit.*, p. 14.

³⁰⁸ Paul Vieille, 1972, *op. cit.*, p. 354-355. Le tableau 7 reproduit dans l'annexe A nous offre des statistiques sur l'utilisation du travail familial.

³⁰⁹ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 97.

³¹⁰ *Ibid.*

³¹¹ Mohammad Javad Amad, 2011, *op. cit.*, p. 109.

3.4.3 Migration urbaine

Suivant notre réflexion, la réforme agraire mena à une marginalisation des *kushnishins*. Alors que leur sécurité d'emploi fut un problème avant la réforme, la situation s'aggrava de façon considérable à la suite de la transformation des relations de propriété. De plus, alors que sous le système de métayage, les *kushnishins* pouvaient espérer acquérir des droits de culture, la réforme mit fin à tout espoir d'accéder à la propriété terrienne. Devant cette situation de plus en plus précaire, la seule solution s'offrant à ces derniers fut de migrer vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie. C'est cette classe de paysans sans terres qui fut à l'origine de la majorité des migrants urbains durant la période de 1962-1979.³¹²

Toutefois, les *kushnishins* ne représentèrent pas le seul groupe à migrer vers les villes dans le but d'échapper à leur statut de précarité. Premièrement, en ce qui a trait aux petits propriétaires, plusieurs membres de leurs familles, en majorité les jeunes hommes, durent également quitter vers la ville à la recherche de revenus supplémentaires afin d'assurer la subsistance de leur famille. Cette migration put se faire sur une base quotidienne pour ceux habitant autour des grands centres urbains, ou sur des bases saisonnière ou permanente dans le cas des régions éloignées. Ce phénomène représenta un problème additionnel pour les petits paysans puisque cela les privait de leur principale source de main d'œuvre.³¹³

De plus, au fur et à mesure, plusieurs petits paysans furent endettés au point de ne plus pouvoir s'acquitter de leurs obligations, ce qui mena à une vague d'expropriation. Dans plusieurs cas, cette vague d'expropriation profita aux grands et moyens propriétaires qui augmentèrent la taille de leur propriété en rachetant ces terres (voir le tableau 6 reproduit à l'annexe A). Dans d'autres cas, les petits paysans

³¹² Farhad Kazemi, 1980, *Poverty and Revolution in Iran: The Migrant Poor, Urban Marginality and Politics*, New York, New York University Press, p. 35.

³¹³ Eric Hooglund, 1982, *op. cit.*, p. 94.

furent la proie d'un nouveau groupe de propriétaire terrien, soit les spéculateurs qui cherchaient à acheter des terres aux environs des grandes villes dans le but des revendre à gros prix.³¹⁴ À cela s'ajoutent ceux qui perdirent leurs droits de propriété au travers de l'implantation des corporations agricoles et des projets agroindustriels. On peut également compter plusieurs paysans qui furent expropriés de façon légale ou illégale durant tout le processus de réforme. Farazmand estime à 500 000 le nombre de familles paysannes qui obtinrent des droits de propriété, mais en furent par la suite privées.³¹⁵

Ainsi, la conséquence principale du bouleversement des relations de propriété engendré par la réforme agraire fut l'exode massif d'une population rurale proletarianisée. De 1956 à 1966³¹⁶, la migration urbaine représenta 1 680 000 individus. Ce chiffre peut être considéré comme une augmentation substantielle si l'on se fit à Julian Bharier, qui estime que cette migration représentait 685 000 individus entre 1900 et 1956.³¹⁷ Ce processus ne ralentira pas, de sorte qu'entre 1966-1976, 2 111 000 individus migrèrent de la campagne vers la ville.³¹⁸ Selon Kazemi et Mohtadi, pour une large proportion de cette population migrante, ce fut la situation économique précaire qui fut la principale raison les poussant à quitter la campagne.³¹⁹

³¹⁴ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p.

³¹⁵ Ali Farazmand, 1989, *op. cit.*, p. 128.

³¹⁶ Nous ne pouvons fournir de statistiques à partir de 1962 puisque les seules données disponibles sont celle des recensements, qui débutent en 1956 et furent renouvelées à chaque 10 ans.

³¹⁷ Julian Bharier, 1971, *Economic Development in Iran: 1900-1970*, Londres, Oxford University Press, p. 28.

³¹⁸ Farhad Kazemi, 1980, *op. cit.*, p. 28.

³¹⁹ Hamid Mohtadi, 1990, «Rural Inequality and Rural-Push versus Urban-Pull Migration: The Case of Iran, 1956-1976», *World Development*, vol. 18, no. 6, p. 837-844; Hamid Mohtadi, 1986 «Rural Stratification, Rural to Urban Migration and Urban Inequality: Evidence From Iran», *World Development*, vol. 14, no. 6, p. 713-725; Farhad Kazemi, 1980, *op. cit.*, p. 43.

3.5 L'État, le développement industriel et les classes sociales urbaines

Maintenant que nous avons traité des effets de la réforme agraire dans l'introduction de relations de propriété capitalistes, la prolétarianisation et la migration urbaine, nous allons nous intéresser au deuxième volet principal du programme de modernisation du Chah, soit la politique d'industrialisation. Comme nous le verrons dans la conclusion de ce chapitre, ce sera la combinaison des effets de ces deux volets qui entraîna l'alliance révolutionnaire de 1979.

3.5.1 La politique d'industrialisation: la création «artificielle» d'une élite capitaliste industrielle

En ce qui a trait à la politique de développement industriel, celle-ci reflète le rôle joué par les multiples conseillers américains travaillant avec les différents ministères iraniens et l'influence grandissante de la théorie de la modernisation auprès du Chah et de la nouvelle bureaucratie iranienne.³²⁰ Ce biais modernisateur de l'administration iranienne explique en grande partie la voie prise dans le développement industriel, basée sur une idéalisation du parcours occidental, soit celle d'un développement rapide basé sur de larges industries intensives en capitaux utilisant des méthodes de production à la fine pointe de la technologie.

Cette stratégie fut essentiellement basée sur cinq piliers: 1) des investissements directs de l'État, spécialement dans les industries lourdes intensives en capitaux; 2) la provision de fonds disponibles au secteur privé. Le secteur bancaire privé iranien ne fut jamais développé au point d'être une source importante de capitaux industriels, de sorte que le gouvernement dut fournir des fonds aux industries au travers de multiples institutions; 3) la prise en charge de la construction d'infrastructures nécessaires à l'industrialisation: routes, ports, barrages et centrales électriques; 4) la mise en place

³²⁰ Vali Nasr, 2000, «Politics Within the Late-Pahlavi State: The Ministry of Economy and Industrial Policy, 1963-1969», *International Journal of Middle East Studies*, vol.32, no.1, p. 100.

de régulations visant la protection et la profitabilité des industries naissantes. Le gouvernement mit en place une politique de substitution à l'importation, soit une augmentation sélective des tarifs à l'importation dans le but d'éviter la compétition externe. La profitabilité des entreprises fut également assurée par un système de licences limitées visant la création artificielle d'oligopoles en plus de la mise en place de congés fiscaux et d'exemptions douanières; 5) malgré la politique de substitution aux importations et une limite de 49% du contrôle étranger des firmes iraniennes, l'État visait à favoriser le lien entre l'industrialisation et les capitaux étrangers, notamment par la promotion de coentreprises, le rapatriement des profits et l'importation de technologies occidentales.³²¹

Malgré l'investissement important du gouvernement dans le processus d'industrialisation, le but ne fut pas d'augmenter la propriété étatique dans le domaine industriel, au contraire, celui-ci eut comme principal objectif, outre le développement économique, le développement d'une classe capitaliste industrielle domestique qui offrirait son appui politique en raison de sa dépendance envers l'État. Le secteur privé eu ainsi un rôle important dans ce processus, la part de propriété étatique dans le secteur industriel passa de 50% en 1941 à 17% en 1963, notamment au travers d'un transfert des parts comme compensation de l'expropriation des propriétaires terriens à la suite de la réforme agraire.³²² Cette classe capitaliste pourrait par la suite profiter de l'important bassin de main-d'œuvre mis à leur disposition par la réforme agraire.

Nous avons discuté au deuxième chapitre de la transformation de l'alliance de classe de l'État au travers du processus d'«internationalisation» qui eut lieu à partir du coup d'État de 1953. C'est ainsi sur la base de cette nouvelle alliance entre l'État, la classe capitaliste internationale et la bourgeoisie industrielle domestique que se construisit la

³²¹ Misagh Parsa, 1989, *Social Origins of the Iranian Revolution*, Rutgers University Press, p. 67-70; Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 149-151; Nikki Keddie, 2006, *op. cit.*, pp. 157-161.

³²² John Foran, 1993, *op. cit.*, p. 328.

trajectoire d'industrialisation de l'Iran. Le programme d'industrialisation fut fortement marqué par le caractère redistributif de l'État. En ce sens, le principal rôle de l'État fut la redirection des revenus de la rente pétrolière vers les activités productives. Revenant au concept de «révolution par le haut», le développement du capitalisme industriel iranien prit une forte dimension patrimoniale étant donné qu'il fut médiatisé au travers des intérêts politiques étroits de la monarchie, soit la reproduction et la consolidation de son régime.

Jusqu'au début des années soixante, le développement industriel iranien fut limité, la classe industrielle domestique fut constituée des survivants du programme de modernisation de Reza Chah ainsi qu'une petite fraction d'individus qui avaient profité de l'intégration du pays au système capitaliste mondial. On peut donc dire que la classe industrielle domestique qui émergea durant les décennies 60 et 70 fut en large part créée «artificiellement» par l'État au travers de la redistribution de la rente pétrolière. Nous utilisons le terme «artificiellement» puisque comme mentionné plus haut, c'est par l'entremise de mesures protectionnistes, soit des barrières tarifaires et un système de licences limitées, et de subventions, sous forme de congés fiscaux ou de prêts à faibles intérêts, que fut créée de toutes pièces une bourgeoisie industrielle nationale. C'est ainsi par la création de monopoles que des profits industriels élevés furent garantis, menant à la consolidation rapide d'une classe industrielle capitaliste. Ce modèle permit également à l'État de maintenir un contrôle serré sur le processus d'industrialisation et d'assurer la dépendance et le support politique de cette nouvelle classe.³²³

Toutefois, si ce modèle permit la création rapide d'une classe industrielle domestique, celui-ci eut plusieurs limitations. Premièrement, cette stratégie monopolistique empêcha l'élargissement de la base industrielle et mena à une forte concentration

³²³ Hossein Bashiriyeh, 2011, *op. cit.*, p. 39-43.

économique. Le cœur de cette base industrielle fut composé de plus ou moins 150 familles qui possédaient 67% de toutes les industries et institutions financières du pays. Ainsi, la base industrielle, malgré son énorme pouvoir économique, demeura limitée en termes de nombre.³²⁴ Deuxièmement, cette stratégie empêcha la création d'une forte dynamique entrepreneuriale, limitant la croissance, la diversification et la productivité du capitalisme iranien. La principale stratégie de cette nouvelle bourgeoisie industrielle fut de se maintenir à l'intérieur des secteurs «sûrs» de l'économie et de profiter de la protection et des privilèges de l'État afin de maximiser leur taux de profits. De cette façon, la dépendance de cette classe sur l'État limita sa capacité d'innovation et de prise de risque, limitant le caractère dynamique et expansionniste du capitalisme iranien.³²⁵ De plus, les industries iraniennes n'étaient pas compétitives sur le marché mondial, de sorte qu'en 1976, les exportations de produits autres que le pétrole ne représentèrent que 3% du total des exportations.³²⁶

Troisièmement, le modèle intensif en capital sur lequel fut basé le programme d'industrialisation rendu le secteur industriel domestique dépendant des puissances capitalistes mondiales autant pour l'importation de technologies avancées que pour la provision des capitaux (la constitution des coentreprises entre les capitaux internationaux et domestiques fut fortement encouragée par l'État). D'un autre côté, ces industries eurent très peu de liens avec le reste de l'économie iranienne, particulièrement le secteur «traditionnel» du bazar, de sorte que celles-ci représentèrent des «enclaves industrielles» tournées vers l'extérieur plutôt que l'intérieur.³²⁷ Le tableau 8 reproduit à l'annexe A démontre comment le développement économique des années 60 et 70 fut accompagné d'une dépendance de plus en plus poussée envers le marché mondial.

³²⁴ Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*, p. 69-70.

³²⁵ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 152.

³²⁶ Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*, p. 68.

³²⁷ Mansoor Moaddel, 1993, *Class, Politics, and Ideology in the Iranian Revolution*, New York, Columbia University Press, p. 85.

3.5.2 Industrialisation, emploi et précarité

Un autre problème de la nature limitée du développement industriel iranien fut sa capacité d'absorption de la main d'œuvre qui fut libérée par la réforme agraire. Comme mentionné plus haut, l'un des objectifs de la réforme agraire fut de rendre disponible une «armée de réserve» de main d'œuvre qui put être mobilisée par l'effort d'industrialisation. Toutefois, le modèle d'industrialisation basé sur l'industrie lourde intensive en capital limita la capacité d'absorption de la main d'œuvre dans le processus d'industrialisation.³²⁸ De plus, l'utilisation de technologies importées demanda l'emploi d'une main-d'œuvre qualifiée qui était quasi-inexistante en Iran, de sorte que plusieurs de ces postes furent comblés avec de la main-d'œuvre étrangère, provenant principalement des puissances capitalistes.³²⁹

Le résultat fut que sur les 1 461 000 travailleurs du secteur manufacturier présent en 1968, seulement 17% furent employés dans des unités industrielles de plus de 10 travailleurs. Ce chiffre augmenta à 29 % à l'aube de la révolution en 1977.³³⁰ Ces statistiques laissent présager qu'une majorité de travailleurs ne joignirent pas les rangs de la classe ouvrière moderne, mais furent plutôt engagés dans les petites manufactures opérées par le bazar.

La combinaison de cette capacité d'absorption limitée du secteur industriel et de la forte migration urbaine fut un transfert de la précarité rurale vers la précarité urbaine. Le flot de migrants ne fut qu'augmenter le bassin de main-d'œuvre non qualifiée.³³¹ La majorité des emplois disponibles pour cette population furent des emplois précaires et sous payés. Le secteur par excellence fut celui de la construction, qui

³²⁸ *Ibid*, p. 125.

³²⁹ Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 187.

³³⁰ Mansoor Moaddel, 1993, *op. cit.*, p. 125.

³³¹ Hamid Mohtadi, 1990, *op. cit.*; Hamid Mohtadi, 1988, *op. cit.*

subit une explosion suivant l'augmentation des revenus pétroliers. Toutefois, au-delà d'une mince couche d'ouvriers spécialisés (plombiers, électriciens, etc.) les emplois disponibles dans ce secteur furent sous payés et temporaires. De plus, ce secteur fut très volatile, autant fut-il celui qui augmenta le plus durant le boom pétrolier qu'il fut également le premier à s'effondrer dans les temps plus durs.³³²

Le résultat de cette importante vague de prolétarianisation urbaine fut une exacerbation des inégalités sociales et des problèmes liés à l'urbanisation rapide. Le principal problème créé fut celui de la pénurie de logements. Malgré l'augmentation du financement étatique pour la construction des logements, ceux-ci furent majoritairement occupés par des travailleurs cols blancs plus aisés. Cette pénurie de logements fut doublée d'une augmentation drastique du prix des loyers. La combinaison de ces deux facteurs entraîna le développement de plusieurs bidonvilles en lisière de Téhéran et d'autres grands centres urbains. La majeure partie des habitants de ces bidonvilles fut composée des travailleurs non qualifiés dont nous avons discuté plus haut. Ces endroits furent marqués par des conditions de vie difficiles, entre autres causées par l'inaccessibilité de plusieurs services, incluant l'eau courante, l'électricité, le transport public, la collecte des déchets, les soins de santé et l'éducation. L'érection de ces bidonvilles entraîna également un affrontement entre les résidants et les autorités municipales et gouvernementales à partir des années 70, en plusieurs points une prélude à la crise de 1978-1979.³³³

3.6 L'aliénation des secteurs traditionnels de la société: le bazar et les oulémas

Ainsi, suivant notre analyse, le développement du capitalisme industriel iranien s'est en quelque sorte superposé sur la société iranienne. La nature de ce développement

³³² Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 183-184.

³³³ Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*, p. 76-79.

s'explique en retournant aux concepts de révolution par le haut et de développement inégal de l'État moderne. La trajectoire du développement industriel en Iran met en lumière la faiblesse structurelle de l'État Pahlavi, jusqu'ici masqué par son caractère autoritaire. Comme nous l'avons vu, c'est en se désenchantant des relations sociales internes et en s'appuyant sur le marché mondial, la rente pétrolière et une alliance politico-militaire avec les puissances capitalistes que Mohammad Reza Chah parvint à former un État disposant des capacités infrastructurelles (principalement une bureaucratie et une armée moderne) et de l'autonomie lui permettant d'engager l'Iran sur la voie de la modernité (dans ce cas-ci, une modernité capitaliste basée sur le modèle occidental).

Suivant le concept d'autonomie enchâssée³³⁴, le pouvoir et l'autonomie de l'État ne dépendent pas de sa capacité à imposer un changement par la force. Au contraire, ce caractère despotique de l'État cache une faiblesse majeure, soit son incapacité à pénétrer plus profondément les relations sociales de façon à inciter un changement de l'intérieur plutôt qu'un changement imposé par le haut. C'est cette faiblesse majeure de l'État Pahlavi, désenchanté des relations sociales de la société iranienne qui explique la nature superposée du développement industriel iranien. Incapable de produire un changement endogène, l'État créa de toutes pièces une classe industrielle capitaliste qui, selon les principales thèses de la théorie de la modernisation, supplanterait rapidement les secteurs «traditionnels» voués à la disparition. Cette trajectoire entraîna avec elle une contradiction majeure dans le processus de développement du capitalisme iranien, soit un profond dualisme entre un secteur capitalisme moderne artificiellement créé et soutenu par l'État et la reproduction des

³³⁴ Ce concept fut premièrement développé implicitement par Michael Mann et par la suite par Peter Evans et Linda Weiss, voir: Michael Mann, 1993, *The Sources of Social Power, Vol. II: The Rise of Classes and Nations-States, 1760-1914*, New York, Cambridge University Press; Peter Evans, 1995, *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation*, Princeton, Princeton University Press; Linda Weiss, 1998, *The Myth of the Powerless State*, Cornell University Press. Notre lecture du concept se base principalement sur les travaux de John M. Hobson, voir: John M. Hobson, 2000, *op. cit.*

secteurs «traditionnels» de la société, de plus en plus repliés sur eux-mêmes. C'est cette contradiction profonde qui est le sujet de cette section, nous nous intéresserons aux développements de deux principaux secteurs «traditionnels» de la société iranienne qui furent l'objet de notre premier chapitre, soit le bazar et les oulémas. C'est cette contradiction centrale qui mena à la formation d'une alliance antimonarchique à partir du milieu des années 70.

3.6.1 L'aliénation des oulémas: réforme agraire et modernisme

La période entre le coup d'État de 1953 et l'implémentation de la réforme agraire en 1962 fut marquée par une attitude de quiétisme des oulémas face à l'État Pahlavi. Cette attitude fut fortement influencée par la doctrine de l'ayatollah Bourujedi, alors chef spirituel de l'établissement chiite, prônant une stricte séparation entre les pouvoirs de l'État et les pouvoirs religieux. Cette alliance tacite eut comme objectif la survie et la reproduction des oulémas comme une institution indépendante lors d'une période où le pouvoir coercitif de l'État s'infiltrait dans tous les pores de la société et où les ennemis du Chah furent durement réprimés.³³⁵

Toutefois, cette attitude changea grâce à une combinaison de deux changements, soit premièrement la mort de l'ayatollah Bourujedi en 1961 et l'annonce de la réforme agraire en 1962. Il est toutefois à noter que l'opposition des oulémas face à l'État Pahlavi ne naquit pas à ce moment, mais remonte au règne de Reza Chah. Comme mentionné dans notre premier chapitre, l'établissement chiite se développa comme une force sociale majeure durant la période Kadjar, notamment grâce à son indépendance financière face à l'État ainsi que son contrôle de fonctions publiques majeures comme l'éducation ou la justice. Cette «division du travail social» entre l'État et les oulémas fut toutefois remise en question avec l'enclenchement d'un processus de formation étatique moderne sous Reza Chah. L'établissement chiite

³³⁵ Mansoor Moaddel, 1993, *op. cit.*, p. 140.

subit alors plusieurs défaites aux mains de l'État au travers de la création d'un système d'éducation nationale, la centralisation étatique des fonctions juridiques et l'ingérence de l'État dans la gestion des *waqfs*.³³⁶

En plus de remettre en question le pouvoir social des oulémas, le processus de formation étatique moderne entraîna également un approfondissement de la différenciation et la séparation des pouvoirs politiques et religieux. Cette situation fut empirée par le règne de Mohammad Reza Chah, spécialement à la suite de l'implémentation de la réforme agraire, qui déclencha une période de conflit entre l'État et les oulémas qui culmina en 1979. Avec la deuxième phase de la réforme, qui prévoyait la redistribution des *waqfs* sous forme de contrat de location d'une durée de 99 ans, l'État s'attaquait directement à la base financière de l'institution chiite qui avait permis son autonomisation, sa reproduction et son expansion. De plus, plusieurs oulémas furent également propriétaires terriens à la suite d'une transformation progressive de *waqfs* en propriété privée. La mort de l'ayatollah Bourujedi permit à de nouvelles voix de se faire entendre au sein de l'établissement chiite, menant notamment à la formation d'une aile radicale dont la figure principale fut l'ayatollah Khomeini. L'opposition des oulémas fut exposée au grand jour le 5 juin 1963, alors qu'une vague de manifestations éclata en réponse à l'arrestation de Khomeini pour avoir donné un discours anti-Chah. Le mouvement fut durement réprimé et l'opposition ouverte des oulémas ne refit pas surface avant 1975, toutefois les événements de 1963 sont significatifs du début de l'opposition ouverte d'une fraction des oulémas face aux actions du Chah.³³⁷

La période suivant 1962 marque définitivement le désenclassement de l'établissement chiite du régime Pahlavi. À la suite de la réforme agraire, le pouvoir

³³⁶ Samir A. Arjomand, 1981, «Shi'ite Islam and the Revolution in Iran», *Government and Opposition*, vol. 16, no. 3, p. 299-300.

³³⁷ Mansoor Moaddel, 1986, «The Shi'i Ulama and the State in Iran», *Theory and Society*, vol. 15, p. 539-543.

des oulémas se reproduit grâce à la seule source de financement restante, soit les taxes religieuses. Grâce au boom économique des années 60 et 70, les revenus tirés de cette source augmentèrent de façon importante de sorte que les ressources des oulémas demeurèrent importantes malgré la fermeture de plusieurs séminaires, écoles religieuses et mosquées. Le désengagement progressif face à l'État signifia également une réaffirmation de l'engagement envers le peuple. Comme mentionné au premier chapitre, l'influence des oulémas sur la population eut toujours une dimension populiste, le rang et le pouvoir d'un ouléma étant associé à son charisme et sa capacité d'attirer plusieurs disciples. C'est ainsi que des ayatollahs comme Khomeini acquirent une immense popularité en se positionnant du côté des opprimés face aux excès des autorités temporelles. De plus, face à la pénétration économique et culturelle des puissances occidentales, l'établissement chiite a progressivement émergé en tant que champion du nationalisme islamique et de l'anti-impérialisme.³³⁸

Finalement, la confrontation entre les oulémas et l'État fut renouvelée dans les années 60 et 70 au travers de différentes mesures entreprises par le Chah dans le but de réduire l'influence de l'établissement chiite, de plus en plus perçu comme un compétiteur et une menace face au pouvoir étatique. Il y eut deux assauts des forces de sécurité sur le principal collège théologique situé à Qom en réponse aux manifestations de 1963 et 1975 menées par les étudiants. Il y eut également la destruction de la majorité des séminaires de la ville sainte de Mashad. Le Chah tenta également, par le remplacement du calendrier islamique par un calendrier impérial remontant à la Perse préislamique, de substituer au nationalisme islamique prôné par les oulémas son propre nationalisme séculaire basé sur les symboles de la Perse impériale. Finalement, le Chah créa les corps religieux dont la mission fut de

³³⁸ Samir A. Arjomand, 1981, *op. cit.*, p. 301-302.

répandre la version «étatique» de l'islam dans les campagnes, visant ainsi à briser le monopole religieux des oulémas «réactionnaires».³³⁹

3.6.2 L'aliénation du bazar: populisme et modernisme

Comme mentionné précédemment, la politique d'industrialisation du Chah d'Iran fut fortement influencée par la théorie de la modernisation. Suivant celle-ci, les secteurs «traditionnels» de la société furent considérés comme stagnants, arriérés et incapables de changement. C'est ainsi que le Chah prit en compte le bazar. Cette vision, jumelée à la faiblesse structurelle de l'État Pahlavi discutée plus haut, explique l'incapacité et le manque de volonté de l'État d'incorporer le bazar à l'intérieur de son régime. La stratégie fut plutôt de financer la création de secteurs modernes qui remplaceraient les fonctions commerciales et manufacturières du bazar et mèneraient éventuellement à sa disparition.³⁴⁰

Une première stratégie allant en ce sens fut un réaménagement urbain visant la création de nouveaux boulevards et quartiers commerciaux abritant des centres commerciaux, des grands magasins à rayons et des boutiques, ce qui fut considéré comme une attaque directe face au monopole commercial dont jouissait le bazar. De plus, la municipalité de Téhéran eut des discussions sur un plan visant à construire une autoroute traversant le quartier du bazar et à transformer celui-ci suivant le modèle du Covent Garden de Londres.³⁴¹

Toutefois, le principal affront du régime envers les bazaris fut définitivement la distribution du crédit subventionné. Nous avons mentionné auparavant que le programme d'industrialisation ne visait pas l'augmentation de la propriété étatique, mais au contraire favorisait plutôt le développement du secteur privé afin de s'assurer

³³⁹ *Ibid*, p. 304-305.

³⁴⁰ Arang Keshavarzian, 2007, *op. cit.*, p. 133-134.

³⁴¹ *Ibid*, p. 134, 242.

d'un équilibre entre les deux secteurs. Dans cette optique, la subvention du crédit par l'État devint le mécanisme principal par lequel la rente pétrolière fut distribuée dans le secteur privé. La subvention du crédit signifie essentiellement la provision du crédit à des taux d'intérêt sous la barre du taux d'inflation, en ce sens, elle représente en fait un transfert d'argent de l'État vers le secteur privé.³⁴²

Suivant cette logique, la distribution du crédit subventionné devint un important enjeu politique. L'accès à ce transfert de ressources fut l'un des mécanismes principaux au travers duquel le régime parvint à créer et à assurer la reproduction de la nouvelle classe industrielle iranienne. Durant les années 70, ces prêts devinrent l'une des activités économiques les plus lucratives du pays, les transferts représentant environ 0,75 milliard en 1975-1976 et 1,27 milliard en 1977-1978. Ces transferts furent si importants qu'ils représentèrent environ deux tiers de tous les profits du secteur manufacturier en 1977-1978.³⁴³

L'envers de la médaille fut l'aliénation progressive de la «bourgeoisie traditionnelle» du bazar qui n'eut pas accès à ce crédit contrôlé par l'État. Cette situation explique en grande partie le mécontentement des bazaris malgré le boom économique des années 60 et 70 dont plusieurs d'entre eux profitèrent. Le programme de modernisation ne mena pas à la transition de la bourgeoisie traditionnelle du bazar vers la bourgeoisie moderne capitaliste (sinon pour une petite fraction), au contraire, il empêcha l'intégration de la bourgeoisie iranienne et introduit une source de tension majeure.³⁴⁴ En réaction au caractère politique du système financier contrôlé par l'État, la réaction du bazar fut un repli sur lui même. L'expansion du système de crédit «non officiel» du bazar profita de cette situation et devint un important facteur d'autonomisation et de désenclassement du bazar face à l'État. Ce système devint primordial dans le

³⁴² Djavad Salehi-Isfahani, 1989, «The Political Economy of Credit Subsidy in Iran, 1973-1978», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 21, no. 3, p. 361.

³⁴³ *Ibid*, p. 367.

³⁴⁴ *Ibid*, p. 371.

financement des activités économiques de ceux qui n'eurent pas accès au crédit distribué par l'État.³⁴⁵

Si la politique d'industrialisation marqua définitivement un schisme entre le bazar et l'État, la campagne anti-profiteur menée entre 1975 et 1977 représenta définitivement une guerre entreprise par le Chah face au bazar. Cette campagne fut une réponse à la vague d'inflation qui toucha l'Iran à partir de la moitié des années 70. Plusieurs facteurs ont été évoqués pour rendre compte de ce phénomène, les principales étant la faible productivité agricole, l'inefficacité des infrastructures de transport et l'injection démesurée des profits du boom pétrolier dans une économie qui commençait à surchauffer.³⁴⁶ C'est face à ce début de crise économique et au mécontentement grandissant de la population que le régime prit un virage populiste. C'est alors que celui-ci entreprit une campagne de contrôle des prix, dont la principale cible fut les bazaris. Ceux-ci furent utilisés comme bouc émissaire afin de masquer l'incompétence de l'État dans la gestion économique et rediriger le mécontentement de la population.³⁴⁷

Si certains industriels furent la cible de la campagne, la majorité des efforts de l'État furent mis du côté du bazar, de sorte que sur deux ans, plus de 20 000 «inspecteurs» infiltrèrent le bazar dans le but de faire respecter la nouvelle politique de prix du gouvernement. L'opération ne tarda pas à faire des victimes avec plus de 7 700 bazaris arrêtés dans les deux premières semaines d'opération. Au total 250 000 amendes furent données, 23 000 bazaris furent bannis du commerce dans leur ville natale, 8 000 boutiquiers furent emprisonnés et un autre 180 000 bazaris furent accusés de violations de la politique de prix du gouvernement. De plus, la manière dont les sentences furent distribuées fut particulièrement humiliante pour les petits

³⁴⁵ Arang Keshavarzian, 2007, *op. cit.*, p. 85-86.

³⁴⁶ Hossein Bashiriyeh, 2011, *op. cit.*, p. 89-90; Mohsen M. Milani, 1988, *op. cit.*, p. 166-167.

³⁴⁷ Nimah Mazaheri, 2006, «State Repression in the Iranian bazar, 1975-1977: The Anti-Profiteering Campaign and an Impending Revolution», *Iranian Studies*, vol. 39, no.3, p. 406-407.

propriétaires, une large bannière fut suspendue devant les boutiques afin d'annoncer que le propriétaire avait été sanctionné. Dans un environnement où la réputation fut la clé d'un commerce prospère, une telle situation mit en péril la survie économique de plusieurs bazaris.³⁴⁸

Malgré l'ampleur de l'opération, elle fut presque en tout point un échec. Premièrement, la campagne ne mit pas fin à l'inflation puisque même si une fraction de l'inflation pouvait être attribuée aux pratiques des bazaris, elle ne s'attaqua pas à la source du problème. Deuxièmement, la campagne eut des effets économiques pervers, alors que plusieurs disposant de peu de réserves en capital furent tout simplement faillite, plusieurs des membres les plus riches du bazar stoppèrent ou ralentirent la production, exportèrent leurs capitaux hors du pays ou tout simplement déménagèrent à l'étranger. Finalement, au lieu de rediriger le mécontentement populaire envers les bazaris, la campagne eut plutôt l'effet contraire de renforcer le mécontentement face à l'État. Une majorité de la population s'identifia plus facilement aux bazaris, qui dans plusieurs cas leur fournissaient du travail, qu'à l'État qui semblait de plus en plus distant face à ses besoins.³⁴⁹

3.7 Conclusion: l'alliance révolutionnaire de 1979

C'est ainsi que le processus inégal de développement de l'État moderne et du capitalisme en Iran entraîna la convergence des principales forces sociales qui constituèrent la coalition antimonarchique de 1979. Il est important de noter que malgré le fait qu'ils ne furent pas mentionnés dans notre analyse, d'autres groupes,

³⁴⁸ *Ibid*, p. 407-408. Voir le chapitre 1 pour l'importance de la réputation dans les activités économiques du bazar.

³⁴⁹ *Ibid*, p. 409-413.

notamment la classe ouvrière³⁵⁰, les intellectuels et les étudiants³⁵¹, ont été des éléments importants de l'alliance révolutionnaire malgré le fait que ceux-ci si joignirent plus tard. Toutefois, nous nous sommes concentré sur les migrants ruraux, les oulémas et les bazaris puisque ces derniers formèrent le cœur de l'alliance révolutionnaire. Spécialement, la réactivation de l'alliance entre les oulémas et les bazaris joua un rôle central dans la révolution. Comme l'affirment Ashraf et Banuazizi, parmi un total de 2 483 démonstrations populaires répertoriées durant le cours de la révolution, presque le deux tiers furent organisées par les oulémas ou les bazaris (ou conjointement).³⁵² Les principales raisons qui expliquent le rôle dominant occupé par ces deux groupes furent leurs ressources, leur réseau de mobilisation et leur indépendance face à l'État.

Si l'on prend en premier lieu le bazar, du point de vue des ressources, malgré leur déclin relatif face à la nouvelle classe industrielle et commerciale, les bazaris maintinrent un contrôle important sur le marché domestique, incluant plus des deux tiers du commerce en gros et plus de 30% des importations. De plus, les prêteurs du bazar fournirent environ 15% du total du crédit du secteur privé. Du côté des capacités de mobilisation, l'espace du bazar représenta un espace public par excellence, réunissant tous les secteurs de la société et permettant une diffusion

³⁵⁰ Pour une analyse du rôle de la classe ouvrière, voir: Val Moghadam, 1987, «Industrial Development, Culture and Working-Class Politics: A Case Study of Tabriz Industrial Workers in the Iranian Revolution», *International Sociology*, vol. 2, no. 2, p.151-175; Asef Bayat, 1987, *Workers and Revolution in Iran: A third World Experience of Workers' Control*, New Jersey, Zed Books; Fred Halliday, 1979, *op. cit.*

³⁵¹ Pour une analyse du rôle des intellectuels et étudiants, voir: Merhazad Boroujerdi, 1996, *Iranian Intellectuals and the West: The Tormented Triumph of Nativism*, Syracuse, Syracuse University Press; Ervand Abrahamian, 1982, «Ali Shari'ati: Ideologue of the Iranian Revolution», Washington, *MERIP Reports*, no. 102, p.24-28; Ali Gheissari, 2010, *Iranian Intellectuals in the Twentieth Century*, Austin, University of Texas Press; Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*; Mohsen Milani, 1988, *op. cit.*

³⁵² Ahmad Ashraf et Ali Banuazizi, 1985, «The State, Classes and Modes of Mobilization in the Iranian Revolution», *State, Culture, and Society*, vol. 1, no. 3, p. 25.

rapide de l'information. Également de par leurs relations commerciales à travers le pays, les bazaris purent exercer une influence à l'échelle nationale.³⁵³

Pour ce qui est des oulémas, le réseau national de mosquées représenta le lieu par excellence de mobilisation populaire. Avec plus de 9 000 mosquées et plusieurs autres sanctuaires et sites religieux, ce réseau eut des branches pénétrant chaque coin du pays. Mais au-delà de leurs nombres, ce qui fut des mosquées un lieu de mobilisation fut leur relative autonomie face à l'État. La mosquée représenta ainsi un espace de rassemblement et de communication qui échappait au contrôle de l'État. Il est à noter que la mobilisation politique ne fut pas initiée par les oulémas et ne débuta pas à l'intérieur des mosquées. Toutefois, alors que le conflit s'aggrava, ce réseau devint un endroit névralgique de rassemblement et de diffusion d'informations.³⁵⁴ Les réseaux et ressources des oulémas et bazaris permirent également à d'autres groupes, disposant de peu de ressources et de cohésion, à intégrer la coalition antimonarchique. Ce fut entre autres le cas pour les migrants ruraux dont nous avons traité plus haut, qui, avec la direction et le support du bazar et des oulémas, vinrent nourrir les rangs de l'opposition au régime.³⁵⁵

Il est hors de la portée de notre analyse d'étudier en détail les événements de 1978-1979 qui mèneront à l'effondrement du régime.³⁵⁶ Nous concluons notre analyse en revenant sur le concept d'autonomie enchâssée. La dernière section de ce chapitre nous a démontré comment l'imposition par le haut du programme de modernisation de l'État en est venue à aliéner les éléments «traditionnels» ou précapitalistes de la société iranienne. Toutefois, en raison de la nature limitée et inégale du processus de modernisation économique et étatique, ces forces sociales sont parvenues à se

³⁵³ Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*, p. 91-93.

³⁵⁴ *Ibid.*, p. 190-191.

³⁵⁵ *Ibid.*, p. 24.

³⁵⁶ Pour des analyses détaillées de ces événements, voir: Akbar Molajani, 1999, *Sociologie Politique de la Révolution Iranienne de 1979*, Paris, L'Harmattan; Ahmad Ashraf et Ali Banuazizi, 1985, *op. cit.*, p. 3-40; Mansoor Moaddel, 1993, *op. cit.*; Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*; Mohsen Milani, 1988, *op. cit.*

reproduire en se repliant sur leur autonomie et en se désenchantant complètement du régime monarchique. Ce sont ces forces sociales qui ont constitué la coalition révolutionnaire et mené à l'effondrement du régime. Le déroulement de ces événements vient mettre en lumière la faiblesse structurelle de l'État monarchique, principale contradiction émergeant du concept de «révolution par le haut».

L'important rôle de l'État dans le processus de modernisation explique également pourquoi la révolution prit principalement une dimension politique. L'État devint par défaut la principale cible du mécontentement de la population compte tenu de son implication importante dans le processus d'accumulation capitaliste. Ainsi, contrairement aux sociétés libérales où la cible du mécontentement semble être plus diffuse, dans une situation comme celle de l'Iran, la mobilisation autour d'un ennemi commun se fit de façon beaucoup plus évidente, d'où la consolidation rapide de l'alliance révolutionnaire à partir de 1978 et la chute du régime monarchique en 1979.³⁵⁷

³⁵⁷ Misagh Parsa, 1989, *op. cit.*, p. 17-19.

CONCLUSION

Le travail qui précède englobe une période de plus de deux cents ans, débutant au milieu du XVIII^e siècle avec la fin de la dynastie Séfévide et se terminant avec l'effondrement de la dynastie Pahlavi à la suite de la révolution de 1979. Cette analyse sociohistorique a eu comme intention de mettre en évidence la dimension internationale de la Révolution iranienne en replaçant celle-ci à l'intérieur de processus de développements sociaux de nature globale. Ainsi, tout au long de ce récit empirique, traversé par de multiples références théoriques inspirées de la sociologie historique des relations internationales en général, et du marxisme géopolitique en particulier, nous avons tenté de fournir une réponse à l'interrogation suivante : comment l'interaction des processus de formation étatique et de développement du capitalisme a-t-elle influencé la trajectoire de développement de la société iranienne dans le contexte de la Révolution de 1979 ? Nous reprendrons ici les points centraux de notre démarche afin de reconstruire notre argument.

Notre point de départ fut l'analyse du fonctionnement et de la reproduction de la formation sociale iranienne précapitaliste. Cette étape fut un passage obligatoire, puisque c'est à partir de cette constellation sociale spécifique, soit l'ensemble des relations sociales par l'entremise desquelles les classes sociales d'un espace donné assurent leur reproduction, que prirent leurs sources les deux phénomènes centraux de notre analyse, soit la formation étatique moderne et le développement du capitalisme iranien. C'est ainsi que nous nous sommes premièrement intéressés à la formation et à la reproduction des deux classes sociales urbaines principales de l'Iran précapitaliste, soit la petite bourgeoisie du bazar et le clergé chiite, les oulémas. Le point principal qui ressortit de cette première section fut que la formation et la reproduction de ces deux classes sociales se fit de façon largement indépendante de l'État.

L'effondrement de l'Empire Séfévide, une longue période d'instabilité politique et la faiblesse de la centralisation du nouvel État Kadjar entraînèrent ces classes à adopter des stratégies de reproduction qui furent en majeure partie indépendantes des relations avec le pouvoir politique. Ce point eut deux influences majeures sur la suite de l'argumentaire, premièrement, il établit les bases historiques de la reproduction et de l'indépendance de ces classes face à l'État, ce qui expliquera plus tard leur importance dans la formation de la coalition révolutionnaire de 1979. Deuxièmement, pour la suite immédiate de l'argumentation, il expliqua l'opposition de ces deux classes face à l'État Kadjar au début du XXe siècle qui donna naissance à la révolution constitutionnelle de 1908, qui malgré son échec, marqua l'effondrement de l'État iranien prémoderne.

Notre analyse de la formation sociale iranienne précapitaliste se poursuit avec une réflexion portant sur les relations sociales de propriété de la campagne iranienne. Nous avons donc exposé le système de métayage qui fut la forme principale que prirent les rapports sociaux de propriété ruraux en Iran. La reproduction de ce système fut assurée par une relation asymétrique entre propriétaire et métayers, au sein de laquelle le propriétaire détenu un énorme pouvoir social, se traduisant par une division inégale du produit agricole, un endettement chronique des paysans et une dépendance de ceux-ci sur les droits de culture distribués par le propriétaire.

Les fortes tendances reproductives de système, qui opérèrent à l'extérieur du marché et grâce à des moyens extraéconomiques, servirent à expliquer la persistance des relations sociales de propriété précapitalistes en Iran, et ce, malgré son intégration progressive au marché mondial. Cette étape de l'argumentation participa donc à la remise en cause du modèle libéral du développement du capitalisme comme un résultat naturel de l'expansion du marché mondial. Du même coup, cette critique établit la pertinence de l'approche du marxisme géopolitique, démontrant la nécessité

d'une intervention géopolitique afin d'enclencher le processus de développement du capitalisme iranien.

Finalement, la dernière étape de notre réflexion sur la formation sociale iranienne précapitaliste fut l'analyse de l'État prémoderne et de sa relation avec la société et l'analyse de la crise de cette forme d'organisation politique, ce qui enclencha le processus de formation étatique moderne. Cette étape débuta premièrement avec une critique du concept de mode de production asiatique, concept à l'aide duquel plusieurs chercheurs ont défini la formation sociale iranienne prémoderne. À partir de cette critique, nous avons dépeint un portrait de la relation État-société de l'Iran prémoderne se rapprochant plus du concept de féodalisme, se basant sur le système de *tuyuls*, par l'entremise duquel les fonctions administratives de l'État furent dévolues aux élites locales en échange d'une portion du produit agricole. C'est à partir de ce système qu'émergea la crise de l'État prémoderne, une série de guerres contre les puissances militaires russes et britanniques plongea l'État dans une crise fiscale, entraînant une intensification du système de *tuyuls*, une décentralisation politique et un affaiblissement de l'État central.

La révolution constitutionnelle, menée par le bazar et les oulémas contre l'État Kadjjar incapable de résister à la pénétration économique européenne qui suivit les défaites militaires, sonna la fin de la dynastie Kadjjar et de l'État prémoderne iranien. Ainsi, malgré l'échec du mouvement constitutionnel, de l'effondrement de l'État Kadjjar émergea le début du processus de formation étatique moderne, enclenché par l'accession au pouvoir de l'officier militaire Reza Khan. Toutefois, nous avons démontré que ce processus de formation étatique moderne fut inégal, malgré la construction d'un appareil étatique moderne, Reza Khan demeura dépendant d'une alliance avec les propriétaires terriens pour la reproduction de son régime, de sorte que l'État ne put pénétrer les relations sociales rurales, entraînant la reproduction du caractère précapitaliste de l'agriculture et de l'économie en général.

Une fois notre analyse de la formation sociale iranienne précapitaliste terminée et en réponse à notre critique du récit libéral de la transition au capitalisme, nous nous sommes intéressés à la question de la médiatisation géopolitique du développement capitaliste iranien. Partant d'un point de vue général nous nous sommes intéressés à l'environnement géopolitique de l'après-guerre et à son effet sur le développement du capitalisme dans le monde postcolonial. Une attention particulière fut accordée à la politique étrangère américaine et à son évolution dans le contexte de l'émergence de la Guerre froide. Nous avons ainsi mis en lumière le projet américain d'après-guerre de reconstruction, reproduction et expansion du système capitaliste mondial. C'est en réponse à ce projet qu'émergea dans les milieux académiques et politiques américains la théorie de la modernisation. Ce courant entraîna une redéfinition de la politique étrangère dans le sens d'une politique active d'intervention des puissances capitalistes dans la modernisation du monde postcolonial et son intégration à l'ordre capitaliste.

Partant de ce point de vue général, notre réflexion se poursuivit en analysant spécifiquement la relation entre les États-Unis et l'Iran et son rôle dans l'enclenchement du processus de modernisation capitaliste iranien. Nous avons vu comment l'implication américaine dans le coup d'État de 1953 qui rétablit la monarchie au pouvoir eut un impact central sur le processus de formation étatique iranien. L'aide économique et militaire résultant de la nouvelle alliance avec les États-Unis ainsi que le développement de l'industrie pétrolière associée à l'intégration plus poussée de l'Iran au marché capitaliste mondial permis à l'État de renforcer son contrôle sur la société et de se défaire de sa dépendance face aux propriétaires terriens.

Ainsi, le processus de formation moderne de l'État iranien prit une nouvelle tournure, se désenchantant des relations sociales précapitalistes (son alliance avec les propriétaires terriens) pour s'enchâsser dans les relations géopolitiques du système

capitaliste (son alliance avec les puissances capitalistes, les États-Unis au premier rang). C'est cette modification fondamentale qui permit le développement du capitalisme iranien, l'État disposant maintenant de la capacité et de l'autonomie nécessaire pour transformer la société. C'est ainsi par la suite, en réponse à une double pression géopolitique et sociale, que le processus de développement du capitalisme fut enclenché par l'État au travers du programme de modernisation intitulée la Révolution blanche.

Une fois le processus de développement du capitalisme enclenché, notre argument s'est conclu avec une analyse de la trajectoire de développement du capitalisme iranien et son aboutissement dans la révolution de 1979. Cette section de notre recherche fut éclairée à la lumière du concept de révolution par le haut. Ce fut la contradiction centrale associée à ce concept, soit celle entre la reproduction d'un pouvoir politique dont la base se trouvait dans les relations sociales de propriété précapitalistes d'un côté, et de l'autre, le développement du capitalisme qui libère de nouvelles forces sociales qui nous informèrent sur la trajectoire que pris le processus de modernisation iranien. Dans un premier lieu, nous avons vu comment cette contradiction s'opéra dans un développement inégal des relations sociales de propriété capitaliste dans la campagne. La répartition inégale des terres entraîna la superposition d'un petit secteur capitaliste agricole sur un large secteur demeurant arrimé à la logique de subsistance précapitaliste. Le résultat fut une stagnation de la productivité agricole et une prolétarianisation progressive des petits paysans accélérée par une politique inégale de crédit et la création forcée de projets agroindustriels et de corporations agricoles. Ce processus aboutit finalement dans une migration massive de la population rurale vers les villes.

C'est ainsi, dans un deuxième lieu, que nous avons analysé la politique d'industrialisation et les relations entre les classes sociales urbaines et l'État. Nous avons premièrement observé comment la médiation politique du processus

d'industrialisation limita le développement de la classe capitaliste industrielle et du même coup sa capacité d'absorption de la main d'œuvre. Ainsi, l'intention primaire de libérer une force de travail pour nourrir l'industrie naissante eut plutôt la conséquence de créer une population urbaine précaire. Nous avons par la suite vu comment l'État, de par son manque de volonté et son incapacité à inclure les classes sociales traditionnelles dans son programme de modernisation, entraîna l'autonomisation et l'aliénation de celles-ci. Finalement, ces différents éléments se combinèrent pour entraîner la formation de la coalition révolutionnaire qui renversa le régime Pahlavi en 1979.

C'est de cette manière que nous sommes parvenus à mettre en lumière la dimension internationale de la révolution iranienne en démontrant comment celle-ci fut le résultat de l'interaction de deux processus de changements sociaux globaux, soit le processus de formation étatique moderne et le processus de développement du capitalisme. C'est la nature inégale de ces processus, médiatisés par l'entremise des relations de pouvoirs politiques et géopolitiques et des luttes de classes sociales, qui explique que la trajectoire historique spécifique de l'Iran ait abouti dans le processus révolutionnaire de 1979.

En plus de démontrer la pertinence d'une approche internationale (ou intersociétale) dans la compréhension et l'historicisation des processus révolutionnaires³⁵⁸, nous avons également étendu le champ d'analyse du marxisme géopolitique au monde non occidental. Cela a permis non seulement de retravailler les outils théoriques de cette approche, mais soulève également des questions qui ne purent être abordées de façon extensive dans ce travail. Nous pensons entre autres à la notion d'autonomie de l'État, question qui fut peu abordée par les textes fondateurs du marxisme géopolitique en

³⁵⁸ En réaction face à notre problématique, nous avons tout au long du travail mis en évidence la dimension internationale du changement social, cela ne veut pas dire que nous donnons priorité à la dimension internationale, mais que nous soulignons l'importance de la prise en compte du caractère co-constitutifs des dimensions internes et externes du changement social.

raison de sa nature non problématique dans le principal cas étudié, soit celui de l'Angleterre.³⁵⁹ Toutefois, dans une majorité de cas non européens, où la nature autoritaire et personnelle de l'État survit beaucoup plus loin dans le processus de transition capitaliste (et est très présente encore aujourd'hui), la notion d'autonomie de l'État devient beaucoup plus problématique. Nous concluons donc notre réflexion avec l'ouverture sur un nouveau projet de recherche, soit l'historicisation du concept d'autonomie de l'État au sein de la transition capitaliste dans le monde non occidental. Si dans ce cas le concept d'«autonomie enchâssée» développé par Hobson peut nous aider à rendre compte de la capacité de l'État à influencer la société civile, comme l'affirme Thierry Lapointe et Frédérick Guillaume Dufour, ce concept doit être historicisé en le replaçant à l'intérieur des processus historiques de (trans)formation et de reproduction des classes sociales.³⁶⁰

³⁵⁹ Cette question est peu problématique puisque ce sont les élites économiques qui contrôlèrent l'État anglais par l'entremise du parlement, voir : Benno Teschke, 2003, *op. cit.*, p. 250-256.

³⁶⁰ Thierry Lapointe et Frédérick Guillaume Dufour, 2012, *op. cit.*, p. 114-115.

ANNEXE A

TABLEAUX STATISTIQUES

Tableau 1. Flux d'investissements étrangers et de prêt passant au travers du Centre pour l'attraction et la protection des investissements étrangers (en millions de rials).³⁶¹

56-63	63-64	65-65	65-66	66-67	67-68	68-69	69-70	70-71	71-72	Total
1090	257	280	808	958	668	1583	3264	2318	1472	12 698

Tableau 2. Flux d'investissements étrangers passant au travers du Centre pour l'attraction et la protection des investissements étrangers par pays d'origine (en millions de rials).³⁶²

Pays	68-69	68-70	68-71	68-72	68-73	68-74	68-75	68-76
États-Unis	855	2 696	560	502	349	1 090	797	589
Allemagne de l'Ouest	178	125	720	295	131	662	130	238
Royaume-Uni	242	118	331	288	29	25	52	135
France	67	99	117	127	102	23	61	629
Japon	-	10	129	55	221	1 659	2 867	1 707
Autres	93	131	208	153	400	585	593	678
Total	1 583	3 264	2 318	1 472	1 336	4 044	4 500	3 976

³⁶¹ Vahid F. Nowshirvani et Robert Bildner, 1973, «Direct Foreign Investment in the Non-Oil Sectors of the Iranian Economy», *Iranian Studies*, vol. 6, no. 2-3, p. 75. Il est à noter qu'une majorité des statistiques qui sont utilisées dans cette recherche se basent sur des chiffres publiés par différentes instances gouvernementales œuvrant sous le régime monarchique. Il est donc de mise d'avertir le lecteur de prudence dans l'analyse de ces chiffres puisqu'ils ont pu être modifiés avec comme but la satisfaction des élites politiques. Cela explique également pourquoi nous nous sommes limités dans l'utilisation de telles statistiques.

³⁶² Fred Halliday, 1979, *op. cit.*, p. 153.

Tableau 3. Sources majeures de revenus de l'État en pourcentage du revenu total.³⁶³

% du revenu	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
Pétrole et gaz	11	37	42	54	49	60	67	86	80	76
Taxes directes	5	5	8	10	15	12	12	5	10	11
Taxes indirectes	35	28	25	23	26	20	17	6	7	9

Tableau 4. Distribution des terres selon le type de propriété, 1974.³⁶⁴

Type de propriété	Taille de la propriété (hectares)	% du total des propriétés	% du total de la superficie cultivée	Taille moyenne des propriétés (hectares)
Petites fermes	0-5	64.4	14.48	1.5
Chevauchement	5-10	17.3	18.0	6.9
Fermes familiales commerciales	10-50	17.3	45.7	17.5
Chevauchement	50-100	0.66	6.5	65.9
Fermes capitalistes et agroindustrielles	100 et plus	0.39	14.9	255.5

³⁶³ Afsaneh Najmabadi, 1988, «Depoliticisation of a Rentier State: The Case of Pahlavi Iran», dans Hazem Beblawi et Giacomo Luciani (ed.), *The Rentier State*, New York, Croom Helm, p. 215.

³⁶⁴ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 117.

Tableau 5. Production, marchandisation et mécanisation selon la taille des propriétés.³⁶⁵

propriétés.			
Taille de la propriété (hectares)	% des terres cultivé par tracteur	% du produit agricole	% du produit marchandé
moins de 1	16.8	34	20
1-2	24.7		
2-5	37.6		
5-10	48.1	15	80
10-50	56.1	44	
50-100	73.0		
plus de 100	82.9	7	

Tableau 6. Évolution du % des terres cultivés entre 1960 et 1974.³⁶⁶

Classe de propriétaire	Taille de la propriété (hectares)	% du total des terres cultivées en 1960	% du total des terres cultivées en 1974	% de l'augmentation des terres cultivées entre 1960 et 1974
40% plus petit	moins de 2	5.1	3.4	- 0.4
60% plus petit	moins de 5	14.0	10.9	4.1
80% plus petit	moins de 10	33.8	28.4	16.3
20% plus grand	plus de 10	66.2	71.6	83.7

³⁶⁵ Massoud Karshenas, 1990, *op. cit.*, p. 154.³⁶⁶ *Ibid*, p. 160.

Tableau 7. Type de travail (en %) employé selon la taille de la propriété, 1974.³⁶⁷

Taille de la propriété (hectares)	Travail familial exclusivement	Travail familial pour la majorité des travaux	Travail salarié pour la majorité des travaux
0-1	74.8	20.8	4.4
1-2	61.1	34.6	4.3
2-5	61.2	34.1	4.7
5-10	55.0	40.8	4.2
10-50	44.2	48.5	7.3
50-100	17.9	45.4	36.7
100+	8.9	27.1	64.0

³⁶⁷ Afsaneh Najmabadi, 1987, *op. cit.*, p. 110. Il est à noter que ses statistiques sont distordonnées de différentes façon. Premièrement, dans différentes région les équipes de production (*buneh*) furent maintenu de sorte que de larges étendus de terres sont cultivés par plusieurs familles. Deuxièmement, la catégorie de 10-50 hectares peut induire en erreur puisqu'elle regroupe à la fois des «fermes familiales» et des fermes capitalistes. Toutefois, le tableau nous offre une idée de la domination du travail familial au sein des petites et moyennes propriétés.

Tableau 8. Commerce extérieur iranien en proportion du PNB (en millions de USD)³⁶⁸

Année	PNB	Commerce extérieur	Dépendance commerciale
1959	3 703	982	0.27
1960	4 104	1 159	0.28
1961	4 332	1 135	0.26
1962	4 611	1 099	0.24
1963	4 884	1 113	0.23
1964	5 468	1 451	0.27
1965	6 015	1 687	0.28
1966	6 465	1 837	0.28
1967	7 420	2 223	0.30
1968	8 389	2 565	0.31
1969	9 389	2 887	0.31
1970	10 643	3 229	0.30
1971	13 055	4 554	0.35
1972	16 420	5 470	0.33
1973	24 436	9 317	0.38
1974	41 653	25 850	0.62
1975	46 917	31 362	0.67

³⁶⁸ Mansoor Moaddel, 1993, *op. cit.*, p. 85.

BIBLIOGRAPHIE

Abrahamian, Ervand, 1974, «Oriental Despotism: The Case of Qajar Iran», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 5, p. 3-31

_____, 1982, *Iran: Between Two Revolutions*, Princeton, Princeton University Press.

_____, 2013, *The Coup: 1953, the CIA, and the Roots of Modern U.S.-Iranian Relations*, New York, The New Press.

Afshari, Mohammad Reza, 1983, «The Pishivaran and Merchants in Precapitalist Iranian Society: An Essay on the Background and Causes of the Constitutional Revolution», *Middle East Studies*, vol. 15, p. 133-155.

Ajami, Ismail, 1976, «Land Reform and Modernization of the Farming Structure in Iran», dans Khodadad Farmanfarmanian (ed.), *The Social Sciences and Problems of Development*, Princeton, Princeton University Press, p. 120-131.

Alamdari, Kazem, 2005, *Why the Middle East Lagged Behind: The Case of Iran*, Lanham, University Press of America.

Alexander, Yonah et Allan Nanes, 1980, *The United States and Iran: A Documentary History*, Frederick, University Publications of America.

Allinson, Jamie, et Alexander Anievas, 2009, «The Uses and Misuses of Uneven and Combined Development: An Anatomy of a Concept», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 22, no.1, p. 47-67.

Almond, Gabriel A., 1954, *The Appeals of Communism*, Princeton, Princeton University Press.

_____, 1956, «The Seminar on Comparative Politics, June 1956», *Social Science Research Council Items*, vol 10, no. 4.

_____, 1960, «A Functional Approach to Comparative Politics», dans Gabriel A. Almond et James S. Coleman (ed.), *The Politics of Developing Areas*, Princeton, Princeton University Press, p. 3-64.

Amad, Mohammad Javad , 2011, *Agriculture, Poverty and Reform in Iran*, New York, Routledge.

Amirie, Abbas et Hamilton A. Twitchell, 1978, «Iran in the 1980's», *Institute for International Political and Economic Studies*, Téhéran.

Anghie, Anthony, 2004, *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*, Cambridge: Cambridge University Press.

Antoun, Richard T., 1976, «The Gentry of a Traditional Peasant Community Undergoing Rapid Technological Change: An Iranian Case Study», *Iranian Studies*, vol. 9, p. 2-21.

_____, 1981, «The Complexity of the Lower Stratum: Sharecroppers and Wage-Laborers in an Iranian Village», *Iranian Studies*, vol. 14, p. 215-246.

Araghi, Farshad A., 1987, «Agrarian Class Structure and Obstacles to Capitalist Development in Iran», *Journal of Contemporary Asia*, vol. 17, no. 3, p. 293-319.

Farshad A. Araghi, 1999, «The Local in the Global: Agriculture, State and Revolution in Iran», *International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, vol. 8, p. 111-125.

Arjomand, Said Amir, 1981, «Shi'ite Islam and the Revolution in Iran», *Government and Opposition*, vol. 6, no.3, p. 293-316.

Aresvik, Oddvar, 1976, *The agricultural development of Iran*, New York, Praeger.

Ashraf, Ahmad, 1969, «Historical Obstacles to the Development of a Bourgeoisie in Iran», *Iranian Studies*, vol. 2, no. 2-3, p. 54-79

_____, 1988, «Bazaar-Mosque Alliance: The Social Basis of Revolts and Revolutions», *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 1, p. 538-567.

Ashraf, Ahmad et Ali Banuazizi, 1985, «The State, Classes and Modes of Mobilization in the Iranian Revolution», *State, Culture, and Society*, vol. 1, no. 3, p. 3-40.

Avery, Peter, 1965, *Modern Iran*, New York, Praeger Publishers.

Baldwin, George Benedict, 1967, *Planning and Development in Iran*, Baltimore, John Hopkins University Press.

Banaji, Jairus, 2010, *Theory as History: Essays on modes of Production and Exploitation*, Boston, Brill.

Bashiriyeh, Hossein, 2011, *The State and Revolution in Iran*, New York, Routledge.

Bayat, Asef, 1987, *Workers and Revolution in Iran: A Third World Experience of Workers' Control*, New Jersey, Zed Books.

_____, 2007, *Making Islam Democratic: Social Movements and the Post-Islamist Turn*, Stanford, Stanford University Press.

Beblawi, Hazem et Giacomo Luciani, «The Rentier State in the Arab World», dans Giacomo Luciani, *The Arab State*, Londres, Routledge, 1990.

Bell, Clive et Pinhas Zusman, 1976, «A Bargaining Theoretic Approach to Crop Sharing Contracts», *American Economic Review*, vol. 66, p. 578-588.

Bharier, Julian, 1971, *Economic Development in Iran: 1900-1970*, Londres, Oxford University Press.

Boorstin, Daniel, 1953, *The Genius of American Politics*, Chicago, University of Chicago Press.

Bill, James A., 1988, *The Eagle and the Lion: The Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven et Londres: Yale University Press.

Brenner, Robert, 1976, «Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe», *Past and Present*, no. 70, p. 30-75

_____, 1977, «The Origins of Capitalist Development: A Critique of Neo-Smithian Marxism», *New Left Review*, no. 104, p. 25-92.

_____, 1989, «Bourgeois Revolution and Transition to Capitalism», A. L. Beier et al., *The First Modern Societies. Essays in English History in Honour of Lawrence Stone*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 271-304

Bromley, Simon, 1994, *Rethinking Middle East Politics*, Austin, First University of Texas Press.

_____, 2008, *American Power and the Prospects for International Order*, Cambridge, Polity Press.

Brun, Thierry et René Dumont, 1978, «Iran: Imperial Pretensions and Agricultural Dependence», *MERIP reports*, vol. 8, p. 15-20.

Checkel, Jeffrey, 1997, *Ideas and Political Change: Soviet/Russian Behaviour and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press.

Cheung, Steven N. S., 1968, «Private Property Rights and Sharecropping», *Journal of Political Economy*, vol. 76, p. 1107-1122.

Comninel, George C., 2000, « English Feudalism and the Origins of Capitalism », *The Journal of Peasant Studies*, vol. 27, no 4, p. 9-15.

_____, 2003, « Historical Materialist Sociology and Revolutions », dans G. Delanty et E.F. Isin (dir.), *Handbook of Historical Sociology*, Londres, Sage, p. 84-96.

Cooper, Adam, «American Foreign Policy in Iran: Development, Strategy, and the Rise of Anti-americanism», *The Center for U.S. Foreign Policy*, University of Birmingham [En Ligne]
<http://www.libertas.bham.ac.uk/publications/articles/American%20Foreign%20Policy%20in%20Iran.pdf>. Page consultée le 18 juillet 2013.

Cox, Robert W., 1987, *Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press.

DelVecchio Good, Mary-Jo, 1981, «The Changing Status and Composition of an Iranian Provincial Elite», dans Nikki Keddie et Michael Bonine (ed.), *Modern Iran: The Dialectics of Continuity and Change*, Albany, State University of New York Press., p. 269-288.

Department of State, «Foreign Relations of the United States, 1961–1963, volume VIII, National Security Policy, document 70». [En Ligne]
<http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v08/d70> Page consultée le 17 octobre 2013.

Doyle, Michael, 1983, «Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs», *Philosophy and Public Affairs*, vol. 12, p. 205-235, 323-353.

Dufour, Frédéric Guillaume, et Thierry Lapointe, 2010, «La sociologie historique néowébérienne», dans Dan O'meara et Alex Macleod (ed.), *Théories des Relations Internationales: Contestations et Resistances*, Outremont, Athéna Éditions, p. 379-401.

Dufour, Frédérick Guillaume, et Michel-Phillipe Robitaille, 2011, «Globalisation Capitaliste, Discipline Néolibérale et Souveraineté Néoconservatrice: Retour sur Quelques Distinctions Conceptuelles», *Revue Québécoise de Droit International*, vol. 24, p. 45-68.

Ekbladh, David, 2011, *The Great American Mission: Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton et Oxford, Princeton University Press.

English, Paul Ward, 1966, *City and Village in Iran: Settlement and Economy in the Kirman Basin*, Madison, University of Wisconsin Press.

Evans, Peter, 1995, *Embedded Autonomy: States and Industrial Transformation*, Princeton, Princeton University Press.

Farazmand, Ali, 1989, *The State, Bureaucracy and Revolution in Modern Iran: Agrarian Reforms and Regime Politics*, New York, Praeger.

Firoozi, Ferydoon, 1970, «Iranian Censuses 1956 and 1966: A Comparative Analysis», *Middle East Journal*, vol. 24, no. 2, p. 220-228.

Foran, John, 1988, «The Modes of Production Approach to Seventeenth-Century Iran», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 20, no. 3, p. 345-363.

_____, 1991, «The Strengths and Weaknesses of Iran's Populist Alliance», *Theory and Society*, vol. 20, no.6, p. 795-823.

_____, 1992, *Fragile Resistance: Social Transformation in Iran from 1500 to the Revolution*, Boulder, Westview Press,

Ford Foundation, *The Paul Maris Reader: A Collection of His Writings and Related Papers on Rural Development and Land Reform in Iran, 1952-1954*, Report no. 003604, Ford Foundation Archives, New York.

Gabriel, Satyanda J., 2001, «A Class Analysis of the Iranian Revolution of 1979», dans J. K. Gibson-Graham, Stephen Resnick et Richard Wolff (eds.), *Re/presenting Class: Essays in Postmodern Marxism*, Durham et Londres, Duke University Press, p. 206-226.

Gaddis, John Lewis, 1982, *Strategies of Containment*, Oxford, Oxford University Press.

_____, 1997, *We Now Know: Rethinking Cold War History*, Oxford, Clarendon Press.

Gasioworski, Mark, 1987, «The 1953 *Coup d'Etat* in Iran», *International Journal of Middle East Studies*, vol.19, no.3, p. 261-286.

Gerstenberger, Heide, 2007, *Impersonal Power: History and Theory of the Bourgeois State*, Boston, Brill.

Gilman, Nils, 2003, *Mandarins of the Future: Modernization Theory in Cold War America*, Baltimore, The John Hopkins University Press.

Goldthorpe, John, 1991, « The Use of History in Sociology: Reflections on Some Recent Tendencies », *British Journal of Sociology*, vol.42, no. 2, p. 211-30.

Goode, James, 1991, «Reforming Iran during the Kennedy Years», *Diplomatic History*, vol. 15, no. 1, p. 13-29.

Gramsci, Antonio, 1971, *Selections from the Prison Notebooks*, Londres, Lawrence and Wishart.

Hadary, Gideon, 1951, «The Agrarian Reform Problem in Iran», *Middle East Journal*, vol. 5, no. 2, p. 179-186.

Halliday, Fred, 1979, *Iran: Dictatorship and Development*, Harmondsworth, Penguin.

_____, 1989, *From Kabul to Managua: Soviet-American Relations in the 1980s*, New York, Pantheon Books.

_____, 2002, *Revolution and Foreign Policy: The Case of South Yemen, 1967-1987*, Cambridge, Cambridge University Press.

Halliday, Fred et Maxine Molyneux, 1982, *The Ethiopian Revolution*, Londres, Verso.

Halperin, Sandra, 1997, *In the Mirror of the Third World: Capitalist Development in Modern Europe*, Londres et Ithaca, Cornell University Press.

_____, 2004, *War and Social Change in Modern Europe: The Great Transformation Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press.

Hartz, Louis, 1955, *The Liberal Tradition in America: An Interpretation of American Political Thought since the Revolution*, New York, Harcourt.

Hilton, Rodney (ed.), 1976, *The Transition from Feudalism to Capitalism*, Londres, New Left Books.

Hobson, John M., 1997, *The Wealth of States: A Comparative Sociology of International Economic and Political Change*, Cambridge: Cambridge University Press.

_____, 2000, *The State and International Relations*, New York, Cambridge University Press.

Hobson, John M., George Lawson et Justin Rosenberg, 2010, «Historical Sociology», dans Robert A. Denemark (ed.), *The International Studies Encyclopedia*, New Jersey, Wiley-Blackwell and International Studies Association, p. 3357-3375.

Hoffmann, Clemens, 2007, «Capitalism and the Post-Ottoman States System: Theoretical Lessons from the History of Modern State Formation in the Middle East», présenté à la *Sixth Pan-European Conference on International Relations*, Université de Turin.

_____, 2008, «The Balkanization of Ottoman Rule Premodern Origins of the Modern International System in Southeastern Europe», *Cooperation and Conflict*, vol. 43, no. 4, p. 373-396.

Hooglund, Eric, 1982, *Land and Revolution in Iran 1960-80*, Austin, University of Texas Press.

Huntington, Samuel, 1991, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Oklahoma, University of Oklahoma Press.

Issawi, Charles, 1971, *The Economic History of the Middle East 1800-1914*, Chicago, The University Of Chicago Press.

Jazani, Bizhan, 1980, *Capitalism and Revolution in Iran*, London, Zed.

Katouzian, Homa, 1981, *The Political Economy of Modern Iran: Despotism and Pseudo-Modernism, 1926-1979*, New York, New York University Press.

_____, 1983, «The Agrarian Question in Iran», dans A.K. Ghose (ed.), *Agrarian Reform in Contemporary Developing Countries*, Londres, Croom Helm.

_____, 2003, «Riza Shah's Political Legitimacy and Social Base, 1921-1941», dans Stephanie Cronin (ed.), *The Making of Modern Iran: State and Society under Riza Shah, 1921-1941*, Londres et New York, Routledge, p. 15-37.

_____, 2012, *Iranian History and Politics: The Dialectic of State and Society*, Londres, Routledge.

Kazemi, Farhad et Ervand Abrahamian, 1978, «The Non-Revolutionary Peasantry of Modern Iran», *Iranian Studies*, vol. 11, p. 259-304.

Kazemian, Gholam H., 1968, *Impact of U.S Technical Aid on the Rural Development of Iran*, Brooklyn, Theo Gaus' Sons.

Karshenas, Massoud, 1990, *Oil, State and Industrialisation in Iran*, New York, Cambridge University Press.

Keddie, Nikki, 1980, *Iran: Religion, Politics and Society*, Londres, Frank Cass.

_____, 1983, *An Islamic Response to Imperialism: Political and Religious Writings of Sayyid Jamal ad-Din 'al-Afghani'*, Berkeley, University of California Press.

_____, 2006, *Modern Iran: Roots and Results of Revolution*, New Haven et Londres, Yale University Press.

Kennan, George, 1984, *American Diplomacy*, Chicago, University of Chicago Press.

Keshavarzian, Arang, 2007, *Bazaar and the State in Iran: The Politics of the Tehran Marketplace*, New York, Cambridge University Press.

Khamsi, Farhad Sadat, 1968, *The Development of Capitalism in Rural Iran*, Mémoire de maîtrise, Université Columbia.

_____, 1969, «Land Reform in Iran», *Monthly Review*, vol. 21. no. 2, p. 20-28.

Kissinger, Henry, 1994, *Diplomacy*, New York, Simon & Schuster.

Koslowski, Rey et Freidrich Kratochwil, 1994, «Understanding Change in International Politics: The Soviet Empire's Demise and the International System», *International Organization*, vol. 48, no.2, p. 215-247.

- Kristjanson, B. H., 1960, «The Agrarian Based Development of Iran», *Land Economics*, vol. 35, no.1, p. 1-13.
- Kuniholm, Bruce R., 1980, *The Origins of the Cold War in the Near East: Great Power Conflict and Diplomacy in Iran, Turkey, and Greece*, Princeton, Princeton University Press.
- Laswell, Harold D., 1951, «The Policy Orientation», dans Daniel Lerner et Harold D. Laswell (ed.), *The Policy Sciences*, Stanford, Stanford University Press, p. 3-15.
- Lacher, Hannes, 2006, *Beyond Globalization: Capitalism, territoriality and the international relations of modernity*, London, Routledge.
- Lambton. Ann K. S., 1953, *Landlord and Peasant*, Londres, Oxford University Press.
- _____, 1969, *The Persian Land Reform, 1962-1969*, Oxford, Clarendon Press.
- _____, 1971, «The Case of Hajji Add-al-Karim: A Study on the Role of the Merchant in Mid-Nineteenth-Century», dans C. E. Bosworth (ed.), *Iran and Islam*, Édinbourg, Edinburgh University Press, p. 331-337.
- Lapointe, Thierry et Frédérick Guillaume Dufour, 2012, «Assessing the Historical Turn in IR : An Anatomy of Second Wave Historical Sociology», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 25, no. 1, p. 97-121.
- Latham, Michael E., 2000, *Modernization as Ideology: American Social Science and 'Nation Building' in the Kennedy Era*, Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press.
- _____, 2011, *The Right Kind of Revolution: Modernization, Development, and U.S. Foreign Policy from the Cold War to the Present*, Ithaca, Cornell University Press.
- Lawson, George, 2011, «Halliday's Revenge: Revolutions and International Relations», *International Affairs*, vol. 87, no. 5, p. 1067-1085.
- Leffler, Melvin, 1994, «National Security and US Foreign Policy», dans David Painter (ed.), *Origins of the Cold War*, Londres, Routledge.
- Lodi, H. S. K., 1965, «Preharvest Sale of Agricultural Produce in Iran», *Monthly Bulletin of Agricultural Economics and Statistics*, vol. 14, no. 6, p. 1-4.

Mann, Michael, 1984, «The Autonomous Power of the State: Its Origins, Mechanism and Results», *Archives Européennes de Sociologie*, vol. 25, p. 185-213.

_____, 1993, *The Sources of Social Power, Vol. II: The Rise of Classes and Nations-States, 1760-1914*, New York, Cambridge University Press.

Matin, Kamran, 2007, «Uneven and Combined Development in World History: The International Relations of State-Formation in Premodern Iran.», *European Journal of International Relations*, vol. 13, no. 3, p.419-447.

_____, 2008, *The Refractory Transformation: The International Relations of The Iranian Revolution*, Thèse de doctorat, Brighton, University of Sussex.

Marx, Karl, 1971, *The Grundrisse*, New York, Harper Torchbooks.

Mazaheri, Nimah, 2006, «State Repression in the Iranian bazaar, 1975–1977: The Anti-Profiteering Campaign and an Impending Revolution», *Iranian Studies*, vol. 39, no.3, p. 406-407.

McDaniel, Robert A., 1971, «Economic Change and Economic Resiliency in 19th century Persia», *Iranian Studies*, vol. 4, no. 1, p. 38-54.

Meiksins Wood, Ellen, 1995, *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*, Cambridge, Cambridge University Press.

Meredith, Colin, 1971, «Early Qajar Administration: An Analysis of its Development and Functions», *Iranian Studies*, vol.4, no.2-3, p. 59-84.

Milani, Mohsen, 1994, *The Making of Iran's Islamic Revolution: From Monarchy to Islamic Republic*, Colorado, Westview Press.

Millikan, Max. F., et Walt W. Rostow, 1957, *A Proposal: Key to an Effective Foreign Policy*, New York, Harper and Brothers.

Milikan, Max F., et Donald Blackmer, 1961, *The Emerging Nations*, Boston, Little Brown.

Moaddel, Mansoor, 1986, «The Shi'i Ulama and the State in Iran», *Theory and Society*, vol. 15, p. 519-556.

_____, 1993, *Class, Politics, and Ideology in the Iranian Revolution*, New York, Columbia University Press.

Moghadam, Fatemeh E., 1985, «An Evaluation of the Productive Performance of Agribusinesses: An Iranian Case Study», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 33, no. 4, p. 777-791.

_____, 1996, *From Land Reform to Revolution: The Political Economy of Agricultural Development in Iran 1962-1979*, New York, I.B. Tauris.

Moghadam, Val, 1987, «Industrial Development, Culture and Working-Class Politics: a Case Study of Tabriz Industrial Workers in the Iranian Revolution», *International Sociology*, vol. 2, no. 2, p. 151-175.

Mohtadi, Hamid, 1990, «Rural Inequality and Rural-Push versus Urban-Pull Migration: The Case of Iran, 1956-1976», *World Development*, vol. 18, no. 6, p. 837-844.

_____, 1986 «Rural Stratification, Rural to Urban Migration and Urban Inequality: Evidence from Iran», *World Development*, vol. 14, no. 6, p. 713-725

Molajani, Akbar, 1999, *Sociologie Politique de la Révolution Iranienne de 1979*, Paris, L'Harmattan.

Mooers, Colin, 1991, *The Making of Bourgeois Europe*, Londres et New York, Verso.

Morton, Adam David, 2007, «Disputing the Geopolitics of the States System and Global Capitalism », *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no 4, p. 599-617

Najmabadi, Afsaneh, 1987, *Land Reform and Social Change in Iran*, Salt Lake City. University of Utah Press.

_____, 1988, «Depoliticisation of a Rentier State: The Case of Pahlavi Iran», dans Hazem Beblawi et Giacomo Luciani (ed.), *The Rentier State*, New York, Croom Helm, p. 211-227.

Nashat, Guity, 1981, «From Bazaar to Market: Foreign Trade and Economic Development in Nineteenth Century Iran», *Iranian Studies*, vol. 14, no.1-2, p. 53-85.

Nasr, Vali, 2000, «Politics Within the Late-Pahlavi State: The Ministry of Economy and Industrial Policy, 1963-1969», *International Journal of Middle East Studies*, vol.32, no.1, p. 97-122.

Nowshirvani, Vahid F., 1981, «The Beginnings of Commercialized Agriculture in Iran», dans Avram L. Udovitch (ed.), *The Islamic Middle East, 700-1900: Studies in Economic and Social History*, Princeton, The Darwin Press, p. 547-592.

Nowshirvani, Vahid F., et Robert Bildner, 1973, «Direct Foreign Investment in the Non-Oil Sectors of the Iranian Economy», *Iranian Studies*, vol. 6, no. 2-3, p. 66-109.

Okazaki, Shoko, 1968, *The Development of Large-Scale Farming in Iran: The Case of the Province of Gorgan*, Tokyo, Institute of Asian Economic Affairs.

Olson, Roger T., 1981, «Persian Gulf Trade and the Agricultural Economy of Southern Iran in the Nineteenth Century», dans Nikki Keddie et Michael Bonine (ed.), *Modern Iran: The Dialectics of Continuity and Change*, Albany, State University of New York Press, p. 173-190.

Oshima, H. T., 1973, «Employment and Income Policies for Iran Income Distribution», *Mission Working Paper*, Genève, International Labor Organisation.

Owen, Robert, 1992, *State, Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, Londres, Routledge.

Pakdaman, Homa et William Boyce, 1973, «Abbas Mirza's Will», *Iranian Studies*, vol. 6, p. 136-151.

Pahlavi, Mohammad Reza, 1980, *Answers to History*, New York, Stein and Day.

Panah, Maryam, 2002, «Social Revolution: The Elusive Emergence of an Agenda in International Relations», *Review of International Studies*, vol. 28, no. 2, p. 271-291.

_____, 2007, *The Islamic Republic and the World: The Global Dimension of the Iranian Revolution*, Londres, Pluto Press.

Parsa, Misagh, 1989, *Social Origins of the Iranian Revolution*, Rutgers University Press.

Parsons, Talcott, et Edward Shils, 1951, *Toward a General Theory of Action*, Cambridge, Cambridge University Press.

Parsons, Talcott et Neil Smelser, 1956, *Economy and Society: A Study in the Integration of Economic and Social Theory*, Glencoe, Free Press.

Parvin, Manoucher, et Amir N. Zamani, 1979, «Political Economy of Growth and Destruction: A statistical Interpretation of the Iranian Case», *Iranian Studies*, vol. 12, no. 1-2, p. 43-78.

Petras, James R., et Robert LaPorte, 1971, *Cultivating Revolution: The United States and Agrarian Reform in Latin America*, New York, Random House.

Pye, Lucian W., 1956, *Guerrilla Communism in Malaya: Its Social and Political Meaning*, Princeton, Princeton University Press.

_____, 1959, «Political Modernization and Reasearch on the Process of Political Socialization», *Social Science Research Council Items*, vol 13, no. 3.

_____, 1962, *Politics, Personality, and Nation-Building: Burma's Search for Identity*, New Haven, Yale University Press.

Reid, Joseph D., 1976, «Sharecropping and Agricultural Uncertainty», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 24, p. 549-576.

Richards, Helmut, 1975, «Land Reform and Agribusiness in Iran», *MERIP Reports*, vol. 71, p. 3-18.

Rosenberg, Justin, 1994, *The Empire of Civil Society*, Londres et New York, Verso.

_____, 1996, «Isaac Deutscher and the Lost History of International Relations», *New Left Review*, no. 215, p. 3-15.

_____, 2005, «Globalization Theory: A Post Mortem», *International Politics*, no.42, p. 2-74.

_____, 2006, «Why is there No International Historical Sociology?», *European Journal of International Relations*, vol. 12, no. 3, p. 307-40.

_____, 2007, «The 'Higher Bullshit': A Reply to the Globalisation Theory Debate», *International Politics*, 2007, no. 44, p. 450-482.

Rostow, Walt Withman, 1960a, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press.

_____, 1960b, *Economic, Social, and Political Change in the Underdeveloped Countries and Its Implications for United States Policy*, Étude préparée par le CIS pour le Comité du Sénat sur les Relations Internationales.

_____, 1984, «Development: The Political Economy of the Marshallian Long Period», dans Gerald M. Meier et Dudley Seers, *Pioneers of Development*, New York, Oxford University Press.

Royce, William R., «The Shirazi Provincial Elite: Status Maintenance and Change», dans Nikki Keddie et Michael Bonine (ed.), *Modern Iran: The Dialectics of Continuity and Change*, Albany, State University of New York Press, p. 289-300.

Rubin, Barry, 1980, *Paved with Good Intentions: The American Experience and Iran*, New York, Oxford University Press.

Russett, Bruce, 1993, *Grasping the Democratic Peace: Principles for a Post-Cold War World*, Princeton: Princeton University Press.

Safi-nezhad, Javad, 1972, *Boneh*, Téhéran, Institute for Social Studies and Research.

Salehi-Isfahani, Djavad, 1989, «The Political Economy of Credit Subsidy in Iran, 1973-1978», *International Journal of Middle East Studies*, vol. 21, no. 3, p. 359-379.

Salmanzadeh, Cyrus, 1980, *Agricultural Change and Rural Society in Southern Iran*, Cambridge, Cambridge University Press.

Saull, Richard, 2007, *The Cold War and After: Capitalism, Revolution and Superpower Politics*, Londres, Pluto.

Saull, Richard, 2011, «Social Conflict and the Global Cold War», *International Affairs*, vol. 87, no. 5, p. 1123-1140.
Press.

Sheikholeslami, A. Reza, 1971, «The Sales of Offices in Qajar Iran, 1856-1896», *Iranian Studies*, vol. 4, no. 2-3.

Skocpol, Theda, 1979, *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia and China*, New York, Cambridge University Press.

_____, 1982, «Rentier-State and Shi'a Islam in the Iranian Revolution», *Theory and Society*, vol. 2, no.2, p. 265-83.

Simpson, Christopher, 1998, *Universities and Empire: Money and Politics in the Social Sciences during the Cold War*, New York, Free Press.

Smith, Benjamin, 2004, «Collective Action With and Without Islam: Mobilizing the Bazaar in Iran », dans, Quintan Wiktorowicz (ed.), *Islamic Activism: A Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, p. 235-259.

Smith, Neil, 2003, *American Empire: Roosevelt's geographer and the prelude to globalization*, Berkeley et Los Angeles, University of California Press.

_____, 2005, *The Endgame of Globalization*, New York, Routledge.

Statistical Centre of Iran, 1976, *Statistical Yearbook 1973*, Téhéran

Stauth, Georg, 1980, «Functional Changes in the Political Power in Iran: An Hypothesis», dans Georg Stauth, *Iran, Precapitalism, Capitalism and Revolution*, Fort Lauderdale, University of Florida Press, p. 125-133

Summit, April R., 2004, «For a White Revolution: John F. Kennedy and the Shah of Iran», *Middle East Journal*, vol. 58, no. 4, p. 560-575.

Teschke, Benno, 2002, « Theorising the Westphalian System of States: International Relations from Absolutism to Capitalism », *European Journal of International Relations*, vol.8, no.1, p. 5-48.

_____, 2003, *The Myth of 1648. Class, Geopolitics and the Making of Modern International Relations*, Londres et New York, Verso.

_____, 2005, «Bourgeois Revolution, State Formation and the Absence of the International», *Historical Materialism*, vol. 13, no. 8, p. 3-26.

_____, 2011, «The Fetish of Geopolitics: Reply to Gopal Balakrishnan», *New left review*, no. 69, p. 81-100.

Teschke, Benno et Hannes Lacher, 2007, «The Changing 'Logics' of Capitalist Competition», *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 20, no. 4, p. 565-580.

Thaïss, Gustav, 1971, «The Bazaar as a Case Study of Religion and Social Change», dans Yar-Shater (ed.), *Iran Faces from the Seventies*, New York, Praeger Publishers, p. 189-216.

_____, 1972, «Religious Symbolism and Social Change: The Drama of Husain», dans Nikki Keddie (ed.), *Scholars, Saints, and Sufis: Muslim Religious Institutions in the Middle East since 1500*, Berkeley, University of California Press, p. 352-55

Thompson, E. P., 1991, *The Making of the English Working Class*, Toronto, Penguin Books.

Trotsky, Leon, 1975, *My Life. An Attempt at an Autobiography*, Harmondsworth, Penguin Books.

_____, 1980, *The History of the Russian Revolution*, New York, Pathfinder.

Turner, Bryan S., 1980, «Capitalism and Feudalism in Iran», dans Georg Stauth, *Iran, Precapitalism, Capitalism and Revolution*, Fort Lauderdale, University of Florida Press, p. 62-74.

_____, 1984, *Capitalism and Class in the Middle East*, New Jersey, Humanities Press.

United States Department of State, 1965, *American Foreign Policy 1961*, Washington, D.C.

United States National Security Council, 1961a, «Position Paper on Iran», National Security Files, box 115, Iran - 1/61 - 2/61 file, John F. Kennedy Presidential Library, Boston, Massachusetts.

_____, 1961b, «U.S. Political Policies in Iran», National Security Files, box 115, Iran- 5/15/61 file, John F. Kennedy Presidential Library, Boston, Massachusetts.

_____, 1962, National Security Council Action proposal 2447 and Rusk to Kennedy, "Proposed Approach to the Shah of Iran," March 8, 1962, and Rockwell to Rusk, May 14, 1962, John F. Kennedy Library, NSF: NSC box 340.

_____, 1963, «US Strategy for Iran.» 21 May 1963, National Security Files, Meetings and Memoranda. NSAM 228. box 340.

Vali, Abbas, 1980, «The Character of the Organization of Production in Iranian Agriculture, 1891-1925», dans Georg Stauth, *Iran, Precapitalism, Capitalism and Revolution*, Fort Lauderdale, University of Florida Press, p. 9-52.

_____, 1989, «Theoretical Remarks on the Development of Commodity Relations and the Integration of Iranian Economy into the Capitalist World Market, *Studia Kurdica*, no. 2., p.78-105

_____, 1993, *Pre-capitalist Iran: A Theoretical History*, New York, New York University Press.

Vatikiotis, Panayiotis J., 1987, *Islam and the State*, Londres, Routledge.

Vieille, Paul, 1972, «Les Paysans, la Petite Bourgeoisie Rurale et l'État Après la Réforme Agraire en Iran», *Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 27, no. 2, p. 347-372.

Weeks, John et Elizabeth Dore, 1979, «International Exchange and the Causes of Backwardness», *Latin American Perspectives*, no.6, p. 62-87.

Weiss, Linda, 1998, *The Myth of the Powerless State*, Cornell University Press.

Williams, William Appleman, 1972, *The Tragedy of American Diplomacy*, New York, W. W. Norton.

Wittfogel, Karl A., 1957, *Oriental Despotism: A Comparative Study of Power*, New Haven, Yale University Press.

Wulff, Hans E., 1966, *The Traditional Crafts of Persia*, Cambridge, MIT Press.

Yeganeh, Cyrus, 1985, «The Agrarian Structure of Iran: From Land Reform to Revolution», *State, Culture, and Society*, vol.1, no.3, p. 67-84.

Zonis, Marvin, 1971, *The Political Élite of Iran*, Princeton, Princeton University Press.